

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

F. 99 — 3465 [C — 99/15199]

13 JUIN 1999. — Loi portant assentiment au *Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*, et au *Protocole*, signés à New York le 24 septembre 1996 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Le *Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*, les Annexes 1 et 2, et le *Protocole*, faits à New York le 24 septembre 1996, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Le Ministre chargé de la Santé publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du Sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Note

(1) Session 1998-1999.

Sénat :

Documents. — Projet de loi déposé le 22 janvier 1999, n° 1-1239/1. — Rapport, n° 1-1239/2. — Texte adopté en séance et transmis à la Chambre, n° 1-1239/3.

Annales parlementaires. — Discussion, séance du 18 mars 1999. — Vote, séance du 18 maart 1999.

Chambre :

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 49-2084/1. — Rapport, n° 49-2084/2. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 49-2084/3.

Annales parlementaires. — Discussion, séance du 21 avril 1999. — Vote, séance du 22 avril 1999.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN INTERNATIONALE SAMENWERKING

N. 99 — 3465 [C — 99/15199]

13 JUNI 1999. — Wet houdende instemming met het *Verdrag inzake een alomvattend verbod op kernproeven*, en met het *Protocol*, ondertekend te New York op 24 september 1996 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en wij bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het *Verdrag inzake een alomvattend verbod op kernproeven*, de Bijlagen 1 en 2, en het *Protocol*, ondertekend te New York op 24 september 1996, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands Zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juin 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

De Minister van Volksgezondheid,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Nota

(1) Zitting 1998-1999.

Senaat :

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 22 januari 1999, nr. 1-1239/1. — Verslag, nr. 1-1239/2. — Tekst aangenomen in vergadering en overgezonden aan de Kamer, nr. 1-1239/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking, vergadering van 18 maart 1999. — Stemming, vergadering van 18 maart 1999.

Kamer :

Documenten. — Tekst overgezonden door de Senaat, nr. 49-2084/1. — Verslag, nr. 49-2084/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 49-2084/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking, vergadering van 21 april 1999. — Stemming, vergadering van 22 april 1999.

TRAITE D'INTERDICTION COMPLETE DES ESSAIS NUCLEAIRES

Préambule

Les Etats parties au présent Traité (ci-après dénommés les «Etats parties»),

Se félicitant des accords internationaux et autres mesures positives qui sont intervenus au cours de ces dernières années dans le domaine du désarmement nucléaire, notamment les réductions des arsenaux nucléaires, ainsi que dans le domaine de la prévention de la prolifération nucléaire sous tous ses aspects,

Soulignant l'importance de la pleine et prompte application de tels accords et mesures,

Convaincus que la situation internationale offre aujourd'hui la possibilité de prendre de nouvelles mesures pour avancer réellement dans la voie du désarmement nucléaire et pour lutter efficacement contre la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects, et déclarant leur intention de prendre de telles mesures,

Soulignant par conséquent la nécessité d'efforts continus, systématiques et progressifs pour réduire les armes nucléaires à l'échelle mondiale, l'objectif final étant l'élimination de ces armes et un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace,

Reconnaissant que la cessation de toutes les explosions expérimentales d'arme nucléaire et de toutes autres explosions nucléaires, en freinant le développement et l'amélioration qualitative des armes nucléaires et en mettant fin au développement de nouveaux types d'arme nucléaire, encore plus évolués, concourra efficacement au désarmement nucléaire et à la non-prolifération sous tous ses aspects,

Reconnaissant également que l'arrêt définitif de toutes les explosions nucléaires de cette nature constituera de ce fait un progrès significatif dans la réalisation graduelle et systématique du désarmement nucléaire,

Convaincus que le moyen le plus efficace de mettre fin aux essais nucléaires est de conclure un traité universel d'interdiction complète de ces essais qui soit internationalement et effectivement vérifiable, ce qui constitue depuis longtemps l'un des objectifs auxquels la communauté internationale accorde la priorité la plus haute dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération,

Notant que les Parties au Traité de 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau ont exprimé le vu d'assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'arme nucléaire à tout jamais,

Notant aussi les vues exprimées selon lesquelles le présent Traité pourrait contribuer à la protection de l'environnement,

Affirmant le dessein de susciter l'adhésion de tous les Etats au présent Traité et l'objectif de celui-ci de contribuer efficacement à la prévention de la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects, au processus de désarmement nucléaire et partant au renforcement de la paix et de la sécurité internationale,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Obligations fondamentales

1. Chaque Etat partie s'engage à ne pas effectuer d'explosion expérimentale d'arme nucléaire ou d'autre explosion nucléaire et à interdire et empêcher toute explosion de cette nature en tout lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle.
2. Chaque Etat partie s'engage en outre à s'abstenir de provoquer ou d'encourager l'exécution — ou de participer de quelque manière que ce soit à l'exécution — de toute explosion expérimentale d'arme nucléaire ou de toute autre explosion nucléaire.

ARTICLE II

L'Organisation

A. Dispositions générales

1. Les Etats parties établissent par les présentes l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (ci-après dénommée « l'Organisation »), afin de réaliser l'objet et le but du Traité, d'assurer l'application de ses dispositions, y compris celles qui s'appliquent à la vérification internationale du respect du Traité, et de ménager un cadre dans lequel ils puissent se consulter et coopérer entre eux.
2. Tous les Etats parties sont membres de l'Organisation. Un Etat partie ne peut être privé de sa qualité de membre de l'Organisation.
3. L'Organisation a son siège à Vienne (République d'Autriche).
4. Sont créés par les présentes la Conférence des Etats parties, le Conseil exécutif et le secrétariat technique, lequel comprend le Centre international de données, qui constituent les organes de l'Organisation.
5. Chaque Etat partie coopère avec l'Organisation dans l'accomplissement de ses fonctions, conformément au présent Traité. Les Etats parties tiennent des consultations directement entre eux ou par l'intermédiaire de l'Organisation ou encore suivant d'autres procédures internationales appropriées, notamment des procédures établies dans le cadre de l'Organisation des Nations unies et conformément à la Charte des Nations unies, sur toute question qui serait soulevée touchant l'objet et le but du Traité ou l'exécution de ses dispositions.
6. L'Organisation exécute les activités de vérification prévues par le présent Traité de la manière la moins intensive possible, compatible avec l'accomplissement de leurs objectifs dans les délais et avec l'efficacité voulus. Elle ne demande que les informations et les données qui lui sont nécessaires pour s'acquitter des responsabilités qui lui sont confiées par le Traité. Elle prend toutes les précautions qui s'imposent pour protéger la confidentialité des informations relatives à des activités et des installations civiles et militaires dont elle a connaissance dans le cadre de l'application du Traité et, en particulier, elle se conforme aux dispositions de celui-ci touchant la confidentialité.
7. Chaque Etat partie traite d'une façon confidentielle et particulière les informations et les données qu'il reçoit confidentiellement de l'Organisation concernant l'application du présent Traité. Il traite ces informations et ces données exclusivement dans le cadre des droits et obligations qui sont les siens aux termes du Traité.

8. L'Organisation, en tant qu'entité indépendante, s'efforce d'utiliser selon qu'il convient les compétences techniques et les installations existantes et de maximiser le rapport coût-efficacité en prenant des arrangements de coopération avec d'autres organisations internationales telles que l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les arrangements pris à cet effet, excepté les arrangements courants d'importance secondaire qui sont de nature purement commerciale ou contractuelle, doivent être stipulés dans des accords qui sont ensuite soumis à la Conférence des Etats parties pour approbation.

9. Les coûts des activités de l'Organisation sont couverts annuellement par les Etats parties selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations unies, ajusté compte tenu des différences entre le nombre des Etats membres de l'Organisation des Nations unies et celui des Etats membres de l'Organisation.

10. Les contributions financières des Etats parties à la Commission préparatoire sont déduites d'une manière appropriée de leurs contributions au budget ordinaire.

11. Un membre de l'Organisation en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de celle-ci ne peut pas participer au vote à l'Organisation si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées. La Conférence des Etats parties peut néanmoins autoriser ce membre à voter si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

B. Conférence des Etats parties

Composition, procédure et prise de décisions

12. La Conférence des Etats parties (ci-après dénommée «la Conférence») se compose de tous les Etats parties. Chaque Etat partie a un représentant à la Conférence, qui peut être accompagné de suppléants et de conseillers.

13. La session initiale de la Conférence est convoquée par le dépositaire au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur du présent Traité.

14. La Conférence tient des sessions ordinaires, qui ont lieu chaque année, à moins qu'elle n'en décide autrement.

15. Une session extraordinaire de la Conférence est convoquée :

- a) Sur décision de la Conférence;
- b) A la demande du Conseil exécutif; ou
- c) A la demande de tout Etat partie appuyée par la majorité des Etats parties.

La session extraordinaire est convoquée dans les 30 jours qui suivent la décision de la Conférence, la demande du Conseil exécutif ou l'obtention de l'appui requis, sauf indication contraire figurant dans la décision ou la demande.

16. La Conférence peut aussi se réunir en conférence d'amendement, conformément à l'article VII.

17. La Conférence peut aussi se réunir en conférence d'examen, conformément à l'article VIII.

18. Les sessions de la Conférence ont lieu au siège de l'Organisation, à moins que la Conférence n'en décide autrement.

19. La Conférence adopte son règlement intérieur. Au début de chaque session, elle élit son président et d'autres membres du bureau en tant que de besoin. Les membres du bureau exercent leurs fonctions jusqu'à ce qu'un nouveau président et d'autres membres soient élus, lors de la session suivante.

20. Le quorum pour la Conférence est constitué par la majorité des Etats parties.

21. Chaque Etat partie dispose d'une voix.

22. La Conférence prend les décisions relatives aux questions de procédure à la majorité des membres présents et votants. Les décisions relatives aux questions de fond doivent être prises autant que possible par consensus. S'il ne se dégage aucun consensus lorsqu'il faut se prononcer sur une telle question, le président ajourne le vote pendant 24 heures, ne ménage aucun effort entre-temps pour faciliter l'obtention du consensus et fait rapport à la Conférence avant l'expiration du délai d'ajournement. S'il n'est pas possible d'arriver au consensus au terme de ces 24 heures, la Conférence prend la décision à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, à moins que le présent Traité n'en dispose autrement. En cas de doute sur le point de savoir s'il s'agit ou non d'une question de fond, la question visée est traitée comme une question de fond, à moins qu'il n'en soit décidé autrement à la majorité requise pour les décisions sur les questions de fond.

23. Dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées en vertu du paragraphe 26, alinéa k), la Conférence décide de l'inscription du nom de tout Etat sur la liste qui figure à l'Annexe 1 du présent Traité suivant la procédure énoncée au paragraphe 22 pour la prise de décisions sur les questions de fond. Nonobstant les dispositions du paragraphe 22, la Conférence décide par consensus de toute autre modification à apporter à l'Annexe 1 du Traité.

Pouvoirs et fonctions

24. La Conférence est le principal organe de l'Organisation. Elle examine, conformément au présent Traité, tous points, toutes questions et tous problèmes entrant dans le champ d'application du Traité, y compris ceux qui ont trait aux pouvoirs et fonctions du Conseil exécutif et du secrétariat technique. Elle peut faire des recommandations et se prononcer sur tous points, toutes questions et tous problèmes entrant dans le champ d'application du Traité qui seraient soulevés par un Etat partie ou portés à son attention par le Conseil exécutif.

25. La Conférence supervise l'application du présent Traité, fait le point de la situation en ce qui concerne le respect de ses dispositions et uvre à la réalisation de son objet et de son but. En outre, elle supervise les activités du Conseil exécutif et du secrétariat technique et peut adresser des directives à l'un ou l'autre de ces organes dans l'accomplissement de leurs fonctions.

26. La Conférence :

- a) Examine et adopte le rapport de l'Organisation sur l'application du présent Traité ainsi que le budget-programme annuel de l'Organisation, que lui présente le Conseil exécutif, et examine d'autres rapports;
- b) Décide du barème des quotes-parts revenant aux Etats parties conformément au paragraphe 9;
- c) Elit les membres du Conseil exécutif;
- d) Nomme le directeur général du secrétariat technique (ci-après dénommé le « directeur général »);
- e) Examine et approuve le règlement intérieur du Conseil exécutif que lui présente ce dernier;

f) Examine et passe en revue les innovations scientifiques et techniques qui pourraient avoir des répercussions sur le fonctionnement du présent Traité. Dans ce contexte, la Conférence peut charger le directeur général de créer un conseil scientifique consultatif qui permette à celui-ci, dans l'exercice de ses fonctions, de fournir à la Conférence, au Conseil exécutif ou aux Etats parties des avis spécialisés dans des domaines scientifiques et techniques ayant un rapport avec le Traité. Le conseil scientifique consultatif ainsi créé est composé d'experts indépendants siégeant à titre personnel et désignés conformément au mandat donné par la Conférence, sur la base de leurs compétences et de leur expérience dans les domaines scientifiques particuliers ayant un rapport avec l'application du Traité;

g) Prend les mesures nécessaires pour assurer le respect du présent Traité et pour redresser et corriger toute situation qui contreviendrait aux dispositions de l'instrument, conformément à l'article V;

h) Examine et approuve à sa session initiale tous projets d'accord, d'arrangement, de disposition, de procédure, de manuel opérationnel ou de directive ainsi que tous autres documents élaborés et recommandés par la Commission préparatoire;

i) Examine et approuve les accords ou arrangements que le secrétariat technique négocie avec des Etats parties, d'autres Etats et des organisations internationales et que le Conseil exécutif est appelé à conclure ou à prendre au nom de l'Organisation conformément au paragraphe 38, alinéa h);

j) Etablit les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires à l'accomplissement des fonctions qui lui sont attribuées par le présent Traité;

k) Met à jour l'Annexe 1 du présent Traité selon les besoins, conformément au paragraphe 23.

C. Le Conseil Exécutif

Composition, procédure et prise de décisions

27. Le Conseil exécutif se compose de 51 membres. Chaque Etat partie a le droit, conformément aux dispositions du présent article, de siéger au Conseil.

28. Compte tenu de la nécessité d'une répartition géographique équitable des sièges, le Conseil exécutif comprend :

- a) Dix Etats parties d'Afrique;
- b) Sept Etats parties d'Europe orientale;
- c) Neuf Etats parties d'Amérique latine et des Caraïbes;
- d) Sept Etats parties du Moyen-Orient et d'Asie du Sud;
- e) Dix Etats parties d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale;
- f) Huit Etats parties d'Asie du Sud-Est, du Pacifique et d'Extrême-Orient.

Tous les Etats des régions géographiques susmentionnées sont énumérés dans l'Annexe 1 du présent Traité. L'Annexe 1 est mise à jour par la Conférence selon les besoins, conformément au paragraphe 23 et au paragraphe 26, alinéa k). Il ne peut pas lui être apporté d'amendements ou de modifications suivant les procédures énoncées à l'article VII.

29. Les membres du Conseil exécutif sont élus par la Conférence. Pour cela, chaque groupe régional désigne des Etats parties de la région considérée aux fins de leur élection au Conseil, comme suit :

a) Au moins un tiers des sièges attribués à chaque région géographique sont pourvus, compte tenu des intérêts politiques et de sécurité, par des Etats parties de la région considérée qui sont désignés sur la base des capacités nucléaires ayant un rapport avec le Traité telles qu'elles sont déterminées par les données internationales ainsi que de l'ensemble ou d'un quelconque des critères indicatifs ci-après, dans l'ordre de priorité que fixe chaque groupe régional :

- (i) Le nombre d'installations de surveillance du Système de surveillance international;
- (ii) Les compétences et l'expérience dans les domaines que recouvrent les techniques de surveillance;
- (iii) La contribution au budget annuel de l'Organisation;

b) L'un des sièges attribués à chaque région géographique est pourvu suivant le principe de la rotation par l'Etat partie qui, selon l'ordre alphabétique anglais, vient en tête parmi les Etats parties de la région considérée qui n'ont pas siégé au Conseil exécutif pendant le plus grand nombre d'années à compter de la date d'expiration de leur dernier mandat ou, à défaut, à compter de la date à laquelle ils sont devenus parties. L'Etat partie désigné sur cette base peut décider de passer son tour, auquel cas il remet au Directeur général une lettre de renonciation; est alors désigné l'Etat partie qui occupe le deuxième rang, établi suivant les dispositions du présent alinéa;

c) Le reste des sièges attribués à chaque région géographique sont pourvus par des Etats parties désignés parmi tous ceux de la région considérée, suivant le principe de la rotation ou par des élections.

30. Chaque membre du Conseil exécutif a un représentant à cet organe, qui peut être accompagné de suppléants et de conseillers.

31. Chaque membre du Conseil exécutif exerce ses fonctions de la fin de la session de la Conférence à laquelle il est élu à la fin de la deuxième session annuelle ordinaire que la Conférence tient par la suite, si ce n'est que, lors de la première élection du Conseil, 26 Etats parties seront élus qui exerceront leurs fonctions jusqu'à la fin de la troisième session annuelle ordinaire de la Conférence, compte dûment tenu des proportions numériques énoncées au paragraphe 28.

32. Le Conseil exécutif élabore son règlement intérieur et le soumet à l'approbation de la Conférence.

33. Le Conseil exécutif élit son président parmi ses membres.

34. Le Conseil exécutif tient des sessions ordinaires. Entre les sessions ordinaires, il se réunit aussi souvent que l'exige l'exercice de ses pouvoirs et fonctions.

35. Chaque membre du Conseil exécutif dispose d'une voix.

36. Le Conseil exécutif prend les décisions relatives aux questions de procédure à la majorité de l'ensemble de ses membres. Il prend les décisions sur les questions de fond à la majorité des deux tiers de l'ensemble de ses membres, sauf disposition contraire du présent Traité. En cas de doute sur le point de savoir s'il s'agit ou non d'une question de fond, la question visée est traitée comme une question de fond, à moins qu'il n'en soit décidé autrement à la majorité requise pour les décisions sur les questions de fond.

37. Le Conseil exécutif est l'organe exécutif de l'Organisation. Il relève de la Conférence. Il exerce les pouvoirs et fonctions qui lui sont conférés par le présent Traité. Ce faisant, il agit en conformité avec les recommandations, les décisions et les directives de la Conférence et veille à ce qu'elles soient appliquées comme il se doit et de manière suivie.

38. Le Conseil exécutif :

- a) Ouvre à l'application effective et au respect des dispositions du présent Traité;
- b) Supervise les activités du Secrétariat technique;
- c) Fait à la Conférence des recommandations, selon que de besoin, relatives à l'examen de nouvelles propositions visant à la réalisation de l'objet et du but du Traité;
- d) Coopère avec l'autorité nationale de chaque Etat partie;
- e) Examine et présente à la Conférence le projet de budget-programme annuel de l'Organisation, le projet de rapport de l'Organisation sur l'application du Traité, le rapport sur l'exécution de ses propres activités et les autres rapports qu'il juge nécessaires ou que la Conférence demanderait;
- f) Prend les dispositions nécessaires pour l'organisation des sessions de la Conférence et notamment pour l'établissement du projet d'ordre du jour;
- g) Examine des propositions tendant à apporter des modifications d'ordre administratif ou technique au Protocole ou à ses Annexes, en application de l'article VII, et fait aux Etats parties des recommandations concernant leur adoption;
- h) Conclut au nom de l'Organisation, sous réserve de l'approbation préalable de la Conférence, les accords ou arrangements avec les Etats parties, les autres Etats et les organisations internationales, hormis ceux qui sont visés à l'alinéa i), et supervise leur application;
- i) Approuve les accords ou les arrangements avec les Etats parties et les autres Etats concernant l'exécution des activités de vérification et supervise leur fonctionnement;
- j) Approuve tous nouveaux manuels opérationnels que proposerait le Secrétariat technique et toutes modifications que celui-ci suggérerait d'apporter aux manuels opérationnels existants.

39. Le Conseil exécutif peut demander la tenue d'une session extraordinaire de la Conférence.

40. Le Conseil exécutif :

- a) Facilite, par des échanges d'informations, la coopération entre les Etats parties, et entre les Etats parties et le Secrétariat technique, concernant l'application du présent Traité;
- b) Facilite la consultation et la clarification entre les Etats parties conformément à l'article IV;
- c) Reçoit et examine les demandes d'inspection sur place ainsi que les rapports d'inspection et arrête son action au sujet des premières et des seconds, conformément à l'article IV.

41. Le Conseil exécutif examine tout motif de préoccupation d'un Etat partie concernant l'inexécution possible du présent Traité et l'usage abusif des droits établis par celui-ci. Pour ce faire, il consulte les Etats parties impliqués et, selon qu'il convient, demande à un Etat partie de prendre des mesures pour redresser la situation dans des délais fixés. Pour autant que le Conseil exécutif juge nécessaire de poursuivre l'affaire, il prend notamment une ou plusieurs des mesures suivantes :

- a) Il informe tous les Etats parties du problème ou de la question;
- b) Il porte le problème ou la question à l'attention de la Conférence;
- c) Il fait à la Conférence des recommandations ou prend une décision, selon qu'il convient, touchant des mesures pour redresser la situation et assurer le respect des dispositions du Traité conformément à l'article V.

D. Le Secrétariat technique

42. Le Secrétariat technique aide les Etats parties à appliquer le présent Traité. Il aide la Conférence et le Conseil exécutif dans l'accomplissement de leurs fonctions. Le Secrétariat technique exerce les fonctions de vérification et les autres fonctions qui lui sont attribuées par le Traité ainsi que celles qui lui sont déléguées par la Conférence ou le Conseil exécutif conformément aux dispositions du Traité. Il comprend le Centre international de données, qui en fait partie intégrante.

43. En ce qui concerne la vérification du respect des dispositions du présent Traité, le Secrétariat technique, conformément à l'article IV et au Protocole, entre autres fonctions :

- a) Est chargé de superviser et de coordonner l'exploitation du Système de surveillance international;
- b) Exploite le Centre international de données;
- c) Reçoit, traite et analyse régulièrement les données du Système de surveillance international et fait régulièrement rapport sur ces données;
- d) Fournit une assistance et un appui techniques pour l'installation et l'exploitation de stations de surveillance;
- e) Aide le Conseil exécutif à faciliter la consultation et la clarification entre les Etats parties;
- f) Reçoit les demandes d'inspection sur place et les examine, facilite l'examen de ces demandes par le Conseil exécutif, assure la préparation des inspections sur place et fournit un soutien technique pendant qu'elles se déroulent, et fait rapport au Conseil exécutif;
- g) Négocie et, sous réserve de l'approbation préalable du Conseil exécutif, conclut avec les Etats parties, les autres Etats et les organisations internationales des accords ou des arrangements concernant les activités de vérification;
- h) Aide les Etats parties, par l'intermédiaire de leur autorité nationale, relativement à d'autres problèmes que pose la vérification de l'exécution du Traité.

44. Le Secrétariat technique élabore et tient à jour, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif, des manuels opérationnels conçus pour guider l'exploitation des diverses composantes du régime de vérification, conformément à l'article IV et au Protocole. Lesdits manuels ne font pas partie intégrante du Traité ni du Protocole et peuvent être modifiés par le Secrétariat technique, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif. Le Secrétariat technique informe sans retard les Etats parties de tous changements apportés aux manuels opérationnels.

45. En ce qui concerne les questions d'ordre administratif, le Secrétariat technique, entre autres fonctions :

- a) Etablit et présente au Conseil exécutif le projet de budget-programme de l'Organisation;
- b) Etablit et présente au Conseil exécutif le projet de rapport de l'Organisation sur l'application du Traité et tous autres rapports que la Conférence ou le Conseil exécutif demanderait;

- c) Fournit un appui administratif et technique à la Conférence, au Conseil exécutif et aux organes subsidiaires;
- d) Adresse et reçoit au nom de l'Organisation des communications portant sur l'application du Traité;
- e) Accomplit les tâches administratives en rapport avec tous accords conclus entre l'Organisation et d'autres organisations internationales.

46. Toutes les demandes et notifications adressées à l'Organisation par les Etats parties sont envoyées au Directeur général par l'intermédiaire des autorités nationales. Les demandes et notifications doivent être rédigées dans l'une des langues officielles du Traité. La réponse du Directeur général est formulée dans la même langue.

47. Aux fins de l'établissement du projet de budget-programme de l'Organisation et de la présentation de celui-ci au Conseil exécutif, le Secrétariat technique arrête et tient une comptabilité claire de tous les coûts afférents à chaque installation du Système de surveillance international. Il procède d'une manière analogue pour toutes les autres activités de l'Organisation qui sont reflétées dans le projet de budget-programme.

48. Le Secrétariat technique informe sans retard le Conseil exécutif de tous problèmes qu'il a pu rencontrer dans l'exercice de ses fonctions qu'il a constatés dans l'exécution de ses activités et qu'il n'a pu lever par des consultations avec l'Etat partie intéressé.

49. Le Secrétariat technique comprend un directeur général, qui en est le chef et en dirige l'administration, ainsi qu'un personnel scientifique, technique et autre, selon les besoins. Le Directeur général est nommé par la Conférence sur recommandation du Conseil exécutif pour quatre ans; son mandat peut être renouvelé une seule fois. Le premier directeur général est nommé par la Conférence à sa session initiale sur la recommandation de la Commission préparatoire.

50. Le Directeur général est chargé de la nomination des membres du personnel ainsi que de l'organisation et du fonctionnement du Secrétariat technique, et en répond auprès de la Conférence et du Conseil exécutif. La considération dominante dans le recrutement et la définition des conditions d'emploi du personnel est la nécessité d'assurer les plus hautes qualités de connaissance professionnelle, d'expérience, d'efficacité, de compétence et d'intégrité. Seuls des nationaux des Etats parties peuvent être nommés directeur général ou engagés comme inspecteurs, cadres ou employés d'administration. Est dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. Aux fins du recrutement, il est tenu compte du principe suivant lequel les effectifs doivent être maintenus au minimum nécessaire pour que le Secrétariat technique puisse s'acquitter convenablement de ses responsabilités.

51. Le Directeur général peut, après consultation du Conseil exécutif, établir à titre temporaire et selon que de besoin des groupes de travail d'experts scientifiques pour faire des recommandations concernant des problèmes particuliers.

52. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur général, les inspecteurs, les assistants d'inspection et les membres du personnel ne sollicitent ni ne reçoivent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autre entité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte qui pourrait nuire à leur statut de fonctionnaires internationaux relevant uniquement de l'Organisation. Le Directeur général assume la responsabilité des activités d'une équipe d'inspection.

53. Chaque Etat partie respecte le caractère exclusivement international des responsabilités confiées au Directeur général, aux inspecteurs, aux assistants d'inspection et aux membres du personnel et ne cherche pas à les influencer dans l'accomplissement de leurs fonctions.

E. Privilèges et immunités

54. L'Organisation jouit, sur le territoire et en tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle d'un Etat partie, de la capacité juridique et des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions.

55. Les représentants des Etats parties ainsi que leurs suppléants et conseillers, les représentants des membres élus au Conseil exécutif ainsi que leurs suppléants et conseillers, le Directeur général, les inspecteurs, les assistants d'inspection et les membres du personnel de l'Organisation jouissent des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Organisation.

56. La capacité juridique et les privilèges et immunités mentionnés dans le présent article sont définis dans des accords entre l'Organisation et les Etats parties ainsi que dans un accord entre l'Organisation et le pays dans lequel est situé le siège de l'Organisation. Ces accords sont examinés et approuvés conformément au paragraphe 26, alinéas h) et i).

57. Nonobstant les paragraphes 54 et 55, le Directeur général, les inspecteurs, les assistants d'inspection et les membres du personnel du Secrétariat technique jouissent, durant l'exécution des activités de vérification, des privilèges et immunités énoncés dans le Protocole.

ARTICLE III

Mesures d'application nationales

1. Chaque Etat partie prend, conformément aux procédures prévues par sa Constitution, toutes mesures requises pour s'acquitter des obligations qu'il a contractées en vertu du présent Traité. En particulier, il fait le nécessaire :

a) Pour interdire aux personnes physiques et morales se trouvant en quelque lieu de son territoire ou en tout autre lieu placé sous sa juridiction telle qu'elle est reconnue par le droit international d'entreprendre quelque activité que ce soit qui est interdite à un Etat partie par le présent Traité;

b) Pour interdire aux personnes physiques et morales d'entreprendre quelque activité de cette nature en quelque lieu qui soit placé sous son contrôle;

c) Pour interdire aux personnes physiques possédant sa nationalité, conformément au droit international, d'entreprendre quelque activité de cette nature en quelque lieu que ce soit.

2. Chaque Etat partie coopère avec les autres Etats parties et procure l'assistance juridique voulue pour faciliter l'exécution des obligations énoncées au paragraphe 1.

3. Chaque Etat partie informe l'Organisation des mesures qu'il a prises en application du présent article.

4. Afin de s'acquitter des obligations qu'il a contractées en vertu du Traité, chaque Etat partie désigne ou établit une autorité nationale et en avise l'Organisation au moment où le Traité entre en vigueur à son égard. L'autorité nationale sert de centre national en vue d'assurer la liaison avec l'Organisation et les autres Etats parties.

ARTICLE IV

Vérification

A. Dispositions générales

1. Afin de vérifier le respect des dispositions du présent Traité, il est établi un régime de vérification qui s'appuie sur les éléments suivants :

- a) Un système de surveillance international;
- b) La consultation et la clarification;
- c) Les inspections sur place;
- d) Les mesures de confiance.

A l'entrée en vigueur du Traité, le régime de vérification est capable de satisfaire à ses exigences concernant la vérification.

2. Les activités de vérification sont fondées sur des informations objectives, sont limitées à l'objet du présent Traité et sont menées dans le plein respect de la souveraineté des Etats parties et de la manière la moins intrusive possible, compatible avec la réalisation de leurs objectifs dans les délais et avec l'efficacité voulus. Chaque Etat partie s'abstient d'abuser de quelque façon que ce soit du droit de vérification.

3. Chaque Etat partie s'engage, conformément au présent Traité, à coopérer, par l'entremise de l'autorité nationale établie en application du paragraphe 4 de l'article III, avec l'Organisation et d'autres Etats parties afin de faciliter la vérification du respect du Traité, notamment :

- a) En créant les dispositifs nécessaires pour participer à ces mesures de vérification et en établissant les communications nécessaires;
- b) En fournissant les données obtenues des stations nationales intégrées au Système de surveillance international;
- c) En participant, selon qu'il convient, à un processus de consultation et de clarification;
- d) En autorisant les inspections sur place;
- e) En participant, selon qu'il convient, à des mesures de confiance.

4. Quels que soient leurs moyens techniques et financiers, les Etats parties ont tous, dans des conditions d'égalité, un droit de vérification et l'obligation d'accepter la vérification.

5. Aux fins du présent Traité, il n'est interdit à aucun Etat partie d'utiliser l'information obtenue par les moyens techniques nationaux de vérification d'une manière compatible avec les principes généralement reconnus du droit international, y compris celui du respect de la souveraineté des Etats.

6. Sans préjudice du droit des Etats parties à protéger des installations, des activités ou des lieux sensibles sans rapport avec le présent Traité, les Etats parties ne font pas obstacle à des éléments du régime de vérification du Traité ni aux moyens techniques nationaux de vérification qui sont exploités conformément au paragraphe 5.

7. Chaque Etat partie a le droit de prendre des mesures pour protéger des installations sensibles et empêcher la divulgation d'informations et de données confidentielles sans rapport avec le présent Traité.

8. En outre, toutes les mesures voulues sont prises pour protéger la confidentialité de toute information concernant les activités et les installations civiles et militaires qui a été obtenue au cours des activités de vérification.

9. Sous réserve du paragraphe 8, les informations obtenues par l'Organisation dans le cadre du régime de vérification établi par le présent Traité sont mises à la disposition de tous les Etats parties conformément aux dispositions pertinentes du Traité et du Protocole.

10. Les dispositions du présent Traité ne doivent pas être interprétées comme restreignant l'échange international de données à des fins scientifiques.

11. Chaque Etat partie s'engage à coopérer avec l'Organisation et d'autres Etats parties à l'amélioration du régime de vérification et à l'étude des possibilités qu'offrent d'autres techniques de surveillance sur le plan de la vérification, comme la détection de l'impulsion électromagnétique ou la surveillance par satellite, en vue de mettre au point, le cas échéant, des mesures spécifiques visant à renforcer l'efficacité et la rentabilité des opérations de vérification de l'exécution du Traité. Lorsqu'elles sont convenues, ces mesures sont incorporées dans les dispositions existantes du Traité et dans celles du Protocole ou font l'objet de nouvelles sections du Protocole, conformément à l'article VII, ou encore, s'il y a lieu, sont reflétées dans les manuels opérationnels conformément au paragraphe 44 de l'article II.

12. Les Etats parties s'engagent à promouvoir une coopération entre eux-mêmes pour aider et participer à l'échange le plus complet possible concernant les technologies utilisées dans la vérification du présent Traité afin de permettre à tous les Etats parties de renforcer leur mise en œuvre nationale des mesures de vérification et de bénéficier de l'application de ces technologies à des fins pacifiques.

13. Les dispositions du présent Traité doivent être mises en œuvre de façon à éviter d'entraver le développement économique et technologique des Etats parties en vue du développement des applications de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

Tâches du Secrétariat technique en matière de vérification

14. Pour s'acquitter de ses tâches en matière de vérification telles qu'elles sont spécifiées dans le présent Traité et le Protocole, le Secrétariat technique, en coopération avec les Etats parties et pour les besoins du Traité :

a) Prend des arrangements pour recevoir et distribuer les données et rapports intéressant la vérification de l'exécution du Traité, conformément à celui-ci, et pour disposer d'une infrastructure de télécommunications mondiale adaptée à cette tâche;

b) Dans le cadre de ses activités régulières et par l'intermédiaire de son Centre international de données, qui est en principe l'élément central du Secrétariat technique pour le stockage des données et le traitement des données :

- (i) Reçoit et présente des demandes de données issues du Système de surveillance international;
- (ii) Reçoit, selon qu'il convient, les données résultant du processus de consultation et de clarification, des inspections sur place et des mesures de confiance;
- (iii) Reçoit d'autres données pertinentes des Etats parties et des organisations internationales conformément au Traité et au Protocole;

c) Supervise, coordonne et assure l'exploitation du Système de surveillance international et de ses composantes, ainsi que du Centre international de données, conformément aux manuels opérationnels pertinents;

d) Dans le cadre de ses activités régulières, traite et analyse les données issues du Système de surveillance international et fait rapport à leur sujet selon les procédures convenues, afin de permettre une vérification internationale efficace de l'exécution du Traité et de faciliter la dissipation rapide des préoccupations quant au respect des dispositions du Traité;

e) Met toutes les données, tant brutes que traitées, ainsi que tous rapports établis, à la disposition de tous les Etats parties, chaque Etat partie prenant la responsabilité de l'usage des données du Système de surveillance international conformément au paragraphe 7 de l'article II, et aux paragraphes 8 et 13 de cet article;

f) Assure à tous les Etats parties, dans des conditions d'égalité et à temps, un accès libre et commode à toutes les données stockées;

g) Stocke toutes les données, tant brutes que traitées, ainsi que tous les documents et rapports;

h) Coordonne et facilite les demandes de données supplémentaires issues du Système de surveillance international;

i) Coordonne les demandes de données supplémentaires adressées par un Etat partie à un autre Etat partie;

j) Fournit à l'Etat qui les requiert une assistance et un appui techniques pour l'installation et l'exploitation des installations de surveillance et des moyens de communication correspondants;

k) Met à la disposition de tout Etat partie qui le demande les techniques que lui-même et son centre international de données utilisent pour rassembler, stocker, traiter et analyser les données recueillies dans le cadre du régime de vérification et faire rapport à leur sujet;

l) Surveille et évalue le fonctionnement global du Système de surveillance international et du Centre international de données et fait rapport à ce sujet.

15. Les procédures convenues que doit suivre le Secrétariat technique pour s'acquitter des tâches de vérification visées au paragraphe 14 et détaillées dans le Protocole sont précisées dans les manuels opérationnels pertinents.

B. Le Système de surveillance international

16. Le Système de surveillance international comprend des installations pour la surveillance sismologique, pour la surveillance des radionucléides, y compris des laboratoires homologués, pour la surveillance hydroacoustique et pour la surveillance par détection des infrasons, ainsi que les moyens de communication correspondants; il est appuyé par le Centre international de données du Secrétariat technique.

17. Le Système de surveillance international est placé sous l'autorité du Secrétariat technique. Toutes les installations de surveillance de ce système sont la propriété des Etats qui en sont les hôtes ou en assument la responsabilité d'une autre manière et sont exploitées par eux, conformément au Protocole.

18. Chaque Etat partie a le droit de participer à l'échange international de données et d'avoir accès à toutes les données mises à la disposition du Centre international de données. Chaque Etat partie coopère avec le Centre international de données par l'entremise de son autorité nationale.

Financement du Système de surveillance internationale

19. En ce qui concerne les installations incorporées dans le Système de surveillance internationale et inscrites aux tableaux 1-A, 2-A, 3 et 4 de l'Annexe 1 du Protocole ainsi que leur fonctionnement, dans la mesure où l'Etat concerné et l'Organisation sont convenus qu'elles fourniraient des données au Centre international de données conformément aux exigences techniques énoncées dans le Protocole et les manuels pertinents, l'Organisation, comme il est spécifié dans les accords conclus ou les arrangements pris en application du paragraphe 4 de la première partie du Protocole, prend à sa charge le coût des opérations suivantes :

a) L'établissement de toutes nouvelles installations et la mise à niveau des installations existantes à moins que l'Etat qui en est responsable ne prenne lui-même à sa charge les coûts correspondants;

b) L'exploitation et l'entretien des installations du Système de surveillance internationale, y compris le maintien de leur sécurité matérielle, le cas échéant, et l'application des procédures convenues d'authentification des données;

c) La transmission des données (brutes ou traitées) issues du Système de surveillance internationale au Centre international de données par les moyens les plus directs et les plus rentables disponibles, notamment, si nécessaire, via des noeuds de communication appropriés, à partir des stations de surveillance, des laboratoires, des installations d'analyse ou des centres nationaux de données; ou la transmission de ces données (y compris des échantillons, le cas échéant) aux laboratoires et installations d'analyse à partir des installations de surveillance;

d) L'analyse d'échantillons pour le compte de l'Organisation.

20. En ce qui concerne les stations sismiques du réseau auxiliaire inscrites au tableau 1-B de l'Annexe 1 du Protocole, l'Organisation, comme il est spécifié dans les accords conclus ou les arrangements pris en application du paragraphe 4 de la première partie du Protocole, ne prend à sa charge que le coût des opérations suivantes :

a) La transmission des données au Centre international de données;

b) L'authentification des données provenant de ces stations;

c) La mise à niveau des stations afin que celles-ci satisfassent aux normes techniques requises, à moins que l'Etat qui en est responsable ne prenne lui-même à sa charge les coûts correspondants;

d) Si nécessaire, l'établissement de nouvelles stations aux fins du Traité là où il n'en existe pas encore qui conviennent, à moins que l'Etat qui est appelé à en être responsable ne prenne lui-même à sa charge les coûts correspondants;

e) Toutes autres dépenses relatives à la fourniture des données requises par l'Organisation comme il est spécifié dans les manuels opérationnels pertinents.

21. En outre, l'Organisation prend à sa charge le coût de la fourniture, à chaque Etat partie, des rapports et services que celui-ci a choisis dans la gamme standard du Centre international de données, conformément à la section F de la première partie du Protocole. Le coût de la préparation et de la transmission de tous produits ou données supplémentaires est à la charge de l'Etat partie qui les demande.

22. Les accords conclus ou, le cas échéant, les arrangements pris avec des Etats parties ou avec les Etats qui sont les hôtes d'installations du Système de surveillance international ou en assument la responsabilité d'une autre manière contiennent des dispositions relatives à la prise en charge de ces coûts. Ces dispositions peuvent prévoir des modalités au titre desquelles un Etat partie prend à sa charge une partie quelconque des coûts visés au paragraphe 19, alinéa a), et au paragraphe 20, alinéas c) et d), pour des installations dont il est l'hôte ou dont il est responsable et bénéficie en échange d'une réduction appropriée de la contribution financière qu'il doit à l'Organisation. Le montant de cette réduction ne peut pas être supérieur à la moitié de celui de la contribution financière annuelle due par cet Etat, mais peut être réparti sur plusieurs années consécutives. Un Etat partie peut partager une telle réduction avec un autre Etat partie par accord ou arrangement avec celui-ci et avec l'assentiment du Conseil exécutif.

Les accords ou arrangements visés au présent paragraphe sont approuvés conformément au paragraphe 26, alinéa h), et au paragraphe 38, alinéa j), de l'article II.

Modifications apportées au Système de surveillance international

23. Toute mesure visée au paragraphe 11 qui a une incidence sur le Système de surveillance international du fait qu'elle consiste à compléter celui-ci par d'autres techniques de surveillance ou à éliminer une ou plusieurs des techniques utilisées est incorporée, une fois convenue, dans les dispositions du présent Traité et du Protocole suivant la procédure énoncée aux paragraphes 1 à 6 de l'article VII.

24. Les modifications suivantes qu'il serait proposé d'apporter au Système de surveillance international sont considérées, sous réserve de l'accord des Etats directement visés, comme se rapportant à des questions d'ordre administratif ou technique aux fins des paragraphes 7 et 8 de l'article VII :

a) Les modifications du nombre d'installations utilisant une technique de surveillance donnée, tel qu'il est fixé dans le Protocole;

b) Les modifications à apporter à d'autres indications concernant une installation donnée, telles qu'elles figurent dans les tableaux de l'Annexe 1 du Protocole (notamment l'Etat responsable de l'installation, l'emplacement de l'installation, son nom ou son type, ainsi que son affectation au réseau sismologique primaire ou auxiliaire).

En principe, s'il recommande, conformément au paragraphe 8, alinéa d), de l'article VII, que de telles modifications soient adoptées, le Conseil exécutif recommande également que ces modifications entrent en vigueur dès que le Directeur général a donné notification de leur approbation, conformément au paragraphe 8, alinéa g), de cet article.

25. En ce qui concerne toute proposition visée au paragraphe 24, le Directeur général remet au Conseil exécutif et aux Etats parties, outre les informations et l'évaluation prévues au paragraphe 8, alinéa b), de l'article VII :

a) Une évaluation technique de la proposition;

b) Un état des incidences administratives et financières de la proposition;

c) Un rapport sur les consultations qu'il a tenues avec les Etats directement visés par la proposition, où est indiqué notamment l'accord éventuel de ceux-ci.

Arrangements provisoires

26. En cas de panne importante dans une installation de surveillance inscrite aux tableaux de l'Annexe 1 du Protocole ou de détérioration irrémédiable d'une telle installation, ou encore afin de compenser la réduction temporaire du champ couvert par les installations de surveillance, le Directeur général prend, après consultation et avec l'accord des Etats directement visés ainsi qu'avec l'approbation du Conseil exécutif, des arrangements provisoires qui ne durent pas au-delà d'une année, mais qui peuvent être reconduits une seule fois au besoin, avec l'accord du Conseil exécutif et des Etats directement visés. Le nombre d'installations du Système de surveillance international en exploitation ne doit pas, du fait de tels arrangements, dépasser le chiffre fixé pour le réseau considéré. De tels arrangements satisfont autant que faire se peut aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le manuel opérationnel pour le réseau en question; ils sont exécutés sans dépassement des crédits budgétaires de l'Organisation. En outre, le Directeur général prend des mesures afin de redresser la situation et fait des propositions en vue de la régler définitivement. Il notifie à tous les Etats parties toute décision prise conformément au présent paragraphe.

Installations nationales coopérantes

27. Les Etats parties peuvent aussi prendre séparément des arrangements de coopération avec l'Organisation afin de mettre à la disposition du Centre international de données des données complémentaires provenant de stations de surveillance nationales qui ne font pas officiellement partie du Système de surveillance international.

28. Ces arrangements de coopération peuvent être établis comme suit :

a) Sur demande d'un Etat partie et aux frais de celui-ci, le Secrétariat technique fait le nécessaire pour certifier qu'une installation de surveillance donnée satisfait aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans les manuels opérationnels pertinents pour les installations du Système de surveillance international et prend des dispositions pour l'authentification de ses données. Sous réserve de l'accord du Conseil exécutif, il désigne alors officiellement cette installation comme installation nationale coopérante. Il fait le nécessaire pour reconfrimer, s'il y a lieu, sa certification;

b) Le Secrétariat technique tient à jour une liste des installations nationales coopérantes et la communique à tous les Etats parties;

c) Si un Etat partie le lui demande, le Centre international de données a recours aux données provenant d'installations nationales coopérantes pour faciliter les consultations et la clarification ainsi que l'examen des demandes d'inspection sur place, les coûts de transmission des données étant pris en charge par ledit Etat partie.

Les conditions dans lesquelles les données complémentaires provenant de ces installations sont mises à la disposition du Centre et dans lesquelles celui-ci peut demander communication de telles données ou leur transmission accélérée ou une clarification sont précisées dans le manuel opérationnel pour le réseau de surveillance correspondant.

C. Consultation et clarification

29. Sans préjudice du droit de tout Etat partie de demander une inspection sur place, les Etats parties devraient, chaque fois que possible, commencer par tout mettre en oeuvre pour clarifier et régler entre eux ou avec l'Organisation ou encore par l'intermédiaire de celle-ci toute question qui susciterait des préoccupations au sujet d'une inexécution possible des obligations fondamentales établies par le présent Traité.

30. L'Etat partie qui reçoit directement d'un autre Etat partie une demande en application du paragraphe 29 fournit des éclaircissements à l'Etat partie requérant dès que possible et en tout état de cause au plus tard 48 heures après réception de la demande. L'Etat partie requérant et l'Etat partie requis peuvent tenir le Conseil exécutif et le Directeur général informés de la demande et de la suite qui y a été donnée.

31. L'Etat partie a le droit de demander au Directeur général de l'aider à clarifier toute question qui susciterait des préoccupations au sujet d'une inexécution possible des obligations fondamentales établies par le présent Traité. Le Directeur général fournit les informations pertinentes que le Secrétariat technique possède à ce sujet. Il fait part au Conseil exécutif de la demande, ainsi que des informations fournies pour y donner suite, si l'Etat partie requérant le demande.

32. L'Etat partie a le droit de demander au Conseil exécutif d'obtenir d'un autre Etat partie une clarification de toute question qui susciterait des préoccupations au sujet d'une inexécution possible des obligations fondamentales établies par le présent Traité. En pareil cas, les dispositions suivantes s'appliquent :

a) Le Conseil exécutif transmet la demande de clarification à l'Etat partie requis par l'intermédiaire du Directeur général au plus tard 24 heures après sa réception;

b) L'Etat partie requis fournit des éclaircissements au Conseil exécutif dès que possible et en tout état de cause au plus tard 48 heures après réception de la demande;

c) Le Conseil exécutif prend note des éclaircissements et les transmet à l'Etat partie requérant au plus tard 24 heures après leur réception;

d) S'il juge ces éclaircissements insuffisants, l'Etat partie requérant a le droit de demander au Conseil exécutif d'obtenir de l'Etat partie requis des précisions supplémentaires.

Le Conseil exécutif informe sans retard tous les autres Etats parties de toute demande de clarification faite conformément au présent paragraphe ainsi que de toute réponse apportée par l'Etat partie requis.

33. Si l'Etat partie requérant estime que les précisions obtenues au titre du paragraphe 32, alinéa d), ne sont pas satisfaisantes, il a le droit de demander la convocation d'une réunion du Conseil exécutif, à laquelle les Etats parties impliqués qui ne sont pas membres du Conseil exécutif ont le droit de participer. A cette réunion, le Conseil exécutif examine la question et peut recommander toute mesure prévue à l'article V.

D. Inspections sur place

Demande d'inspection sur place

34. Chaque Etat partie a le droit, conformément aux dispositions du présent article et à la deuxième partie du Protocole, de demander une inspection sur place sur le territoire ou en tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de tout autre Etat partie, ou dans une zone ne relevant de la juridiction ou du contrôle d'aucun Etat.

35. L'inspection sur place a pour seul but de déterminer si une explosion expérimentale d'arme nucléaire ou toute autre explosion nucléaire a été réalisée en violation des dispositions de l'article premier et, dans la mesure du possible, de recueillir toutes données factuelles susceptibles de concourir à l'identification d'un contrevenant éventuel.

36. L'Etat partie requérant est tenu de veiller à ce que la demande d'inspection sur place ne sorte pas du cadre du présent Traité et de fournir dans cette demande les renseignements visés au paragraphe 37. Il s'abstient de demandes d'inspection sans fondement ou abusives.

37. La demande d'inspection sur place repose sur les données recueillies par le Système de surveillance international, sur tous renseignements techniques pertinents obtenus d'une manière conforme aux principes de droit international généralement reconnus par des moyens de vérification techniques nationaux, ou sur une combinaison de ces deux types d'informations. La demande d'inspection sur place contient les renseignements visés au paragraphe 41 de la deuxième partie du Protocole.

38. L'Etat partie requérant présente sa demande d'inspection sur place au Conseil exécutif et, simultanément, au Directeur général afin que ce dernier y donne immédiatement suite.

Suite donnée à la demande d'inspection sur place

39. Le Conseil exécutif commence son examen dès réception de la demande d'inspection sur place.

40. Le Directeur général accuse réception de la demande d'inspection sur place adressée par l'Etat partie requérant dans les deux heures et transmet celle-ci dans les six heures à l'Etat partie dont on requiert l'inspection. Il s'assure que la demande satisfait aux conditions énoncées au paragraphe 41 de la deuxième partie du Protocole et aide au besoin l'Etat partie requérant à présenter la demande en conséquence; il transmet celle-ci au Conseil exécutif et à tous les autres Etats parties dans les 24 heures.

41. Lorsque la demande d'inspection satisfait à ces conditions, le Secrétariat technique commence sans tarder les préparatifs de l'inspection sur place.

42. Lorsqu'il reçoit une demande d'inspection sur place visant une zone placée sous la juridiction ou le contrôle d'un Etat partie, le Directeur général demande immédiatement une clarification à ce dernier en vue d'élucider les faits et de dissiper les préoccupations qui sont exprimées dans la demande.

43. L'Etat partie qui reçoit une demande de clarification en application du paragraphe 42 fournit au Directeur général des explications et tous autres éléments d'information pertinents disponibles dès que possible et au plus tard 72 heures après réception de ladite demande.

44. Avant que le Conseil exécutif ne se prononce sur la demande d'inspection sur place, le Directeur général lui transmet immédiatement tous renseignements supplémentaires disponibles auprès du Système de surveillance international ou fournis par un Etat partie quel qu'il soit au sujet de l'événement indiqué dans la demande, notamment tous éclaircissements fournis conformément aux paragraphes 42 et 43, ainsi que toutes autres informations provenant du Secrétariat technique qu'il juge utiles ou qui sont demandées par le Conseil exécutif.

45. A moins que l'Etat partie requérant ne considère que les préoccupations exprimées dans la demande d'inspection sur place ont été dissipées et ne retire celle-ci, le Conseil exécutif se prononce sur la demande conformément au paragraphe 46.

Décisions du Conseil exécutif

46. Le Conseil exécutif se prononce sur la demande d'inspection sur place au plus tard 96 heures après l'avoir reçue de l'Etat partie requérant. Il prend la décision d'approuver l'inspection sur place par 30 voix au moins. Si le Conseil exécutif n'approuve pas l'inspection, les préparatifs sont interrompus et il n'est donné aucune autre suite à la demande.

47. Au plus tard 25 jours après que l'inspection sur place a été approuvée conformément au paragraphe 46, l'équipe d'inspection fait rapport au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Directeur général sur la marche de l'inspection. La poursuite de l'inspection est réputée approuvée à moins que le Conseil exécutif, au plus tard 72 heures après réception du rapport intérimaire, décide à la majorité de l'ensemble de ses membres que l'inspection ne doit pas continuer. Si le Conseil exécutif décide qu'elle ne doit pas continuer, il y est mis fin et l'équipe d'inspection quitte la zone d'inspection et le territoire de l'Etat partie inspecté, dès que faire se peut conformément aux paragraphes 109 et 110 de la deuxième partie du Protocole.

48. Au cours de l'inspection sur place, l'équipe d'inspection peut proposer au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Directeur général d'effectuer des forages. Le Conseil exécutif se prononce sur une telle proposition au plus tard 72 heures après l'avoir reçue. Il prend la décision d'approuver des forages à la majorité de l'ensemble de ses membres.

49. L'équipe d'inspection peut demander au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Directeur général de prolonger l'inspection de 70 jours au maximum au-delà du délai de 60 jours fixé au paragraphe 4 de la deuxième partie du Protocole, si elle juge que cela est indispensable à l'exécution de son mandat. L'équipe d'inspection indique dans sa demande celles des activités et techniques énumérées au paragraphe 69 de la deuxième partie du Protocole qu'elle entend mener ou mettre en oeuvre pendant la période de prolongation. Le Conseil exécutif se prononce sur la demande de prolongation au plus tard 72 heures après l'avoir reçue. Il prend la décision d'approuver une prolongation de l'inspection à la majorité de l'ensemble de ses membres.

50. A tout moment après que la poursuite de l'inspection sur place a été approuvée conformément au paragraphe 47, l'équipe d'inspection peut recommander au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Directeur général de mettre fin à l'inspection. Cette recommandation est réputée approuvée à moins que le Conseil exécutif, au plus tard 72 heures après l'avoir reçue, décide à la majorité des deux tiers de l'ensemble de ses membres qu'il ne doit pas être mis fin à l'inspection. S'il est mis fin à l'inspection, l'équipe d'inspection quitte la zone d'inspection et le territoire de l'Etat partie inspecté dès que faire se peut conformément aux paragraphes 109 et 110 de la deuxième partie du Protocole.

51. L'Etat partie requérant et l'Etat partie dont on requiert l'inspection peuvent participer aux délibérations du Conseil exécutif relatives à la demande d'inspection sur place sans prendre part au vote. L'Etat partie requérant et l'Etat partie inspecté peuvent aussi participer sans prendre part au vote à toutes délibérations ultérieures du Conseil exécutif relatives à l'inspection.

52. Le Directeur général informe dans les 24 heures tous les Etats parties de toute décision prise par le Conseil exécutif conformément aux paragraphes 46 à 50 et de tous rapports, propositions, demandes et recommandations adressés à celui-ci conformément à ces mêmes paragraphes.

Suite donnée à l'approbation par le Conseil exécutif d'une inspection sur place

53. Une inspection sur place approuvée par le Conseil exécutif est réalisée sans retard et conformément aux dispositions du présent Traité et du Protocole par une équipe d'inspection désignée par le directeur général. L'équipe d'inspection arrive au point d'entrée au plus tard six jours après que le Conseil exécutif a reçu de l'Etat partie requérant la demande d'inspection.

54. Le directeur général délivre un mandat pour la conduite de l'inspection sur place. Ce mandat contient les renseignements visés au paragraphe 42 de la deuxième partie du Protocole.

55. Le directeur général donne notification de l'inspection à l'Etat partie à inspecter au moins 24 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection au point d'entrée, conformément au paragraphe 43 de la deuxième partie du Protocole.

Conduite de l'inspection sur place

56. Chaque Etat partie autorise l'Organisation à procéder à une inspection sur place sur son territoire ou en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle, conformément aux dispositions du présent Traité et du Protocole. Toutefois, aucun Etat partie n'est tenu d'accepter des inspections simultanées sur son territoire ou en de tels lieux.

57. L'Etat partie inspecté a, conformément aux dispositions du présent Traité et du Protocole :

a) Le droit et l'obligation de faire tout ce qui lui est raisonnablement possible pour démontrer qu'il respecte le Traité et, à cette fin, de permettre à l'équipe d'inspection de remplir son mandat;

b) Le droit de prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour protéger des intérêts relevant de sa sécurité nationale et empêcher la divulgation d'informations confidentielles sans rapport avec le but de l'inspection;

c) L'obligation de donner accès à l'intérieur de la zone d'inspection à seule fin d'établir les faits en rapport avec le but de l'inspection compte tenu des dispositions de l'alinéa b) et de toutes obligations constitutionnelles auxquelles il aurait à satisfaire en matière de droits exclusifs ou en matière de perquisition et de saisie;

d) L'obligation de ne pas invoquer les dispositions du présent paragraphe ou du paragraphe 88 de la deuxième partie du Protocole pour couvrir un manquement quelconque aux obligations qui sont les siennes en vertu de l'article premier;

e) L'obligation de ne pas empêcher l'équipe d'inspection de se déplacer à l'intérieur de la zone d'inspection et de mener des activités d'inspection conformément au présent Traité et au Protocole.

Dans le contexte d'une inspection sur place, on entend par « accès » à la fois l'accès proprement dit de l'équipe d'inspection et de son matériel à la zone d'inspection et la conduite des activités d'inspection à l'intérieur de ladite zone.

58. L'inspection sur place est effectuée de la manière la moins intrusive possible, compatible avec l'exécution du mandat d'inspection dans les délais et avec l'efficacité voulus et conformément aux procédures établies dans le Protocole. Chaque fois que possible, l'équipe d'inspection commence par les procédures les moins intrusives et ne passe à des procédures plus intrusives que dans la mesure où elle le juge nécessaire pour recueillir suffisamment de renseignements afin de dissiper les préoccupations quant à une inexécution possible du présent Traité. Les inspecteurs ne recherchent que les renseignements et données requis aux fins de l'inspection et s'efforcent de perturber le moins possible les opérations normales de l'Etat partie inspecté.

59. L'Etat partie inspecté prête son concours à l'équipe d'inspection tout au long de l'inspection et facilite sa tâche.

60. Si l'Etat partie inspecté, agissant conformément aux paragraphes 86 à 96 de la deuxième partie du Protocole, restreint l'accès à l'intérieur de la zone d'inspection, il fait tout ce qui lui est raisonnablement possible, en consultation avec l'équipe d'inspection, pour démontrer par d'autres moyens qu'il respecte le présent Traité.

Observateur

61. La participation d'un observateur est régie par les dispositions suivantes :

a) Sous réserve de l'accord de l'Etat partie inspecté, l'Etat partie requérant peut envoyer un représentant observer le déroulement de l'inspection sur place; celui-ci est un ressortissant soit de l'Etat partie requérant, soit d'un Etat partie tiers;

b) L'Etat partie inspecté fait part au directeur général, dans un délai de 12 heures à compter de l'approbation de l'inspection sur place par le Conseil exécutif, de son acceptation ou de son refus de l'observateur proposé;

c) En cas d'acceptation, l'Etat partie inspecté accorde à l'observateur l'accès, conformément au Protocole;

d) En principe, l'Etat partie inspecté accepte l'observateur proposé, mais si cet Etat oppose son refus, le fait est consigné dans le rapport d'inspection.

Lorsque les Etats parties sont plusieurs à demander l'inspection, les observateurs qui y participent ne sont pas plus de trois.

Rapports de l'inspection sur place

62. Les rapports d'inspection comprennent :

a) Une description des activités réalisées par l'équipe d'inspection;

b) Les faits ayant un rapport avec le but de l'inspection qui ont été constatés par l'équipe d'inspection;

c) Un compte rendu du concours prêté pendant l'inspection sur place;

d) Une description factuelle de l'étendue de l'accès accordé, notamment les autres moyens donnés à l'équipe, pendant l'inspection sur place;

e) Tous autres détails ayant un rapport avec le but de l'inspection.

S'il y a des observations divergentes de la part des inspecteurs, celles-ci peuvent être reproduites dans une annexe du rapport.

63. Le directeur général met les projets de rapport d'inspection à la disposition de l'Etat partie inspecté. L'Etat partie inspecté a le droit de communiquer au directeur général, dans un délai de 48 heures, ses observations et explications et d'indiquer tous renseignements et données qui, à son avis, sont sans rapport avec le but de l'inspection et ne devraient pas être diffusés en dehors du secrétariat technique. Le directeur général examine les propositions de modification d'un projet de rapport faites par l'Etat partie inspecté et, autant que possible, les intègre au projet. Il fait aussi figurer les observations et explications communiquées par l'Etat partie inspecté dans une annexe du rapport d'inspection.

64. Le directeur général transmet sans retard le rapport d'inspection à l'Etat partie requérant, à l'Etat partie inspecté, au Conseil exécutif et à tous les autres Etats parties. En outre, il transmet sans retard au Conseil exécutif et à tous les autres Etats parties les résultats de toutes analyses d'échantillons faites par des laboratoires désignés, conformément au paragraphe 104 de la deuxième partie du Protocole, les données pertinentes provenant du Système de surveillance international, l'évaluation de l'Etat partie requérant et celle de l'Etat partie inspecté, ainsi que tous autres renseignements qu'il jugerait pertinents. Le directeur général transmet le rapport intérimaire dont il est fait mention au paragraphe 47 au Conseil exécutif dans les délais indiqués dans ce même paragraphe.

65. Le Conseil exécutif, agissant conformément à ses pouvoirs et fonctions, examine le rapport d'inspection et tout document fourni en application du paragraphe 64, et traite tout motif de préoccupation afin de déterminer :

a) s'il y a eu inexécution du Traité;

b) s'il y a eu abus du droit de demander une inspection sur place.

66. Si le Conseil exécutif, agissant en conformité avec ses pouvoirs et fonctions, parvient à la conclusion qu'il peut être nécessaire de poursuivre l'affaire eu égard au paragraphe 65, il prend les mesures qui s'imposent conformément à l'article V.

Demande d'inspection sur place téméraire ou abusive

67. S'il n'approuve pas l'inspection sur place au motif que la demande d'inspection est téméraire ou abusive, ou s'il met fin à l'inspection pour les mêmes raisons, le Conseil exécutif se penche et se prononce sur le point de savoir s'il convient de prendre des mesures en vue de redresser la situation et notamment :

- a) d'exiger de l'Etat partie requérant qu'il prenne à sa charge le coût de tous préparatifs qu'aurait faits le secrétariat technique;
- b) de suspendre, pour la période qu'il fixe lui-même, l'exercice par l'Etat partie requérant du droit de demander une inspection;
- c) de suspendre, pour une période déterminée, l'exercice par l'Etat partie requérant du droit de siéger au Conseil.

E. Mesures de confiance

68. Afin :

- a) d'aider à dissiper rapidement toutes préoccupations au sujet du respect du Traité que pourrait faire naître une interprétation erronée de données enregistrées par les moyens de vérification, concernant les explosions chimiques,
 - b) d'aider à l'étalonnage des stations qui font partie des réseaux constituant le Système de surveillance international;
- chaque Etat partie s'engage à coopérer avec l'Organisation et avec d'autres Etats parties à l'exécution des mesures voulues telles qu'elles sont énoncées dans la troisième partie du Protocole.

ARTICLE V

Mesures propres à redresser une situation et à garantir le respect des dispositions du Traité, y compris les sanctions

1. La Conférence, tenant compte notamment des recommandations du Conseil exécutif, prend les mesures nécessaires, ainsi qu'il est prévu aux paragraphes 2 et 3, pour assurer le respect des dispositions du présent Traité et pour redresser et corriger toute situation contrevenant aux dispositions du Traité.

2. Dans les cas où un Etat partie auquel la Conférence ou le Conseil exécutif a demandé de redresser une situation qui soulève des problèmes concernant son respect du présent Traité ne satisfait pas à cette demande dans les délais fixés, la Conférence peut notamment décider de restreindre ou suspendre l'exercice, par cet Etat, des droits et privilèges dont il jouit en vertu du Traité jusqu'à ce que la Conférence en décide autrement.

3. Dans les cas où un préjudice risque d'être porté à l'objet et au but du présent Traité du fait d'un manquement aux obligations fondamentales établies par celui-ci, la Conférence peut recommander aux Etats parties des mesures collectives qui sont conformes au droit international.

4. La Conférence ou, s'il y a urgence, le Conseil exécutif peut porter la question, y compris les informations et les conclusions pertinentes, à l'attention de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE VI

Règlement des différends

1. Les différends qui naîtraient au sujet de l'application ou de l'interprétation du présent Traité sont réglés suivant les dispositions pertinentes du Traité et d'une manière conforme aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

2. En cas de différend entre deux ou plusieurs Etats parties, ou entre un ou plusieurs Etats parties et l'Organisation, quant à l'application ou à l'interprétation du présent Traité, les parties concernées se consultent en vue de régler rapidement ce différend par la voie de négociations ou par un autre moyen pacifique qui leur agréé, notamment en ayant recours aux organes appropriés du Traité et, par consentement mutuel, en saisissant la Cour internationale de Justice conformément au Statut de cette dernière. Les parties impliquées tiennent le Conseil exécutif informé des mesures prises.

3. Le Conseil exécutif peut contribuer au règlement d'un différend portant sur l'application ou l'interprétation du présent Traité par tout moyen qu'il juge approprié, notamment en offrant ses bons offices, en invitant les Etats qui sont parties au différend à rechercher un règlement par la voie qui leur agréé, en portant la question à l'attention de la Conférence et en recommandant un délai d'exécution de toute procédure convenue.

4. La Conférence examine, quant aux différends, les points qui sont soulevés par des Etats parties ou qui sont portés à son attention par le Conseil exécutif. Si elle le juge nécessaire, la Conférence crée des organes chargés de contribuer au règlement des différends ou confie cette tâche à des organes existants, conformément au paragraphe 26, alinéa j), de l'article II.

5. La Conférence et le Conseil exécutif sont habilités séparément, sous réserve de l'autorisation de l'Assemblée générale des Nations Unies, à demander à la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur tout point de droit entrant dans le cadre des activités de l'Organisation. L'Organisation conclut un accord avec l'Organisation des Nations Unies à cette fin, conformément au paragraphe 38, alinéa h), de l'article II.

6. Les dispositions du présent article sont sans préjudice de celles des articles IV et V.

ARTICLE VII

Amendements

1. A tout moment suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, tout Etat partie peut proposer d'apporter des amendements au Traité, au Protocole ou aux Annexes du Protocole. Tout Etat partie peut aussi proposer d'apporter des modifications au Protocole ou aux Annexes y relatives en application du paragraphe 7. Les propositions d'amendement sont régies par la procédure énoncée aux paragraphes 2 à 6. Les propositions de modification faites en application du paragraphe 7 sont régies par la procédure énoncée au paragraphe 8.

2. L'amendement proposé ne peut être examiné et adopté que par une conférence d'amendement.

3. Toute proposition d'amendement est communiquée au Directeur général, qui la transmet à tous les Etats parties ainsi qu'au Dépositaire et demande aux Etats parties s'il y a lieu selon eux de convoquer une conférence d'amendement pour l'examiner. Si une majorité des Etats parties avisent le Directeur général, au plus tard 30 jours après la distribution du texte de la proposition, qu'ils sont favorables à la poursuite de l'examen de celle-ci, le Directeur général convoque une conférence d'amendement à laquelle tous les Etats parties sont invités.

4. La conférence d'amendement se tient immédiatement après une session ordinaire de la Conférence, à moins que tous les Etats parties favorables à la convocation d'une conférence d'amendement ne demandent qu'elle se tienne à une date plus rapprochée. La conférence d'amendement ne se tient en aucun cas moins de 60 jours après la distribution du texte de l'amendement proposé.

5. Les amendements sont adoptés par la conférence d'amendement par un vote positif d'une majorité des Etats parties, sans vote négatif d'aucun Etat partie.

6. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de tous les Etats parties le trentième jour qui suit le dépôt des instruments de ratification ou d'acceptation par tous les Etats ayant exprimé un vote positif lors de la conférence d'amendement.

7. Pour maintenir la viabilité et l'efficacité du présent Traité, les première et troisième parties du Protocole et les Annexes 1 et 2 du Protocole sont susceptibles d'être modifiées conformément au paragraphe 8 si les modifications proposées se rapportent uniquement à des questions d'ordre administratif ou technique. Aucune autre disposition du Protocole ou des Annexes y relatives n'est susceptible d'être modifiée en vertu du paragraphe 8.

8. Les propositions de modification visées au paragraphe 7 suivent la procédure ci-après :

a) Le texte de la proposition de modification est transmis au Directeur général accompagné des renseignements nécessaires. Tout Etat partie et le Directeur général peuvent fournir un complément d'information aux fins de l'examen de la proposition. Le Directeur général transmet sans retard à tous les Etats parties, au Conseil exécutif et au Dépositaire cette proposition et ces informations;

b) Au plus tard 60 jours après réception de la proposition, le Directeur général l'examine pour déterminer toutes les conséquences qu'elle pourrait avoir sur les dispositions du présent Traité et leur application et communique toutes informations à ce sujet à tous les Etats parties et au Conseil exécutif;

c) Le Conseil exécutif étudie la proposition à la lumière de toutes les informations à sa disposition et détermine notamment si elle remplit les conditions énoncées au paragraphe 7. Au plus tard 90 jours après réception de la proposition, il notifie à tous les Etats parties sa recommandation, assortie des explications voulues, pour examen. Les Etats parties en accusent réception dans les 10 jours;

d) Si le Conseil exécutif recommande à tous les Etats parties d'adopter la proposition, celle-ci est réputée approuvée si aucun Etat partie ne s'y oppose dans un délai de 90 jours à compter de la réception de la recommandation. Si le Conseil exécutif recommande de rejeter la proposition, celle-ci est réputée rejetée si aucun Etat partie ne s'oppose à son rejet dans un délai de 90 jours à compter de la réception de la recommandation;

e) Si une recommandation du Conseil exécutif ne recueille pas l'approbation requise conformément aux dispositions de l'alinéa d), la Conférence se prononce à sa session suivante sur cette proposition quant au fond, notamment sur le point de savoir si elle satisfait aux conditions énoncées au paragraphe 7;

f) Le Directeur général notifie à tous les Etats parties et au Dépositaire toute décision prise en vertu du présent paragraphe;

g) Les modifications qui ont été approuvées conformément à la procédure énoncée ci-dessus entrent en vigueur à l'égard de tous les Etats parties le cent quatre-vingtième jour qui suit la date à laquelle le Directeur général a donné notification de leur approbation, à moins qu'un autre délai ne soit recommandé par le Conseil exécutif ou arrêté par la Conférence.

ARTICLE VIII

Examen du Traité

1. Sauf si une majorité des Etats parties en décide autrement, 10 ans après l'entrée en vigueur du présent Traité, une conférence des Etats parties a lieu pour examiner le fonctionnement et l'efficacité du Traité, en vue de s'assurer que les objectifs et les buts énoncés dans le préambule et les dispositions du Traité sont en voie de réalisation. Cet examen tient compte de toutes innovations scientifiques et technologiques ayant un rapport avec le Traité. Sur la base d'une demande présentée par l'un quelconque des Etats parties, la conférence d'examen envisage la possibilité d'autoriser la réalisation d'explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques. Si la conférence d'examen décide par consensus que de telles explosions nucléaires peuvent être autorisées, elle commence sans attendre ses travaux en vue de recommander aux Etats parties un amendement approprié du Traité, qui empêche que des avantages militaires ne soient retirés de ces explosions nucléaires. Toute proposition d'amendement à cet effet est communiquée au Directeur général par l'un quelconque des Etats parties et suit la procédure énoncée dans les dispositions correspondantes de l'article VII.

2. Par la suite, à des intervalles de 10 ans, d'autres conférences d'examen ayant le même objet peuvent être convoquées si la Conférence en décide ainsi l'année précédente à la majorité requise pour les questions de procédure. Une conférence ayant cet objet peut être convoquée après un intervalle de moins de 10 ans si la Conférence en décide ainsi selon la procédure prévue pour les questions de fond.

3. Les conférences d'examen se tiennent normalement immédiatement après la session annuelle ordinaire de la Conférence prévue à l'article II.

ARTICLE IX

Durée et retrait

1. Le présent Traité a une durée illimitée.
2. Chaque Etat partie, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, a le droit de se retirer du présent Traité s'il juge que des événements extraordinaires en rapport avec l'objet du Traité ont compromis ses intérêts suprêmes.
3. Le retrait s'effectue en adressant avec un préavis de six mois une notification à tous les autres Etats parties, au Conseil exécutif, au Dépositaire et au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Ladite notification contient un exposé de l'événement ou des événements extraordinaires que l'Etat partie considère comme ayant compromis ses intérêts suprêmes.

ARTICLE X

Statut du Protocole et des Annexes

Les Annexes du présent Traité, le Protocole et les Annexes du Protocole font partie intégrante du Traité. Toute référence au Traité renvoie également aux Annexes du Traité, au Protocole et aux Annexes du Protocole.

ARTICLE XI

Signature

Le présent Traité est ouvert à la signature de tous les Etats avant son entrée en vigueur.

ARTICLE XII

Ratification

Le présent Traité est soumis à ratification par les Etats signataires suivant leurs règles constitutionnelles respectives.

ARTICLE XIII

Adhésion

Tout Etat qui n'a pas signé le présent Traité avant son entrée en vigueur peut y adhérer à tout moment par la suite.

ARTICLE XIV

Entrée en vigueur

1. Le présent Traité entre en vigueur le cent quatre-vingtième jour qui suit la date de dépôt des instruments de ratification de tous les Etats indiqués à l'Annexe 2 du Traité, mais en aucun cas avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de son ouverture à la signature.
2. Si le présent Traité n'est pas entré en vigueur trois ans après la date de l'anniversaire de son ouverture à la signature, le Dépositaire convoque, à la demande de la majorité des Etats ayant déjà déposé leur instrument de ratification, une conférence desdits Etats. Ceux-ci déterminent à cette conférence dans quelle mesure la condition énoncée au paragraphe 1 a été remplie, puis se penchent et se prononcent par consensus sur les mesures qui pourraient être prises suivant le droit international en vue d'accélérer le processus de ratification et de faciliter ainsi l'entrée en vigueur du Traité à une date rapprochée.
3. A moins qu'il n'en soit décidé autrement à la conférence visée au paragraphe 2 ou lors d'autres conférences de cette nature, cette procédure est engagée de nouveau à l'occasion des anniversaires ultérieurs de l'ouverture du présent Traité à la signature, jusqu'à ce que celui-ci entre en vigueur.
4. Tous les Etats signataires sont invités à assister en qualité d'observateur à la conférence visée au paragraphe 2 et à toutes conférences ultérieures qui seraient tenues conformément au paragraphe 3.
5. A l'égard des Etats dont l'instrument de ratification ou d'adhésion est déposé après l'entrée en vigueur du présent Traité, celui-ci entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt de cet instrument.

ARTICLE XV

Réserves

Les articles et les Annexes du présent Traité ne peuvent pas donner lieu à des réserves. Les dispositions du Protocole et les Annexes du Protocole ne peuvent pas donner lieu à des réserves qui sont incompatibles avec l'objet et le but du Traité.

ARTICLE XVI

Dépositaire

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Traité; il enregistre les signatures et reçoit les instruments de ratification ou d'adhésion.
2. Le Dépositaire informe sans retard tous les Etats qui ont signé le présent Traité ou qui y ont adhéré de la date de chaque signature, de la date de dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion et de la date d'entrée en vigueur du Traité et de tous amendements ou modifications y relatifs, ainsi que de la réception de toutes autres notifications.
3. Le Dépositaire fait tenir aux gouvernements des Etats qui ont signé le présent Traité ou qui y ont adhéré des copies certifiées conformes du texte du Traité.
4. Le présent Traité est enregistré par le Dépositaire en application de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE XVII

Textes faisant foi

Le présent Traité, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ANNEXE 1 DU TRAITE

*Liste d'Etats établie en application du paragraphe 28 de l'article II**Afrique*

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République Centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Europe orientale

Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Ukraine, Yougoslavie.

Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Equateur, Grenade, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela.

Moyen-Orient et Asie du Sud

Afghanistan, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Emirats arabes unis, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Jordanie, Kazakstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Maldives, Népal, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, Sri Lanka, Tadjikistan, Turkménistan, Yémen.

Amérique du Nord et Europe occidentale

Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Canada, Chypre, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Siège, Suède, Suisse, Turquie.

Asie du Sud-Est, Pacifique et Extrême-Orient

Australie, Brunei Darussalam, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Japon, Kiribati, Malaisie, Micronésie (Etats fédérés de), Mongolie, Myanmar, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Singapour, Thaïlande, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Viet Nam.

ANNEXE 2 DU TRAITE

Liste d'Etats établie en application de l'article XIV

Liste des Etats membres de la Conférence du désarmement au 18 juin 1996 qui ont participé officiellement aux travaux de la session de 1996 de cette instance et dont le nom figure au tableau 1 de la publication de l'Agence internationale de l'énergie atomique consacrée aux réacteurs de puissance nucléaires dans le monde (« Nuclear Power Reactors in the World ») (édition d'avril 1996), ainsi que des Etats membres de la Conférence du désarmement au 18 juin 1996 qui ont participé officiellement aux travaux de la session de 1996 de cette instance et dont le nom figure au tableau 1 de la publication de l'Agence internationale de l'énergie atomique consacrée aux réacteurs de recherche nucléaire dans le monde (« Nuclear Research Reactors in the World ») (édition de décembre 1995) :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zaïre.

PROTOCOLE SE RAPPORTANT AU TRAITE D'INTERDICTION COMPLÈTE DES ESSAIS NUCLEAIRES

Première partie

Le système de surveillance international et les fonctions du centre international de données

A. Dispositions générales

1. Le Système de surveillance international comprend les installations de surveillance visées au paragraphe 16 de l'article IV ainsi que les moyens de communication correspondants.

2. Les installations de surveillance incorporées dans le Système de surveillance international sont celles qui sont indiquées à l'Annexe 1 du présent Protocole. Le Système de surveillance international satisfait aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans les manuels opérationnels pertinents.

3. Conformément à l'article II, l'Organisation, agissant en coopération et en consultation avec les Etats parties, avec d'autres Etats et avec d'autres organisations internationales, selon les besoins, établit le Système de surveillance international, en coordonne l'exploitation et la maintenance et y fait apporter ultérieurement tout changement ou aménagement convenu.

4. Conformément aux accords ou arrangements et procédures pertinents, l'Etat — partie ou non — qui est l'hôte d'installations du Système de surveillance international ou en assume la responsabilité d'une autre manière se met d'accord et coopère avec le Secrétariat technique pour établir, exploiter, mettre à niveau, financer et entretenir les installations de surveillance, les laboratoires homologués pertinents et les moyens de communication correspondants dans des zones placées sous sa juridiction ou son contrôle, ou ailleurs, conformément au droit international. Cette coopération doit être conforme aux prescriptions touchant la sécurité et l'authentification comme aux spécifications techniques énoncées dans les manuels opérationnels pertinents. Cet Etat donne au Secrétariat technique un droit d'accès à une installation de surveillance pour vérifier le matériel et les liaisons de communication et accepte d'apporter au matériel et aux procédures d'exploitation les modifications nécessaires pour satisfaire aux spécifications convenues. Le Secrétariat technique fournit à cet Etat l'assistance technique que le Conseil exécutif juge nécessaire au bon fonctionnement de l'installation dans le cadre du Système de surveillance international.

5. Les modalités de cette coopération entre l'Organisation et l'Etat — partie ou non — qui est l'hôte d'installations du Système de surveillance international ou en assume la responsabilité d'une autre manière sont énoncées dans des accords ou arrangements selon qu'il convient dans chaque cas.

B. Surveillance sismologique

6. Chaque Etat partie s'engage à coopérer à un échange international de données sismologiques afin d'aider à la vérification du respect du Traité. Cette coopération comprend l'établissement et l'exploitation d'un réseau mondial de stations de surveillance sismologique primaires et auxiliaires. Ces stations fournissent des données au Centre international de données conformément à des procédures convenues.

7. Le réseau de stations primaires se compose des 50 stations indiquées au tableau 1-A de l'Annexe 1 du présent Protocole. Ces stations satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance sismologique et l'échange international de données sismologiques. Les données fournies sans interruption par les stations primaires sont transmises en ligne au Centre international de données, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un centre national de données.

8. Pour compléter le réseau primaire, un réseau auxiliaire comptant 120 stations fournit des données au Centre international de données, à la demande de ce dernier, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un centre national de données. Les stations auxiliaires à utiliser sont énumérées au tableau 1-B de l'Annexe 1 du présent Protocole. Les stations auxiliaires satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance sismologique et l'échange international de données sismologiques. Les données des stations auxiliaires peuvent être demandées à tout moment par le Centre international de données et sont immédiatement disponibles au moyen de liaisons interordinateurs directes.

C. Surveillance des radionucléides

9. Chaque Etat partie s'engage à coopérer à un échange international de données sur les radionucléides dans l'atmosphère afin d'aider à la vérification du respect du Traité. Cette coopération comprend l'établissement et l'exploitation d'un réseau mondial de stations de surveillance des radionucléides et de laboratoires homologués. Le réseau fournit des données au Centre international de données conformément à des procédures convenues.

10. Le réseau de stations servant à mesurer les radionucléides dans l'atmosphère comprend un réseau global de 80 stations ainsi qu'indiqué au tableau 2-A de l'Annexe 1 du présent Protocole. Toutes les stations ont la capacité nécessaire pour détecter la présence de particules pertinentes dans l'atmosphère. Quarante d'entre elles ont également, au moment de l'entrée en vigueur du Traité, la capacité requise pour détecter la présence de gaz rares pertinents. A cette fin, la Commission préparatoire soumet à l'approbation de la Conférence, lors de sa session initiale, une recommandation touchant ces 40 stations, choisies parmi celles qui sont indiquées au tableau 2-A de l'Annexe 1 du présent Protocole. Lors de sa première session annuelle ordinaire, la Conférence se penche et se prononce sur un plan de mise en oeuvre de capacités de détection des gaz rares dans l'ensemble du réseau. Le Directeur général établit à l'intention de la Conférence un rapport sur les modalités de la mise en oeuvre de telles capacités. Toutes les stations satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance des radionucléides et l'échange international de données sur les radionucléides.

11. Le réseau de stations de surveillance des radionucléides est appuyé par des laboratoires qui sont homologués par le Secrétariat technique, conformément au manuel opérationnel pertinent, aux fins de l'analyse, par contrat passé avec l'Organisation et à titre onéreux, des échantillons provenant des stations de surveillance des radionucléides. Les laboratoires, convenablement équipés, qui sont indiqués au tableau 2-B de l'Annexe 1 du présent Protocole sont aussi, selon qu'il convient, chargés par le Secrétariat technique d'effectuer des analyses complémentaires d'échantillons provenant des stations de surveillance des radionucléides. Avec l'accord du Conseil exécutif, d'autres laboratoires peuvent être homologués par le Secrétariat technique, si besoin est, aux fins de l'analyse régulière des échantillons provenant de stations de surveillance fonctionnant en mode manuel. Tous les laboratoires homologués fournissent les résultats de leurs analyses au Centre international de données en satisfaisant aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance des radionucléides et l'échange international de données sur les radionucléides.

D. Surveillance hydroacoustique

12. Chaque Etat partie s'engage à coopérer à un échange international de données hydroacoustiques afin d'aider à la vérification du respect du Traité. Cette coopération comprend l'établissement et l'exploitation d'un réseau mondial de stations de surveillance hydroacoustique. Ces stations fournissent des données au Centre international de données conformément à des procédures convenues.

13. Le réseau de stations hydroacoustiques se compose des stations indiquées au tableau 3 de l'Annexe 1 du présent Protocole et comprend en tout six stations à hydrophones et cinq stations de détection des phases T. Ces stations satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance hydroacoustique et l'échange international de données hydroacoustiques.

E. Surveillance des infrasons

14. Chaque Etat partie s'engage à coopérer à un échange international de données infrasonores afin d'aider à la vérification du respect du Traité. Cette coopération comprend l'établissement et l'exploitation d'un réseau mondial de stations de détection des infrasons. Ces stations fournissent des données au Centre international de données conformément à des procédures convenues.

15. Le réseau de stations de détection des infrasons se compose des stations indiquées au tableau 4 de l'Annexe 1 du présent Protocole et comprend en tout 60 stations. Ces stations satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance des infrasons et l'échange international de données infrasonores.

F. Fonctions du centre international de données

16. Le Centre international de données reçoit, collecte, traite, analyse et archive les données provenant des installations du Système de surveillance international, y compris les résultats des analyses effectuées dans les laboratoires homologués, et rend compte de ces données et résultats.

17. Les procédures et les critères de filtrage standard des événements que doit suivre le Centre international de données afin de remplir les fonctions qu'il a été convenu de lui attribuer, en particulier afin de produire des données et documents standard et de fournir aux Etats parties un éventail de services standard, sont énoncés dans le Manuel opérationnel pour le Centre international de données et progressivement développés. Les procédures et critères élaborés initialement par la Commission préparatoire sont soumis à l'approbation de la Conférence lors de sa session initiale.

Produits standard du Centre international de données

18. Le Centre international de données applique régulièrement aux données brutes provenant du Système de surveillance international des méthodes de traitement automatique et d'analyse interactive avec intervention humaine afin de produire et d'archiver ses données et documents standard pour le compte de tous les Etats parties. Ces produits, qui sont fournis sans qu'il en coûte aux Etats parties et ne préjugent pas des décisions prises en définitive quant à la nature de tout événement – lesquelles restent du ressort des Etats parties – comprennent :

a) Des listes intégrées de tous les signaux détectés par le Système de surveillance international, ainsi que des listes et bulletins standard des événements, où sont indiquées les valeurs et incertitudes associées, calculées pour chaque événement que le Centre international de données a localisé en se fondant sur un ensemble de paramètres standard;

b) Des bulletins standard des événements filtrés, résultant de l'application de critères de filtrage standard à chaque événement par le Centre international de données, qui s'aide en cela des paramètres de caractérisation indiqués à l'Annexe 2 du présent Protocole, l'objectif étant de caractériser, de mettre en évidence dans le bulletin standard et, ainsi, d'écarter les événements considérés comme correspondant à des phénomènes naturels ou des phénomènes artificiels non nucléaires. Le bulletin standard des événements indique par des chiffres le degré auquel chaque événement répond ou ne répond pas aux critères de filtrage des événements. Aux fins du filtrage standard des événements, le Centre international de données applique des critères valables à l'échelle mondiale, et des critères complémentaires afin de tenir compte de variations régionales là où cela est possible. Il améliore ses capacités techniques à mesure qu'il acquiert une expérience de l'exploitation du Système de surveillance international;

c) Des résumés récapitulant les données acquises et archivées par le Centre international de données, les produits du Centre, ainsi que le fonctionnement et la capacité opérationnelle du Système de surveillance international et du Centre;

d) Des extraits ou sous-ensembles des produits standard du Centre visés aux alinéas a) à c), selon la demande de tel ou tel Etat partie.

19. Le Centre international de données réalise des études spéciales, à la demande de l'Organisation ou d'un Etat partie, sans qu'il en coûte aux Etats parties, pour parvenir, grâce à l'analyse technique approfondie que des experts font des données issues du Système de surveillance international, à une définition plus précise des valeurs attribuées aux paramètres standard pour des signaux et des événements donnés.

Services fournis aux Etats parties par le Centre international de données

20. Le Centre international de données assure aux Etats parties, dans des conditions d'égalité et en temps utile, un accès libre et commode à toutes les données issues du Système de surveillance international, brutes ou traitées, à tous ses produits et à toutes les autres données issues du Système de surveillance international qui se trouvent dans ses archives, ou sert d'intermédiaire, pour l'accès dans ces mêmes conditions, à celles qui se trouvent dans les archives des installations du Système de surveillance international. Les services visant à faciliter l'accès aux données et la fourniture des données sont notamment les suivants :

a) La transmission automatique et régulière à l'Etat partie des produits du Centre international de données ou de ceux de ces produits que l'Etat partie a choisis, et, sur demande, des données du Système de surveillance international que l'Etat partie a choisies;

b) La fourniture des données ou produits générés à l'intention d'Etats parties qui demandent spécialement que des données et produits soient extraits des archives du Centre international de données et des installations du Système de surveillance international, y compris par un accès électronique interactif à la base de données du Centre;

c) L'analyse technique par des experts pour un Etat partie, sans qu'il en coûte au demandeur pour des efforts raisonnables, des données issues du Système de surveillance international et d'autres données pertinentes apportées par le demandeur, afin d'aider celui-ci à identifier la source d'événements précis. Le résultat de toute analyse technique de ce genre est considéré comme étant un produit de l'Etat partie demandeur, mais est à la disposition de tous les Etats parties.

Les services du Centre international de données visés aux alinéas a) et b) sont offerts gratuitement à chaque Etat partie. Les volumes de données à mettre à disposition et leurs modes de présentation sont indiqués dans le Manuel opérationnel pour le Centre international de données.

Filtrage national des événements

21. Si un Etat partie le lui demande, le Centre international de données applique régulièrement et automatiquement à l'un quelconque de ses produits standard des critères de filtrage nationaux définis par cet Etat et fournit à celui-ci les résultats de cette analyse. Ce service est assuré sans qu'il en coûte à l'Etat partie demandeur. Le résultat de ce filtrage national des événements est considéré comme un produit de l'Etat partie demandeur.

Assistance technique

22. Le Centre international de données fournit individuellement et sur demande une assistance technique aux Etats parties :

- a) En les aidant à définir leurs propres besoins en matière de sélection et de filtrage des données et produits;
- b) En installant au Centre international de données, sans qu'il en coûte à l'Etat partie demandeur pour des efforts raisonnables, des algorithmes informatiques ou des logiciels fournis par cet Etat pour calculer, en ce qui concerne les signaux et les événements, des paramètres qui ne sont pas indiqués dans le Manuel opérationnel pour le Centre international de données, les résultats étant considérés comme des produits de l'Etat partie demandeur;
- c) En aidant les Etats parties à développer, dans un centre national de données, la capacité de recevoir, de traiter et d'analyser les données issues du Système de surveillance international.

23. Le Centre international de données surveille et fait connaître en permanence l'état de fonctionnement des installations du Système de surveillance international, des liaisons de communication et de ses propres systèmes de traitement. Il informe immédiatement les responsables dans le cas où une composante quelconque ne fonctionne pas au niveau convenu indiqué dans le manuel opérationnel pertinent.

Deuxième Partie

Inspections sur place

A. Dispositions générales

1. Les procédures énoncées dans la présente partie sont appliquées conformément aux dispositions relatives aux inspections sur place qui figurent à l'article IV.

2. L'inspection sur place est effectuée dans la zone où s'est produit l'événement qui a déclenché la demande d'inspection sur place.

3. La zone d'une inspection sur place doit être d'un seul tenant et sa superficie ne pas dépasser 1 000 kilomètres carrés. Il ne doit pas y avoir de distance linéaire supérieure à 50 kilomètres dans une direction quelconque.

4. L'inspection sur place ne dure pas plus de 60 jours à compter de la date à laquelle il est fait droit à la demande d'inspection sur place conformément au paragraphe 46 de l'article IV, mais peut être prolongée de 70 jours au maximum conformément au paragraphe 49 de l'article IV.

5. Si la zone d'inspection spécifiée dans le mandat d'inspection s'étend au territoire ou à un autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de plusieurs Etats parties, les dispositions relatives aux inspections sur place s'appliquent, selon les besoins, à chacun des Etats parties visés.

6. Dans les cas où la zone d'inspection est sous la juridiction ou le contrôle de l'Etat partie inspecté mais est située sur le territoire d'un autre Etat partie ou s'il faut passer par le territoire d'un autre Etat partie pour accéder à la zone d'inspection à partir du point d'entrée, l'Etat partie inspecté exerce les droits et s'acquitte des obligations concernant ces inspections conformément au présent Protocole. En pareil cas, l'Etat partie sur le territoire duquel est située la zone d'inspection facilite l'inspection et fournit l'appui nécessaire pour permettre à l'équipe d'inspection d'accomplir ses tâches dans les délais et avec l'efficacité voulus. Les Etats parties par le territoire desquels il faut passer pour atteindre la zone d'inspection facilitent ce passage.

7. Dans les cas où la zone d'inspection est sous la juridiction ou le contrôle de l'Etat partie inspecté mais est située sur le territoire d'un Etat qui n'est pas partie au Traité, l'Etat partie inspecté prend toutes les mesures nécessaires pour que l'inspection puisse être réalisée conformément au présent Protocole. Un Etat partie qui a sous sa juridiction ou son contrôle une ou plusieurs zones situées sur le territoire d'un Etat non-partie au Traité prend toutes les mesures nécessaires pour assurer l'acceptation, par l'Etat sur le territoire duquel est située la zone d'inspection, des inspecteurs et assistants d'inspection désignés à cet Etat partie. Si un Etat partie inspecté est dans l'impossibilité d'assurer l'accès, il démontre qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour y parvenir.

8. Dans les cas où la zone d'inspection est située sur le territoire d'un Etat partie mais est sous la juridiction ou le contrôle d'un Etat qui n'est pas partie au Traité, l'Etat partie prend toutes les mesures nécessaires requises d'un Etat partie inspecté et d'un Etat partie sur le territoire duquel est située la zone d'inspection, sans préjudice des règles et pratiques du droit international, pour que l'inspection sur place puisse être effectuée conformément au présent Protocole. Si l'Etat partie est dans l'impossibilité d'assurer l'accès à la zone d'inspection, il démontre qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour y parvenir, sans préjudice des règles et pratiques du droit international.

9. L'effectif de l'équipe d'inspection est limité au minimum requis pour que le mandat d'inspection soit exécuté comme il se doit. Le nombre total des membres de l'équipe d'inspection présents au même moment sur le territoire de l'Etat partie inspecté ne doit pas dépasser 40, hormis pendant les opérations de forage. Aucun ressortissant de l'Etat partie requérant ou de l'Etat partie inspecté n'est membre de l'équipe d'inspection.

10. Le Directeur général détermine l'effectif de l'équipe d'inspection et en choisit les membres parmi les inspecteurs et assistants d'inspection figurant sur la liste, eu égard aux circonstances d'une demande particulière.

11. L'Etat partie inspecté fournit ou fait le nécessaire pour que soient fournies à l'équipe d'inspection les commodités dont elle a besoin, notamment des moyens de communication, des services d'interprétation, des moyens de transport, des locaux, le logement, les repas et les soins médicaux.

12. L'Organisation rembourse à l'Etat partie inspecté, dans un délai raisonnable après l'achèvement de l'inspection, toutes les dépenses entraînées par le séjour de l'équipe d'inspection et l'exécution des activités officielles de celle-ci sur le territoire de cet Etat, y compris par les facilités visées aux paragraphes 11 et 49.

13. Les procédures d'exécution des inspections sur place sont détaillées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place.

B. Arrangements permanents

Désignation des inspecteurs et des assistants d'inspection

14. L'équipe d'inspection peut être composée d'inspecteurs et d'assistants d'inspection. L'inspection sur place n'est effectuée que par des inspecteurs qualifiés, spécialement désignés pour cette fonction. Ils peuvent être secondés par des assistants d'inspection spécialement désignés, par exemple du personnel technique et administratif, des membres d'équipage et des interprètes.

15. Les inspecteurs et assistants d'inspection sont proposés pour désignation par les Etats parties ou, dans le cas de personnel du Secrétariat technique, par le Directeur général, sur la base de leurs compétences et de leur expérience en rapport avec l'objet et les fonctions des inspections sur place. La désignation des personnes pressenties est approuvée à l'avance par les Etats parties conformément au paragraphe 18.

16. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur du Traité à son égard, chaque Etat partie informe le Directeur général du nom, de la date de naissance, du sexe, du rang, ainsi que des qualifications et de l'expérience professionnelle des personnes qu'il propose de désigner comme inspecteurs et assistants d'inspection.

17. Au plus tard 60 jours après l'entrée en vigueur du Traité, le Secrétariat technique communique par écrit à tous les Etats parties une liste initiale donnant le nom, la nationalité, la date de naissance, le sexe et le rang des inspecteurs et assistants d'inspection dont la désignation est proposée par le Directeur général et les Etats parties, et indique aussi leurs qualifications et leur expérience professionnelle.

18. Chaque Etat partie accuse immédiatement réception de la liste initiale d'inspecteurs et assistants d'inspection dont la désignation est proposée. Tout inspecteur ou assistant d'inspection qui y figure est réputé accepté si l'Etat partie n'a pas manifesté son refus par écrit au plus tard 30 jours après avoir accusé réception de cette liste. L'Etat partie peut indiquer la raison de son opposition. En cas de refus, l'inspecteur ou assistant d'inspection proposé ne doit pas procéder ni participer à des activités d'inspection sur place sur le territoire de l'Etat partie qui a opposé son refus, ni en aucun autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de cet Etat. Le Secrétariat technique accuse immédiatement réception de la notification d'opposition.

19. Chaque fois que le Directeur général ou un Etat partie propose d'apporter des additions ou des modifications à la liste des inspecteurs et assistants d'inspection, les inspecteurs et assistants d'inspection désignés à leur place le sont de la même manière que dans le cas des personnes figurant sur la liste initiale. Si un inspecteur ou un assistant d'inspection pressenti par un Etat partie ne peut plus remplir les fonctions d'inspecteur ou d'assistant d'inspection, l'Etat partie en informe promptement le Secrétariat technique.

20. Le Secrétariat technique tient à jour la liste des inspecteurs et assistants d'inspection et informe tous les Etats parties de toutes additions ou modifications apportées à la liste.

21. L'Etat partie qui demande une inspection sur place peut proposer qu'un inspecteur dont le nom figure sur la liste des inspecteurs et assistants d'inspection fasse office d'observateur de cet Etat conformément au paragraphe 61 de l'article IV.

22. Sous réserve des dispositions du paragraphe 23, un Etat partie a le droit de formuler à tout moment une objection contre un inspecteur ou un assistant d'inspection qui a déjà été accepté. Il fait connaître par écrit son opposition au Secrétariat technique et peut exposer les raisons qui la motivent. L'opposition prend effet 30 jours après réception de l'avis par le Secrétariat technique. Le Secrétariat technique accuse immédiatement réception de la notification de l'objection et informe l'Etat partie qui a opposé son refus comme l'Etat partie qui a proposé la désignation de l'intéressé de la date à laquelle l'inspecteur ou l'assistant d'inspection cessera d'être désigné pour cet Etat-là.

23. L'Etat partie auquel une inspection a été notifiée ne cherche pas à écarter de l'équipe d'inspection l'un quelconque des inspecteurs ou assistants d'inspection nommés dans le mandat d'inspection.

24. Le nombre d'inspecteurs et assistants d'inspection acceptés par un Etat partie doit être suffisant pour permettre de disposer d'un nombre approprié d'inspecteurs et assistants d'inspection. Si le Directeur général estime que le refus par un Etat partie d'inspecteurs ou assistants d'inspection proposés empêche la désignation d'un nombre suffisant d'inspecteurs et assistants d'inspection ou fait obstacle de quelque autre manière à la réalisation effective des buts d'une inspection sur place, il saisit le Conseil exécutif de la question.

25. Chaque inspecteur dont le nom figure sur la liste d'inspecteurs et assistants d'inspection suit une formation adéquate. Cette formation est dispensée par le Secrétariat technique, conformément aux procédures spécifiées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place. Le Secrétariat technique coordonne, en accord avec les Etats parties, un programme de formation pour les inspecteurs.

Privilèges et immunités

26. Après avoir accepté la liste initiale d'inspecteurs et assistants d'inspection comme prévu au paragraphe 18 ou la liste modifiée ultérieurement conformément au paragraphe 19, chaque Etat partie est tenu de délivrer, selon ses procédures nationales et sur demande d'un inspecteur ou assistant d'inspection, des visas d'entrées/sorties multiples ou de transit et tout autre document pertinent permettant à chacun des inspecteurs ou assistants d'inspection d'entrer et de séjourner sur son territoire aux seules fins de la réalisation des activités d'inspection. Chaque Etat partie délivre les visas ou documents de voyage nécessaires à ces fins au plus tard 48 heures après réception de la demande ou immédiatement à l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée sur son territoire. La durée de validité de ces documents doit être aussi longue qu'il est nécessaire pour que l'inspecteur ou assistant d'inspection puisse rester sur le territoire de l'Etat partie inspecté aux seules fins de la réalisation des activités d'inspection.

27. Afin de pouvoir exercer efficacement leurs fonctions, les membres de l'équipe d'inspection jouissent des privilèges et immunités énoncés aux alinéas a) à i). Les privilèges et immunités sont accordés aux membres de l'équipe d'inspection dans l'intérêt du Traité et non à leur avantage personnel. Les membres de l'équipe d'inspection en bénéficient durant toute la période qui s'écoule entre le moment où ils arrivent sur le territoire de l'Etat partie inspecté et celui où ils le quittent et, ultérieurement, pour les actes qu'ils ont accomplis précédemment dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

a) Les membres de l'équipe d'inspection jouissent de l'inviolabilité accordée aux agents diplomatiques conformément à l'article 29 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, du 18 avril 1961;

b) Les lieux d'habitation et les bureaux occupés par l'équipe d'inspection qui procède à des activités d'inspection conformément au Traité jouissent de l'inviolabilité et de la protection accordées aux demeures privées des agents diplomatiques conformément à l'article 30, paragraphe 1, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques;

c) Les documents et la correspondance de l'équipe d'inspection, y compris ses enregistrements, jouissent de l'inviolabilité accordée à tous les documents et à la correspondance des agents diplomatiques conformément à l'article 30, paragraphe 2, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. L'équipe d'inspection a le droit de faire usage de codes pour ses communications avec le Secrétariat technique;

d) Les échantillons et le matériel approuvé que transportent les membres de l'équipe d'inspection sont inviolables sous réserve des dispositions du Traité et sont exemptés de tous droits de douane. Les échantillons dangereux sont transportés conformément à la réglementation pertinente;

e) Les membres de l'équipe d'inspection jouissent des immunités accordées aux agents diplomatiques conformément à l'article 31, paragraphes 1, 2 et 3, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques;

f) Les membres de l'équipe d'inspection menant les activités qui leur incombent conformément au Traité bénéficient de l'exemption de tous impôts et taxes accordée aux agents diplomatiques conformément à l'article 34 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques;

g) Les membres de l'équipe d'inspection sont autorisés à apporter sur le territoire de l'Etat partie inspecté, sans droits de douane ni autres redevances, les objets destinés à leur usage personnel, à l'exception des articles dont l'importation ou l'exportation est interdite par la loi ou régie par des règlements de quarantaine;

h) Les membres de l'équipe d'inspection bénéficient des mêmes facilités, en matière monétaire et de change, que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

i) Les membres de l'équipe d'inspection ne doivent pas exercer d'activité professionnelle ou commerciale en vue d'un gain personnel sur le territoire de l'Etat partie inspecté.

28. Lorsqu'ils passent par le territoire d'autres Etats parties que l'Etat partie inspecté, les membres de l'équipe d'inspection jouissent des privilèges et immunités accordés aux agents diplomatiques conformément à l'article 40, paragraphe 1, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Les documents et la correspondance, y compris les enregistrements, les échantillons et le matériel approuvé qu'ils transportent jouissent de l'inviolabilité et de l'exemption stipulées aux alinéas c) et d) du paragraphe 27.

29. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, les membres de l'équipe d'inspection sont tenus de respecter les lois et règlements de l'Etat partie inspecté et, dans la mesure où cela est compatible avec le mandat d'inspection, sont tenus de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de cet Etat. Si l'Etat partie inspecté estime qu'il y a eu abus des privilèges et immunités spécifiés dans le présent Protocole, des consultations sont engagées entre l'Etat partie en question et le Directeur général afin d'établir s'il y a effectivement eu abus et, si tel est le cas, d'empêcher que cela ne se reproduise.

30. Le Directeur général peut lever l'immunité de juridiction accordée aux membres de l'équipe d'inspection lorsque, à son avis, cette immunité entraverait le cours de la justice et qu'elle peut être levée sans nuire à l'application des dispositions du Traité. La levée de l'immunité doit toujours être expresse.

31. Les observateurs bénéficient des mêmes privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux membres de l'équipe d'inspection conformément à la présente section, à l'exception de ceux qui sont accordés conformément à l'alinéa d) du paragraphe 27.

Points d'entrée

32. Chaque Etat partie fixe ses points d'entrée et fournit au Secrétariat technique les informations nécessaires au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur du Traité à son égard. Ces points d'entrée sont choisis de telle manière que l'équipe d'inspection puisse, de l'un d'entre eux au moins, atteindre toute zone d'inspection dans les 24 heures. Le Secrétariat technique indique à tous les Etats parties où se trouvent les points d'entrée. Les points d'entrée peuvent aussi servir de points de sortie.

33. Tout Etat partie peut modifier les points d'entrée à condition d'en aviser le Secrétariat technique. Ces modifications prennent effet 30 jours après que le Secrétariat technique en a été avisé, de sorte qu'il puisse en informer dûment tous les Etats parties.

34. Si le Secrétariat technique estime qu'il n'y a pas suffisamment de points d'entrée pour assurer la réalisation des inspections en temps voulu, ou que les modifications des points d'entrée proposées par un Etat partie risquent d'empêcher leur réalisation en temps voulu, il engage des consultations avec l'Etat partie intéressé afin de régler le problème.

Arrangements concernant l'utilisation d'appareils effectuant des vols non réguliers

35. Dans les cas où l'équipe d'inspection n'est pas en mesure de se rendre au point d'entrée en temps voulu au moyen de vols commerciaux réguliers, elle peut utiliser des appareils effectuant des vols non réguliers. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur du Traité à son égard, chaque Etat partie communique au Secrétariat technique un numéro permanent d'autorisation diplomatique pour les vols non réguliers d'appareils transportant une équipe d'inspection et le matériel nécessaire à l'inspection. L'itinéraire suivi emprunte les routes aériennes internationales établies dont sont convenus l'Etat partie et le Secrétariat technique comme base de l'autorisation diplomatique délivrée.

Matériel d'inspection approuvé

36. La Conférence examine et approuve à sa session initiale une liste de matériel destiné à être utilisé pendant les inspections sur place. Chaque Etat partie peut soumettre des propositions concernant l'inclusion de matériel dans la liste. Les spécifications d'emploi du matériel, détaillées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place, tiennent compte des considérations de sécurité et de confidentialité eu égard aux endroits où ce matériel est susceptible d'être utilisé.

37. Le matériel destiné à être utilisé pendant les inspections sur place se compose du matériel de base pour les activités et techniques d'inspection spécifiées au paragraphe 69 et du matériel auxiliaire nécessaire pour effectuer les inspections sur place efficacement et dans les délais.

38. Le Secrétariat technique veille à ce que tous les types de matériel approuvé soient disponibles pour les inspections sur place au moment voulu. Quand du matériel est requis pour une inspection sur place, le Secrétariat technique doit dûment certifier que le matériel a été étalonné, entretenu et protégé. Afin de faciliter la vérification du matériel au point d'entrée par l'Etat partie inspecté, le Secrétariat technique fournit une documentation et appose des scellés pour authentifier la certification.

39. Tout matériel détenu en permanence est sous la garde du Secrétariat technique. Le Secrétariat technique est responsable de l'entretien et de l'étalonnage de ce matériel.

40. Selon que de besoin, le Secrétariat technique passe des arrangements avec les Etats parties pour qu'ils fournissent du matériel mentionné dans la liste. Ces Etats parties sont responsables de l'entretien et de l'étalonnage du matériel en question.

C. Demande d'inspection sur place, mandat d'inspection et notification d'une inspection

Demande d'inspection sur place

41. Conformément au paragraphe 37 de l'article IV, la demande d'inspection sur place contient au moins les renseignements suivants :

- a) Les coordonnées géographiques et verticales estimées du lieu de l'événement qui a déclenché la demande, avec une indication de la marge d'erreur possible;
- b) Les limites proposées de la zone à inspecter, tracées sur une carte et en conformité avec les paragraphes 2 et 3;
- c) L'Etat partie ou les Etats parties à inspecter ou l'indication que la zone à inspecter ou une partie de cette zone n'est placée sous la juridiction ou le contrôle d'aucun Etat;
- d) Le milieu probable de l'événement qui a déclenché la demande;
- e) Le moment estimé de l'événement qui a déclenché la demande, avec une indication de la marge d'erreur possible;
- f) Toutes les données sur lesquelles est fondée la demande;
- g) Tous renseignements utiles sur la personne de l'observateur proposé;
- h) Les résultats de toute procédure de consultation et de clarification engagée conformément à l'article IV ou, s'il y a lieu, l'exposé des motifs pour lesquels il n'a pas été engagé de procédure de ce genre.

Mandat d'inspection

42. Le mandat d'une inspection sur place contient les renseignements suivants :

- a) La décision du Conseil exécutif sur la demande d'inspection sur place;
- b) Le nom de l'Etat partie ou des Etats parties à inspecter ou l'indication que la zone d'inspection ou une partie, de cette zone n'est sous la juridiction ou le contrôle d'aucun Etat;
- c) Le lieu et les limites de la zone d'inspection indiqués sur une carte compte tenu de tous les renseignements sur lesquels la demande a été fondée et de toutes les autres données d'information techniques disponibles, après consultation de l'Etat partie requérant;
- d) Les types d'activité prévus de l'équipe d'inspection dans la zone d'inspection;
- e) Le point d'entrée à utiliser par l'équipe d'inspection;
- f) Les points de passage ou les bases, selon que de besoin;
- g) Le nom du chef de l'équipe d'inspection;
- h) Les noms des membres de l'équipe d'inspection;
- i) Le nom de l'observateur proposé, le cas échéant;
- j) La liste du matériel à utiliser dans la zone d'inspection.

Si une décision prise par le Conseil exécutif en application des paragraphes 46 à 49 de l'article IV nécessite une modification du mandat d'inspection, le Directeur général peut actualiser le mandat en ce qui concerne les alinéas d), h) et j), selon que de besoin. Le Directeur général informe immédiatement l'Etat partie inspecté de cette modification.

Notification d'une inspection

43. La notification faite par le Directeur général en application du paragraphe 55 de l'article IV comprend les renseignements suivants :

- a) Le mandat d'inspection;
- b) La date et l'heure d'arrivée prévues de l'équipe d'inspection au point d'entrée;
- c) Les moyens de transport au point d'entrée;
- d) Le cas échéant, le numéro permanent d'autorisation diplomatique délivré pour des vols non réguliers;
- e) La liste de tout matériel que le Directeur général demande à l'Etat partie inspecté de mettre à la disposition de l'équipe d'inspection aux fins d'utilisation dans la zone d'inspection.

44. L'Etat partie inspecté accuse réception de la notification faite par le Directeur général au plus tard 12 heures après réception de ladite notification.

D. Activités précédant l'inspection

Entrée sur le territoire de l'Etat partie inspecté, activités au point d'entrée et transfert jusqu'à la zone d'inspection

45. L'Etat partie inspecté qui a été avisé de l'arrivée d'une équipe d'inspection fait le nécessaire pour qu'elle puisse pénétrer immédiatement sur son territoire.

46. En cas d'utilisation d'un appareil effectuant des vols non réguliers pour assurer le déplacement jusqu'au point d'entrée, le Secrétariat technique fournit à l'Etat partie inspecté, par l'intermédiaire de l'autorité nationale, un plan de vol de l'aéronef entre le dernier aéroport avant la pénétration dans l'espace aérien de cet Etat partie et le point d'entrée, au moins six heures avant l'heure prévue pour le départ de cet aéroport. Ce plan est enregistré conformément aux procédures de l'Organisation de l'aviation civile internationale s'appliquant aux aéronefs civils. Le Secrétariat technique indique dans la section de chaque plan de vol consacrée aux observations le numéro permanent d'autorisation diplomatique et l'annotation appropriée désignant l'appareil comme appareil d'inspection. S'il est utilisé un appareil militaire, le Secrétariat technique demande au préalable à l'Etat partie inspecté d'accorder l'autorisation de pénétrer dans son espace aérien.

47. Au moins trois heures avant le départ prévu de l'équipe d'inspection du dernier aéroport qui précède la pénétration dans l'espace aérien de l'Etat partie inspecté, ce dernier fait le nécessaire pour que le plan de vol déposé conformément aux dispositions du paragraphe 46 soit approuvé, de sorte que l'équipe d'inspection puisse arriver au point d'entrée à l'heure prévue.

48. Au besoin, le chef de l'équipe d'inspection et le représentant de l'Etat partie inspecté conviennent d'établir une base et un plan de vol depuis le point d'entrée jusqu'à cette base et, s'il y a lieu, jusqu'à la zone d'inspection.

49. L'Etat partie inspecté fournit ou prend les dispositions nécessaires pour assurer, au point d'entrée et, au besoin, à la base ainsi que dans la zone d'inspection, les facilités requises par le Secrétariat technique pour le stationnement, la sécurité, l'entretien courant et le ravitaillement en carburant des aéronefs de l'équipe d'inspection. Ces appareils ne sont pas assujettis à des taxes d'atterrissage ou de départ et autres redevances similaires. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent également aux aéronefs utilisés pour le survol lors de l'inspection sur place.

50. Sous réserve des dispositions du paragraphe 51, l'Etat partie inspecté n'impose aucune restriction à l'équipe d'inspection quant au fait d'apporter sur le territoire de cet Etat du matériel approuvé qui est conforme au mandat d'inspection, ou de l'utiliser conformément aux dispositions du Traité et du présent Protocole.

51. L'Etat partie inspecté a le droit, sans préjudice des délais fixés au paragraphe 54, de vérifier en présence des membres de l'équipe d'inspection au point d'entrée que le matériel a été approuvé et homologué conformément aux dispositions du paragraphe 38. L'Etat partie inspecté peut refuser le matériel qui n'est pas conforme au mandat d'inspection ou qui n'a pas été approuvé et homologué conformément aux dispositions du paragraphe 38.

52. Dès son arrivée au point d'entrée et sans préjudice des délais fixés au paragraphe 54, le chef de l'équipe d'inspection présente au représentant de l'Etat partie inspecté le mandat d'inspection et un plan d'inspection initial établi par l'équipe d'inspection dans lequel sont précisées les activités que celle-ci doit mener. Les représentants de l'Etat partie inspecté donnent à l'équipe d'inspection, à l'aide de cartes ou d'autres documents, selon qu'il convient, des informations générales quant aux caractéristiques pertinentes du terrain naturel, aux questions de sécurité et de confidentialité et aux arrangements logistiques en vue de l'inspection. L'Etat partie inspecté peut indiquer les lieux situés dans la zone d'inspection qui, à son avis, n'ont pas de rapports avec l'objet de l'inspection.

53. Après l'exposé d'information précédant l'inspection, l'équipe d'inspection modifie, selon qu'il convient, le plan d'inspection initial en tenant compte de toutes observations formulées par l'Etat partie inspecté. Le plan d'inspection modifié est mis à la disposition du représentant de l'Etat partie inspecté.

54. L'Etat partie inspecté fait tout ce qui est en son pouvoir pour prêter assistance à l'équipe d'inspection et assurer la sécurité du transport de celle-ci, du matériel approuvé spécifié aux paragraphes 50 et 51 ainsi que des bagages, du point d'entrée jusqu'à la zone d'inspection, au plus tard 36 heures après l'arrivée au point d'entrée, à moins qu'il n'ait été convenu d'une autre échéance dans les délais indiqués au paragraphe 57.

55. Pour confirmer que le lieu où elle a été conduite correspond bien à la zone d'inspection spécifiée dans le mandat d'inspection, l'équipe d'inspection a le droit d'utiliser un matériel de localisation approuvé. L'Etat partie inspecté l'aide dans cette tâche.

E. Conduite des inspections

Règles générales

56. L'équipe d'inspection accomplit ses fonctions en se conformant aux dispositions du Traité et du présent Protocole.

57. L'équipe d'inspection commence ses activités dans la zone d'inspection dès que possible et, en tout état de cause, au plus tard 72 heures après son arrivée au point d'entrée.

58. Les activités de l'équipe d'inspection sont organisées de sorte que ses membres puissent accomplir leurs fonctions dans les délais et avec l'efficacité voulus et qu'elles gênent le moins possible l'Etat partie inspecté et perturbent au minimum la zone inspectée.

59. S'il a été demandé à l'Etat partie inspecté, en application de l'alinéa e) du paragraphe 43 ou au cours de l'inspection, de mettre à la disposition de l'équipe d'inspection tout matériel utile dans la zone d'inspection, l'Etat partie inspecté accède à cette demande autant que faire se peut.

60. Durant l'inspection sur place, l'équipe d'inspection a, notamment :

a) Le droit de déterminer comment l'inspection se déroulera, eu égard au mandat d'inspection et en tenant compte de toutes mesures prises par l'Etat partie inspecté conformément aux dispositions relatives à l'accès réglementé;

b) Le droit de modifier le plan d'inspection, si cela est nécessaire, pour garantir la bonne exécution de l'inspection;

c) L'obligation de prendre en considération les recommandations que fait l'Etat partie inspecté quant au plan d'inspection ainsi que les modifications qu'il propose d'y apporter;

d) Le droit de demander des éclaircissements au sujet d'ambiguïtés qui pourraient apparaître durant l'inspection;

e) L'obligation de recourir uniquement aux techniques prévues au paragraphe 69 et de s'abstenir d'activités n'ayant pas de rapports avec l'objet de l'inspection. L'équipe recueille et établit les faits matériels ayant un rapport avec l'objet de l'inspection mais ne recherche pas ni établit de données d'information matérielles qui sont manifestement sans rapport avec celui-ci. Tout matériel qui serait recueilli et considéré par la suite comme n'étant pas pertinent est restitué à l'Etat partie inspecté;

f) L'obligation de tenir compte des données et explications sur la nature de l'événement ayant déclenché la demande que l'Etat partie inspecté a fournies en faisant appel à ses réseaux de surveillance nationaux ou à d'autres sources, et d'incorporer ces données et explications dans son rapport;

g) L'obligation de donner à l'Etat partie inspecté, à sa demande, copie des informations et des données recueillies dans la zone d'inspection;

h) L'obligation de respecter les règlements de l'Etat partie inspecté en matière de confidentialité ainsi que de sécurité et de santé.

61. Durant l'inspection sur place, l'Etat partie inspecté a, notamment :

a) Le droit de faire à tout moment des recommandations à l'équipe d'inspection concernant la modification possible du plan d'inspection;

b) Le droit et l'obligation de désigner un représentant afin d'assurer la liaison avec l'équipe d'inspection;

c) Le droit de faire accompagner l'équipe d'inspection par des représentants pendant l'accomplissement de ses tâches et de faire observer par ces représentants toutes les activités d'inspection menées par l'équipe. Cela ne doit ni retarder ni gêner de quelque autre manière l'équipe d'inspection dans l'exercice de ses fonctions;

d) Le droit de fournir de nouveaux éléments d'information et de demander que soient recueillis et établis des faits matériels supplémentaires qu'il estime utiles à l'inspection;

e) Le droit d'examiner tous les produits photographiques et métrologiques ainsi que les échantillons et de conserver toutes photographies ou parties de photographie montrant des sites sensibles qui sont sans rapport avec le but de l'inspection. L'Etat partie inspecté a le droit de recevoir un double de tous les produits photographiques et métrologiques. Il a le droit de conserver les originaux et les produits de première génération des photographies prises et de mettre des photographies ou des parties de photographie sous scellé commun dans un endroit situé sur son territoire. Il a le droit de fournir son propre opérateur de prise de vues pour prendre les photographies ou les images vidéo demandées par l'équipe d'inspection. S'il ne le fait pas, ces fonctions sont accomplies par des membres de l'équipe d'inspection;

f) Le droit de fournir à l'équipe d'inspection des données et des explications sur la nature de l'événement ayant déclenché la demande, pour lesquelles il a fait appel à ses réseaux de surveillance nationaux ou à d'autres sources;

g) L'obligation de fournir à l'équipe d'inspection tous les éclaircissements nécessaires pour lever toutes ambiguïtés qui apparaîtraient durant l'inspection.

Communications

62. Les membres de l'équipe d'inspection ont le droit de communiquer entre eux et avec le secrétariat technique à tout moment pendant l'inspection sur place. A cette fin, ils peuvent se servir de leur propre matériel, dûment approuvé et homologué, avec le consentement de l'Etat partie inspecté, pour autant que celui-ci ne leur donne pas accès à d'autres moyens de télécommunications.

Observateur

63. En application des dispositions du paragraphe 61 de l'article IV, l'Etat partie requérant assure la liaison avec le secrétariat technique afin de coordonner l'arrivée de l'observateur au même point d'entrée ou à la même base que l'équipe d'inspection dans un délai raisonnable par rapport à l'arrivée de l'équipe.

64. L'observateur a le droit, tout au long de l'inspection, d'être en communication avec l'ambassade de l'Etat partie requérant située dans l'Etat partie inspecté ou, en l'absence d'ambassade, avec l'Etat partie requérant lui-même.

65. L'observateur a le droit d'arriver dans la zone d'inspection et d'avoir accès à celle-ci et à l'intérieur de celle-ci ainsi que cela a été accordé par l'Etat partie inspecté.

66. L'observateur a le droit de faire des recommandations à l'équipe d'inspection tout au long de l'inspection.

67. Tout au long de l'inspection, l'équipe d'inspection tient l'observateur informé de la conduite de l'inspection et des résultats.

68. Tout au long de l'inspection, l'Etat partie inspecté fournit ou prend les dispositions nécessaires pour assurer à l'observateur des facilités analogues à celles dont bénéficie l'équipe d'inspection et qui sont décrites au paragraphe 11. Tous les frais de séjour de l'observateur sur le territoire de l'Etat partie inspecté sont à la charge de l'Etat partie requérant.

Activités et techniques d'inspection

69. Les activités d'inspection indiquées ci-après peuvent être exécutées et les techniques appliquées conformément aux dispositions relatives à l'accès réglementé, au prélèvement, à la manipulation et à l'analyse des échantillons, ainsi qu'aux survols :

a) Positionnement à partir de l'air ou à la surface aux fins de la confirmation des limites de la zone d'inspection et de l'établissement des coordonnées des sites qui s'y trouvent, à l'appui des activités d'inspection;

b) Observation visuelle, prise de vues photographiques et vidéo et imagerie multispectrale, notamment mesures dans l'infrarouge, à la surface, sous la surface ou à partir de l'air, aux fins de la recherche d'anomalies ou d'artéfacts;

c) Mesure des niveaux de radioactivité au-dessus de la surface, à la surface ou sous la surface, par contrôle du rayonnement gamma et analyse avec résolution en énergie à partir de l'air, à la surface ou sous la surface, aux fins de la recherche et de l'identification d'anomalies de rayonnement;

d) Prélèvement d'échantillons dans le milieu et analyse de solides, de liquides et de gaz au-dessus de la surface, à la surface ou sous la surface aux fins de la détection d'anomalies;

e) Surveillance sismologique passive des répliques, exécutée afin de localiser la zone de recherche et de faciliter la détermination de la nature de l'événement;

f) Sismométrie de résonance et prospection sismique active aux fins de la recherche et de la localisation d'anomalies souterraines, notamment de cavités et de zones de décombres;

g) Cartographie du champ magnétique et du champ gravitationnel, mesures au moyen de radar à pénétration de sol et mesures de la conductivité électrique à la surface et à partir de l'air, selon qu'il convient, aux fins de la détection d'anomalies ou d'artéfacts;

h) Forages aux fins de l'obtention d'échantillons radioactifs.

70. Dans les 25 jours qui suivent l'approbation de l'inspection sur place conformément au paragraphe 46 de l'article IV, l'équipe d'inspection a le droit d'exécuter toutes les activités et d'appliquer toutes les techniques indiquées aux alinéas a) à e) du paragraphe 69. Une fois que la poursuite de l'inspection a été approuvée conformément au paragraphe 47 de l'article IV, l'équipe d'inspection a le droit d'exécuter toutes les activités et d'appliquer toutes les techniques indiquées aux alinéas a) à g) du paragraphe 69. L'équipe d'inspection ne peut effectuer de forages qu'après que le Conseil exécutif a donné son accord conformément au paragraphe 48 de l'article IV. Si l'équipe d'inspection demande que l'inspection soit prolongée conformément au paragraphe 49 de l'article IV, elle précise dans sa demande quelles activités elle a l'intention d'exécuter et quelles techniques elle entend appliquer, parmi celles qui sont indiquées au paragraphe 69, afin de pouvoir s'acquitter de son mandat.

Survols

71. L'équipe d'inspection a le droit de procéder, durant l'inspection sur place, à un survol de la zone d'inspection pour faire un repérage général de la zone, limiter et mieux cibler les lieux d'activités d'inspection au sol et faciliter la collecte de preuves factuelles, en utilisant le matériel indiqué au paragraphe 79.

72. Le survol de la zone d'inspection est réalisé dès que possible compte tenu des circonstances. Il ne dure pas plus de 12 heures au total.

73. Des survols supplémentaires au cours desquels est utilisé le matériel indiqué aux paragraphes 79 et 80 peuvent être réalisés sous réserve de l'accord de l'Etat partie inspecté.

74. La zone couverte par les survols ne s'étend pas au-delà de la zone d'inspection.

75. L'Etat partie inspecté a le droit de restreindre ou, exceptionnellement et avec juste raison, d'interdire le survol de sites sensibles qui n'ont pas de rapports avec le but de l'inspection. Peuvent être restreints l'altitude de vol, le nombre de passes et de passages circulaires, la durée de vol stationnaire, le type d'appareil utilisé, le nombre d'inspecteurs à bord et le type de mesure ou d'observation faite. Si l'équipe d'inspection estime que la restriction ou l'interdiction du survol de sites sensibles sont de nature à entraver l'exécution de son mandat, l'Etat partie inspecté fait tout ce qui lui est raisonnablement possible pour fournir d'autres moyens d'inspection.

76. Les survols sont réalisés selon un plan de vol dûment communiqué et approuvé conformément aux règles et règlements de l'Etat partie inspecté en matière de circulation aérienne. Les règlements de cet Etat en matière de sécurité de la navigation aérienne sont rigoureusement respectés tout au long des opérations de vol.

77. Lors des opérations de survol, l'atterrissage ne devrait normalement être autorisé qu'aux fins d'escale ou de ravitaillement.

78. Les survols sont réalisés aux altitudes demandées par l'équipe d'inspection, conformément aux activités à exécuter et aux conditions de visibilité ainsi qu'aux règlements de l'Etat partie inspecté en matière de circulation aérienne et de sécurité et au droit qui est le sien de protéger des données d'information sensibles sans rapport avec les buts de l'inspection. Les survols sont réalisés jusqu'à une altitude maximale de 1 500 mètres au-dessus de la surface.

79. S'agissant des survols réalisés en application des paragraphes 71 et 72, le matériel ci-après peut être utilisé à bord de l'appareil :

- a) Jumelles;
- b) Matériel de localisation passive;
- c) Caméras vidéo;
- d) Appareils photographiques à main.

80. S'agissant de survols supplémentaires réalisés en application du paragraphe 73, les inspecteurs se trouvant à bord de l'appareil peuvent également utiliser un matériel portatif d'installation facile pour faire :

- a) de l'imagerie multispectrale (notamment dans l'infrarouge);
- b) de la spectroscopie gamma;
- c) de la cartographie de champ magnétique.

81. Les survols sont réalisés avec un appareil relativement lent à voilure fixe ou tournante. L'appareil doit permettre une vision large et dégagée de la surface survolée.

82. L'Etat partie inspecté a le droit de fournir son propre appareil convenablement équipé au préalable, conformément aux exigences techniques énoncées dans le manuel pertinent, ainsi que l'équipage. A défaut, l'appareil est fourni ou loué par le secrétariat technique.

83. Si l'appareil est fourni ou loué par le secrétariat technique, l'Etat partie inspecté a le droit de le contrôler afin de s'assurer qu'il est équipé d'un matériel d'inspection approuvé. Ce contrôle se fait dans le délai indiqué au paragraphe 57.

84. Le personnel se trouvant à bord de l'appareil comprend :

- a) le nombre minimum de membres d'équipage requis pour que l'appareil fonctionne en toute sécurité;
- b) jusqu'à quatre membres de l'équipe d'inspection;
- c) jusqu'à deux représentants de l'Etat partie inspecté;
- d) un observateur, s'il y en a un, sous réserve de l'accord de l'Etat partie inspecté;
- e) un interprète, si besoin est.

85. Les procédures d'exécution des survols sont détaillées dans le Manuel pour les inspections sur place.

Accès réglementé

86. L'équipe d'inspection a le droit d'accéder à la zone d'inspection conformément aux dispositions du Traité et du présent Protocole.

87. L'Etat partie inspecté assure l'accès à l'intérieur de la zone d'inspection dans le délai fixé au paragraphe 57.

88. Conformément au paragraphe 57 de l'article IV et au paragraphe 86 ci-dessus, l'Etat partie inspecté a notamment les droits et obligations suivants :

a) Le droit de prendre des mesures pour protéger les installations et lieux sensibles, conformément au présent Protocole;

b) L'obligation, lorsque l'accès à l'intérieur de la zone d'inspection est restreint, de faire tout ce qui lui est raisonnablement possible pour satisfaire aux exigences du mandat d'inspection par d'autres moyens. Le règlement de toutes questions concernant une ou plusieurs opérations d'inspection ne doit pas retarder ni entraver l'exécution d'autres activités d'inspection;

c) Le droit de décider en définitive de tout accès accordé à l'équipe d'inspection, eu égard aux obligations qui sont les siennes en vertu du Traité et aux dispositions relatives à l'accès réglementé.

89. Conformément au paragraphe 57, alinéa b), de l'article IV et au paragraphe 88, alinéa a), ci-dessus, l'Etat partie inspecté a le droit de prendre dans toute la zone d'inspection des mesures pour protéger les installations et lieux sensibles et empêcher la divulgation d'informations confidentielles sans rapport avec le but de l'inspection. Ces mesures peuvent consister notamment :

- a) A recouvrir des panneaux d'affichage, des stocks et du matériel sensibles;
- b) A limiter les mesures d'activité des radionucléides et de rayonnement nucléaire à la détermination de la présence ou de l'absence des types et énergies de rayonnement en rapport avec le but de l'inspection;
- c) A limiter le prélèvement et l'analyse d'échantillons à la détermination de la présence ou de l'absence de produits radioactifs ou autres en rapport avec le but de l'inspection;
- d) A réglementer l'accès aux bâtiments et autres structures, conformément aux paragraphes 90 et 91;
- e) A déclarer des sites d'accès restreint, conformément aux dispositions des paragraphes 92 à 96.

90. L'accès aux bâtiments et autres structures est différé jusqu'à ce que la poursuite de l'inspection sur place soit approuvée conformément au paragraphe 47 de l'article IV, excepté l'accès à des bâtiments et à d'autres structures abritant l'entrée d'une mine, d'autres excavations ou de cavernes de grand volume qui ne sont pas accessibles autrement. L'équipe d'inspection ne fait que passer par ces bâtiments et structures en suivant les instructions de l'Etat partie inspecté, pour pénétrer dans les mines, cavernes ou autres excavations.

91. Si, après que la poursuite de l'inspection a été approuvée conformément au paragraphe 47 de l'article IV, l'équipe d'inspection démontre plausiblement à l'Etat partie inspecté qu'il lui est nécessaire d'avoir accès à des bâtiments et autres structures pour accomplir le mandat d'inspection et que les activités requises et autorisées par le mandat ne peuvent pas être exécutées de l'extérieur, elle a le droit d'accéder aux bâtiments et structures considérés. Le chef de l'équipe d'inspection demande l'accès à un bâtiment ou une structure précise en indiquant le but visé, le nombre exact d'inspecteurs, ainsi que les activités envisagées. Les modalités d'accès sont négociées par l'équipe d'inspection avec l'Etat partie inspecté. Ce dernier a le droit de restreindre ou, exceptionnellement et avec juste raison, d'interdire l'accès à des bâtiments et autres structures.

92. Aucun des sites d'accès restreint qui seraient déclarés conformément au paragraphe 89, alinéa e), ne doit mesurer plus de 4 kilomètres carrés. L'Etat partie inspecté a le droit de déclarer jusqu'à 50 kilomètres carrés de sites d'accès restreint. Si plus d'un site d'accès restreint est déclaré, chaque site doit être séparé d'un autre site par une distance minimale de 20 mètres. Chaque site d'accès restreint a des limites clairement définies et accessibles.

93. La superficie, l'emplacement et les limites des sites d'accès restreint sont indiqués au chef de l'équipe d'inspection au plus tard lorsque l'équipe demande accès à un lieu qui inclut un tel site ou qui en comprend une partie.

94. L'équipe d'inspection a le droit de placer du matériel et de prendre les autres mesures nécessaires à la conduite de l'inspection en allant jusqu'à la limite d'un site d'accès restreint.

95. L'équipe d'inspection est autorisée à observer visuellement tous les lieux ouverts à l'intérieur du site d'accès restreint depuis la limite de ce dernier.

96. L'équipe d'inspection fait tout ce qui lui est raisonnablement possible pour accomplir le mandat d'inspection en dehors des sites déclarés d'accès restreint avant de demander accès à ces sites. Si, à quelque moment que ce soit, l'équipe d'inspection démontre plausiblement à l'Etat partie inspecté que les activités requises et autorisées par le mandat ne peuvent pas être exécutées de l'extérieur et qu'il lui est nécessaire, pour accomplir le mandat, d'avoir accès à un site d'accès restreint, l'accès est accordé à des membres de l'équipe d'inspection pour qu'ils exécutent des tâches précises à l'intérieur du site. L'Etat partie inspecté a le droit de recouvrir ou de protéger d'une autre façon du matériel, des équipements et des objets sensibles sans rapport avec le but de l'inspection. Le nombre d'inspecteurs est limité au minimum nécessaire à l'accomplissement des tâches liées à l'inspection. Les modalités de l'accès sont négociées par l'équipe d'inspection avec l'Etat partie inspecté.

Prélèvement, manipulation et analyse des échantillons

97. Sous réserve des dispositions des paragraphes 86 à 96 et 98 à 100, l'équipe d'inspection a le droit de prélever dans la zone d'inspection des échantillons appropriés et de les sortir de la zone.

98. Chaque fois que possible, l'équipe d'inspection analyse les échantillons sur place. Des représentants de l'Etat partie inspecté ont le droit d'être présents lorsque des échantillons sont analysés sur place. A la demande de l'équipe d'inspection, l'Etat partie inspecté fournit, suivant les procédures convenues, une assistance pour l'analyse des échantillons sur place. L'équipe d'inspection a le droit d'envoyer des échantillons aux fins d'analyse hors site à des laboratoires désignés par l'Organisation uniquement si elle démontre que l'analyse requise ne peut pas être effectuée sur place.

99. L'Etat partie inspecté a le droit de conserver une partie de tous les échantillons prélevés quand ces échantillons sont analysés et peut prendre des doubles des échantillons.

100. L'Etat partie inspecté a le droit de demander que tout échantillon ou partie d'échantillon non utilisé lui soit restitué.

101. Les laboratoires désignés effectuent l'analyse chimique et physique des échantillons envoyés hors site pour analyse. Les modalités de cette analyse sont détaillées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place.

102. Le Directeur général est responsable au premier chef de la sécurité, de l'intégrité et de la conservation des échantillons. Il lui incombe aussi de veiller à ce que soit protégée la confidentialité des échantillons envoyés hors du site pour analyse. A cet égard, le Directeur général se conforme aux procédures incorporées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place. Il lui revient en tout état de cause :

- a) D'établir un régime rigoureux concernant le prélèvement, la manipulation, le transport et l'analyse des échantillons;
- b) D'homologuer les laboratoires désignés pour effectuer les divers types d'analyse;
- c) De superviser la normalisation du matériel et des méthodes employés dans les laboratoires désignés, ainsi que du matériel d'analyse mobile et des méthodes employées en liaison avec ce matériel mobile;

d) De suivre le contrôle de la qualité et l'application générale des normes en ce qui concerne l'homologation de ces laboratoires et en ce qui concerne le matériel mobile et les méthodes employées;

e) De choisir parmi les laboratoires désignés ceux qui sont appelés à effectuer des analyses ou d'autres tâches liées à des investigations déterminées.

103. Quand une analyse doit être effectuée hors site, les échantillons doivent être analysés dans au moins deux laboratoires désignés. Il incombe au Secrétariat technique de veiller à ce que les analyses soient effectuées rapidement. Les échantillons doivent être comptabilisés par le Secrétariat technique et tout échantillon ou partie d'échantillon non utilisé doit être renvoyé au Secrétariat technique.

104. Le Secrétariat technique rassemble les résultats des analyses d'échantillons ayant un rapport avec le but de l'inspection. Conformément au paragraphe 63 de l'article IV, le Directeur général transmet rapidement ces résultats à l'Etat partie inspecté pour que celui-ci formule des observations, puis au Conseil exécutif et à tous les autres Etats parties en fournissant des données détaillées sur le matériel et les méthodes employées par les laboratoires désignés qui ont fait ces analyses.

Conduite d'inspections dans des zones qui ne sont placées sous la juridiction ou le contrôle d'aucun Etat

105. Lorsque l'inspection doit avoir lieu dans une zone qui n'est placée sous la juridiction ou le contrôle d'aucun Etat, le Directeur général procède à des consultations avec les Etats parties voulus pour convenir de tous points de passage et bases qui permettent à l'équipe d'inspection d'arriver rapidement dans la zone d'inspection.

106. Les Etats parties sur le territoire desquels sont situés les points de passage et les bases apportent autant que possible leur concours pour faciliter l'inspection, notamment en acheminant l'équipe d'inspection, ses bagages et son matériel jusqu'à la zone d'inspection et en offrant les facilités voulues, visées au paragraphe 11. L'Organisation rembourse aux Etats parties qui ont prêté leur concours tous les frais encourus par eux.

107. Sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif, le Directeur général peut négocier des arrangements permanents avec les Etats parties de manière à faciliter la fourniture d'une assistance dans le cas d'une inspection sur place dans une zone qui n'est placée sous la juridiction ou le contrôle d'aucun Etat.

108. Si un ou plusieurs Etats parties ont mené des investigations sur un événement ambigu dans une zone qui n'est placée sous la juridiction ou le contrôle d'aucun Etat avant qu'une demande d'inspection dans ladite zone n'ait été présentée, le Conseil exécutif peut tenir compte de tous résultats de leurs investigations aux fins de ses délibérations, conformément à l'article IV.

Procédure à suivre à l'issue de l'inspection

109. Au terme d'une inspection, l'équipe d'inspection se réunit avec le représentant de l'Etat partie inspecté pour passer en revue les résultats préliminaires obtenus par l'équipe et lever d'éventuelles ambiguïtés. L'équipe d'inspection communique par écrit au représentant de l'Etat partie inspecté les résultats préliminaires qu'elle a obtenus, en se conformant à un modèle de présentation donné; elle lui fournit aussi une liste de tous échantillons prélevés et autres éléments retirés de la zone d'inspection conformément au paragraphe 98. Ce document est signé par le chef de l'équipe d'inspection. Le représentant de l'Etat partie inspecté le contresigne pour indiquer qu'il a pris note de son contenu. La réunion s'achève au plus tard 24 heures après la fin de l'inspection.

Départ

110. Une fois achevée la procédure suivie à l'issue de l'inspection, l'équipe d'inspection et l'observateur quittent le territoire de l'Etat partie inspecté dès que faire se peut. L'Etat partie inspecté fait tout ce qui est en son pouvoir pour prêter assistance à l'équipe d'inspection et pour assurer la sécurité du transport de celle-ci, du matériel et des bagages au point de sortie. Sauf accord contraire entre l'Etat partie inspecté et l'équipe d'inspection, le point utilisé pour la sortie est celui qui a été utilisé pour l'entrée.

Troisième partie

Mesures de confiance

1. En application du paragraphe 68 de l'article IV, chaque Etat partie notifie librement au Secrétariat technique toute explosion chimique utilisant 300 tonnes d'explosif ou plus, en équivalent TNT, effectuée en un tir unique, qui serait réalisée en quelque endroit de son territoire ou en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle. Notification en est donnée à l'avance, si possible. L'Etat partie fournit à ce titre des précisions sur le lieu, l'heure et la date du tir, sur la quantité et le type d'explosif utilisés, ainsi que sur la configuration du tir et le but dans lequel celui-ci est censé être ou avoir été effectué.

2. Chaque Etat partie fournit librement au Secrétariat technique, aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du Traité, des renseignements concernant toutes les autres explosions chimiques utilisant plus de 300 tonnes d'équivalent TNT, qui sont normalement effectuées sur le plan national, cette première communication étant suivie de mises à jour annuelles. En particulier, l'Etat partie s'efforce de lui faire tenir les renseignements suivants :

- a) Les coordonnées géographiques des sites dans lesquels les tirs ont lieu;
- b) La nature des activités dans le cadre desquelles les tirs sont effectués ainsi que le profil général et la fréquence de ces tirs;
- c) Tout autre élément d'information pertinent dont il disposerait;

Il s'efforce aussi d'aider le Secrétariat technique à élucider l'origine de tout événement de cette nature qui serait détecté par le Système de surveillance international.

3. L'Etat partie peut inviter librement et suivant des modalités mutuellement acceptables des représentants du Secrétariat technique ou d'autres Etats parties à visiter les sites visés aux paragraphes 1 et 2 qui se trouvent sur son territoire.

4. Aux fins de l'étalonnage du Système de surveillance international, les Etats parties peuvent se mettre en rapport avec le Secrétariat technique afin de réaliser des explosions chimiques d'étalonnage ou de fournir des renseignements pertinents sur les explosions chimiques répondant à un autre objectif.

ANNEXE 1 DU PROTOCOLE

Tableau 1-A

Liste des stations sismologiques constituant le réseau primaire

	Etat responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
1	Argentine	PLCA Paso Flores	40,7 S	70,6 O	3-C
2	Australie	WRA Warramunga, NT	19,9 S	134,3 E	Miniréseau
3	Australie	ASAR Alice Springs, NT	23,7 S	133,9 E	Miniréseau
4	Australie	STKA Stephens Creek, SA	31,9 S	141,6 E	3-C
5	Australie	MAW Mawson, Antarctique	67,6 S	62,9 E	3-C
6	Bolivie	LPAZ La Paz	16,3 S	68,1 O	3-C
7	Brésil	BDFB Brasilia	15,6 S	48,0 O	3-C
8	Canada	ULMC Lac du Bonnet, Man.	50,2N	95,9 O	3-C
9	Canada	YKAC Yellowknife, T.N.-O.	62,5 N	114,6 O	Miniréseau
10	Canada	SCH Schefferville, Québec	54,8 N	66,8 O	3-C
11	République centrafricaine	BGCA Bangui	05,2 N	18,4 E	3-C
12	Chine	HAI Hailar	49,3 N	119,7 E	3-C > Miniréseau
13	Chine	LZH Lanzhou	36,1 N	103,8 E	3-C > Miniréseau
14	Colombie	XSA El Rosal	04,9 N	74,3 O	3-C
15	Côte d'Ivoire	DBIC Dimbroko	06,7 N	04,9 O	3-C
16	Egypte	LXEG Louqsor	26,0 N	33,0 E	Miniréseau
17	Finlande	FINES Lahti	61,4 N	26,1 E	Miniréseau
18	France	PPT Tahiti	17,6 S	149,6 O	3-C
19	Allemagne	GEC2 Freyung	48,9 N	13,7 E	Miniréseau
20	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
21	Iran (Rép. islamique d')	THR Téhéran	35,8 N	51,4 E	3-C
22	Japon	MJAR Matsushiro	36,5 N	138,2 E	Miniréseau
23	Kazakstan	MAK Makantchi	46,8 N	82,0 E	Miniréseau

	Etat responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
24	Kenya	KMBO Kilimambogo	01,1 S	37,2 E	3-C
25	Mongolie	JAVM Javhlant	48,0 N	106,8 E	3-C > Miniréseau
26	Niger	Nouveau site	A déterminer	A déterminer	3-C > Miniréseau
27	Norvège	NAO Hamar	60,8 N	10,8 E	Miniréseau
28	Norvège	ARAO Karasjok	69,5 N	25,5 E	Miniréseau
29	Pakistan	PRPK Pari	33,7 N	73,3 E	Miniréseau
30	Paraguay	CPUP Villa Florida	26,3 S	57,3 O	3-C
31	République de Corée	KSRS Wonju	37,5 N	127,9 E	Miniréseau
32	Fédération de Russie	KBZ Khabaz	43,7 N	42,9 E	3-C
33	Fédération de Russie	ZAL Zalessovo	53,9 N	84,8 E	3-C > Miniréseau
34	Fédération de Russie	NRI Noriïlsk	69,0 N	88,0 E	3-C
35	Fédération de Russie	PDY Peledouy	59,6 N	112,6 E	3-C > Miniréseau
36	Fédération de Russie	PET Petrovlovsk- Kamtchatsky	53,1 N	157,8 E	3-C > Miniréseau
37	Fédération de Russie	USK Oussouriïsk	44,2 N	132,0 E	3-C > Miniréseau
38	Arabie saoudite	Nouveau site	A déterminer	A déterminer	Miniréseau
39	Afrique du Sud	BOSA Boshof	28,6 S	25,6 E	3-C
40	Espagne	ESDC Sonseca	39,7 N	04,0 O	Miniréseau
41	Thaïlande	CMTO Chiang Mai	18,8 N	99,0 E	Miniréseau
42	Tunisie	THA Thala	35,6 N	08,7 E	3-C
43	Turquie	BRTR Belbashi Le miniréseau pourra être redéployé à Keskin	39,9 N	32,8 E	Miniréseau
44	Turkménistan	GEYT Alibeck	37,9 N	58,1 E	Miniréseau
45	Ukraine	AKASG Maline	50,4 N	29,1 E	Miniréseau
46	Etats-Unis d'Amérique	LJTX Lajitas, TX	29,3 N	103,7 O	Miniréseau
47	Etats-Unis d'Amérique	MNV Mina, NV	38,4 N	118,2 O	Miniréseau
48	Etats-Unis d'Amérique -	PIWY Pinedale, WY	42,8 N	109,6 O	Miniréseau
49	Etats-Unis d'Amérique e	ELAK Eielson, AK	64,8 N	146,9 O	Miniréseau
50	Etats-Unis d'Amérique	VNDA Vanda, Antarctique	77,5 S	161,9 E	3-C

Légende : 3-C > miniréseau : Cette mention indique que la station pourrait commencer à fonctionner dans le Système de surveillance international en tant que station à trois composantes et être ultérieurement mise à niveau pour devenir un miniréseau.

Tableau 1-B

Liste des stations sismologiques constituant le réseau auxiliaire

	Etat responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
1	Argentine	CFA Coronel Fontana	31,6 S	68,2 O	3-C
2	Argentine	USHA Ushuaia	55,0 S	68,0 O	3-C
3	Arménie	GNI Garni	40,1 N	44,7 E	3-C
4	Australie	CTA Charters Towers, QLD	20,1 S	146,3 E	3-C
5	Australie	FITZ Fitzroy Crossing, WA	18,1 S	125,6 E	3-C
6	Australie	NWAO Narrogin, WA	32,9 S	117,2 E	3-C
7	Bangladesh	CHT Chittagong	22,4 N	91,8 E	3-C
8	Bolivie	SIV San Ignacio	16,0 S	61,1 O	3-C
9	Botswana	LBTB Lobatse	25,0 S	25,6 E	3-C
10	Brésil	PTGA Pitinga	0,7 S	60,0 O	3-C
11	Brésil	RGNB Rio Grande do Norte	6,9 S	37,0 O	3-C
12	Canada	FRB Iqaluit, T.N.-O.	63,7 N	68,5 O	3-C
13	Canada	DLBC Dease Lake, C.-B.	58,4 N	130,0 O	3-C
14	Canada	SADO Sadowa, Ont.	44,8 N	79,1 O	3-C
15	Canada	BBB Bella Bella, C.-B.	52,2 N	128,1 O	3-C
16	Canada	MBC Mould Bay, T.N.-O.	76,2 N	119,4 O	3-C
17	Canada	INK Inuvik, T.N.-O.	68,3 N	133,5 O	3-C
18	Chili	RPN Île de Pâques	27,2 S	109,4 O	3-C
19	Chili	LVC Limon Verde	22,6 S	68,9 O	3-C
20	Chine	BJT Baijiatuan	40,0 N	116,2 E	3-C
21	Chine	KMI Kunming	25,2 N	102,8 E	3-C
22	Chine	SSE Sheshan	31,1 N	121,2 E	3-C
23	Chine	XAN Xi'an	34,0 N	108,9 E	3-C
24	Îles Cook	RAR Rarotonga	21,2 S	159,8 O	3-C
25	Costa Rica	JTS Las Juntas de Abangares	10,3 N	85,0 O	3-C
26	République tchèque	VRAC Vranov	49,3 N	16,6 E	3-C
27	Danemark	SFJ Sondre Stromfjord, Groenland	67,0 N	50,6 O	3-C

	Etat responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
28	Djibouti	ATD Arta Tunnel	11,5 N	42,9 E	3-C
29	Egypte	KEG Kottamya	29,9 N	31,8 E	3-C
30	Ethiopie	FURI Furi	8,9 N	38,7 E	3-C
31	Fidji	MSVF Monasavu, Viti Levu	17,8 S	178,1 E	3-C
32	France	NOUC Port Laguerre, Nouvelle-Calédonie	22,1 S	166,3 E	3-C
33	France	KOG Kourou, Guyane française	5,2 N	52,7 O	3-C
34	Gabon	BAMB Bambay	1,7 S	13,6 E	3-C
35	Allemagne/Afrique du Sud	- Station SANAE, Antarctique	71,7 S	2,9 O	3-C
36	Grèce	IDI Anógiá, Crète	35,3 N	24,9 E	3-C
37	Guatemala	RDG Rabir	15,0 N	90,5 O	3-C
38	Islande	BORG Borgarnes	64,8 N	21,3 O	3-C
39	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
40	Indonésie	PACI Cibinong, Jawa Barat	6,5 S	107,0 E	3-C
41	Indonésie	JAY Jayapura, Irian Jaya	2,5 S	140,7 E	3-C
42	Indonésie	SWI Sorong, Irian Jaya	0,9 S	131,3 E	3-C
43	Indonésie	PSI Parapat, Sumatera	2,7 N	98,9 E	3-C
44	Indonésie	KAPI Kappang, Sulawesi Selatan	5,0 S	119,8 E	3-C
45	Indonésie	KUG Kupang, Nusatenggara Timur	10,2 S	123,6 E	3-C
46	Iran (Rép. islamique d')	KRM Kerman	30,3 N	57,1 E	3-C
47	Iran (Rép. islamique d')	MSN Masjed-e-Soleyman	31,9 N	49,3 E	3-C
48	Israël	MBH Eilat	29,8 N	34,9 E	3-C
49	Israël	PARD Parod	32,6 N	35,3 E	Miniréseau
50	Italie	ENAS Enna, Sicile	37,5 N	14,3 E	3-C
51	Japon	JNU Ohita, Kyushu	33,1 N	130,9 E	3-C
52	Japon	JOW Kunigami, Okinawa	26,8 N	128,3 E	3-C
53	Japon	JHJ Hachijojima, Îles Izu	33,1 N	139,8 E	3-C
54	Japon	JKA Kamikawa-asahi, Hokkaido	44,1 N	142,6 E	3-C
55	Japon	JCJ Chichijima, Ogasawara	27,1 N	142,2 E	3-C

	Etat responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
56	Jordanie.	- Ashqof	32,5 N	37,6 E	3-C
57	Kazakstan	BRVK Borovoye	53,1 N	70,3 E	Miniréseau
58	Kazakstan	KURK Kourtchatov	50,7 N	78,6 E	Miniréseau
59	Kazakstan	AKTO Aktyoubinsk	50,4 N	58,0 E	3-C
60	Kirghizistan	AAK Ala-Archa	42,6 N	74,5 E	3-C
61	Madagascar	TAN Antananarive	18,9 S	47,6 E	3-C
62	Mali	KOWA Kowa	14,5 N	4,0 O	3-C
63	Mexique	TEYM Tepich, Yucatan	20,2 N	88,3 O	3-C
64	Mexique	TUVM Tuzandepeti, Veracruz	18,0 N	94,4 O	3-C
65	Mexique	LPBM La Paz, Baja California Sur	24,2 N	110,2 O	3-C
66	Maroc	MDT Midelt	32,8 N	4,6 O	3-C
67	Namibie	TSUM Tsumeb	19,1 S	17,4 E	3-C
68	Népal	EVN Everest	28,0 N	86,8 E	3-C
69	Nouvelle-Zélande	EWZ Erewhon, Île du Sud	43,5 S	170,9 E	3-C
70	Nouvelle-Zélande	RAO Île Raoul	29,2 S	177,9 O	3-C
71	Nouvelle-Zélande	URZ Urewera, Île du Nord	38,3 S	177,1 E	3-C
72	Norvège	SPITS Spitsberg	78,2 N	16,4 E	Miniréseau
73	Norvège	JMI Jan Mayen	70,9 N	8,7 O	3-C
74	Oman. – <i>Oman</i>	WSAR Wadi Sarin	23,0 N	58,0 E	3-C
75	Papouasie-Nouvelle-Guinée	PMG Port Moresby	9,4 S	147,2 E	3-C
76	Papouasie-Nouvelle-Guinée	BIAL Bialla	5,3 S	151,1 E	3-C
77	Pérou	CAJP Cajamarca	7,0 S	78,0 O	3-C
78	Pérou	NNA Nana	12,0 S	76,8 O	3-C
79	Philippines	DAV Davao, Mindanao	7,1 N	125,6 E	3-C
80	Philippines	TGY Tagaytay, Luçon	14,1 N	120,9 E	3-C
81	Roumanie	MLR Muntele Rosu	45,5 N	25,9 E	3-C
82	Fédération de Russie	KIRV Kirov	58,6 N	49,4 E	3-C
83	Fédération de Russie	KIVO Kislovodsk	44,0 N	42,7 E	Miniréseau
84	Fédération de Russie	OBN Obninsk	55,1 N	36,6 E	3-C

	Etat responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
85	Fédération de Russie	ARU Arti	56,4 N	58,6 E	3-C
86	Fédération de Russie	SEY Seymtchan	62,9 N	152,4 E	3-C
87	Fédération de Russie	TLY Talaya	51,7 N	103,6 E	3-C
88	Fédération de Russie	YAK Yakoutsk	62,0 N	129,7 E	3-C
89	Fédération de Russie	URG Ourgal	51,1 N	132,3 E	3-C
90	Fédération de Russie	BIL Bilibino	68,0 N	166,4 E	3-C
91	Fédération de Russie	TIXI Tiksi	71,6 N	128,9 E	3-C
92	Fédération de Russie.	YSS Yujno-Sakhalinsk	47,0 N	142,8 E	3-C
93	Fédération de Russie	MA2 Magadan	59,6 N	150,8 E	3-C
94	Fédération de Russie	ZIL Zilime	53,9 N	57,0 E	3-C
95	Samoa	AFI Afiamalu	13,9 S	171,8 O	3-C
96	Arabie saoudite	RAYN Ar Rayn	23,6 N	45,6 E	3-C
97	Sénégal	MBO M'Bour	14,4 N	17,0 O	3-C
98	Îles Salomon	HNR Honiara, Guadalcanal	9,4 S	160,0 E	3-C
99	Afrique du Sud	SUR Sutherland	32,4 S	20,8 E	3-C
100	Sri Lanka	COC Colombo	6,9 N	79,9 E	3-C
101	Suède	HFS Hagfors	60,1 N	13,7 E	Miniréseau
102	Suisse	DAVOS Davos	46,8 N	9,8 E	3-C
103	Ouganda	MBRU Mbarara	0,4 S	30,4 E	3-C
104	Royaume-Uni	EKA Eskdalemuir	55,3 N	3,2 O	Miniréseau
105	Etats-Unis d'Amérique	GUMO Guam, Îles Mariannes	13,6 N	144,9 E	3-C
106	Etats-Unis d'Amérique	PMSA Palmer Station, Antarctique	64,8 S	64,1 O	3-C
107	Etats-Unis d'Amérique	TKL Tuckaleechee Caverns, TN	35,7 N	83,8 O	3-C
108	Etats-Unis d'Amérique	PFCA Pinon Flat, CA	33,6 N	116,5 O	3-C
109	Etats-Unis d'Amérique	YBH Yreka, CA	41,7 N	122,7 O	3-C
110	Etats-Unis d'Amérique	KDC Île Kodiak, AK	57,8 N	152,5 O	3-C
111	Etats-Unis d'Amérique	ALQ Albuquerque, NM	35,0 N	106,5 O	3-C
112	Etats-Unis d'Amérique	ATTU Île Attu, AK	52,8 N	172,7 E	3-C
113	Etats-Unis d'Amérique	ELK Elko, NV	40,7 N	115,2 O	3-C

	Etat responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
114	Etats-Unis d'Amérique	SPA Pôle Sud, Antarctique	90,0 S	-	3-C
115	Etats-Unis d'Amérique	NEW Newport, WA	48,3 N	117,1 O	3-C
116	Etats-Unis d'Amérique	SJG San Juan, PR	18,1 N	66,2 O	3-C
117	Venezuela	SDV Santo Domingo	8,9 N	70,6 O	3-C
118	Venezuela	PCR Puerto la Cruz	10,2 N	64,6 O	3-C
119	Zambie	LSZ Lusaka	15,3 S	28,2 E	3-C
120	Zimbabwe	BUL Bulawayo	A indiquer	A indiquer	3-C

Tableau 2-A

Liste des stations de surveillance des radionucléides

	Etat responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
1	Argentine	Buenos Aires	34,0 S	58,0 O
2	Argentine	Salta	24,0 S	65,0 O
3	Argentine	Bariloche	41,1 S	71,3 O
4	Australie	Melbourne, VIC	37,5 S	144,6 O
5	Australie	Mawson, Antarctique	67,6 S	62,5 E
6	Australie	Townsville, QLD	19,2 S	146,8 E
7	Australie	Île Macquarie	54,0 S	159,0 E
8	Australie	Îles des Cocos	12,0 S	97,0 E
9	Australie	Darwin, NT	12,4 S	130,7 E
10	Australie	Perth, WA	31,9 S	116,0 E
11	Brésil	Rio de Janeiro	22,5 S	43,1 O
12	Brésil	Recife	8,0 S	35,0 O
13	Cameroun	Douala	4,2 N	9,9 E
14	Canada	Vancouver, C.-B.	49,3 N	123,2 O
15	Canada	Resolute, T.N.-O.	74,7 N	94,9 O
16	Canada	Yellowknife, T.N.-O.	62,5 N	114,5 O
17	Canada	St. John's, T.-N.	47,0 N	53,0 O
18	Chili	Punta Arenas	53,1 S	70,6 O
19	Chili	Hanga-Roa, Île de Pâques	27,1 S	108,4 O
20	Chine	Beijing	39,8 N	116,2 E
21	Chine	Lanzhou	35,8 N	103,3 E
22	Chine	Guangzhou	23,0 N	113,3 E
23	Îles Cook	Rarotonga	21,2 S	159,8 O
24	Equateur	Île San Cristobal, Galapagos	1,0 S	89,2 O
25	Ethiopie	Filtu	5,5 N	42,7 E
26	Fidji	Nandi	18,0 S	177,5 E
27	France	Papeete, Tahiti	17,0 S	150,0 O
28	France	Pointe-à-Pitre, Guadeloupe	17,0 N	62,0 O
29	France	Réunion	21,1 S	55,6 E
30	France	Port-aux-Français, Kerguelen	49,0 S	70,0 E
31	France	Cayenne, Guyane française	5,0 N	52,0 O
32	France	Dumont d'Urville, Antarctique	66,0 S	140,0 E
33	Allemagne	Schauinsland/Fribourg	47,9 N	7,9 E

	Etat responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
34	Islande	Reykjavik	64,4 N	21,9 O
35	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
36	Iran (Rép. islamique d')	Téhéran	35,0 N	52,0 E
37	Japon	Okinawa	26,5 N	127,9 E
38	Japon	Takasaki, Gunma	36,3 N	139,0 E
39	Kiribati	Kiritimati	2,0 N	157,0 O
40	Koweït	Koweït City	29,0 N	48,0 E
41	Libye	Misratah	32,5 N	15,0 E
42	Malaisie	Kuala Lumpur	2,6 N	101,5 E
43	Mauritanie	Nouakchott	18,0 N	17,0 O
44	Mexique	Baja California	28,0 N	113,0 O
45	Mongolie	Ulaanbaatar	47,5 N	107,0 E
46	Nouvelle-Zélande	Île Chatham	44,0 S	176,5 O
47	Nouvelle-Zélande	Kaitia	35,1 S	173,3 E
48	Niger	Bilma	18,0 N	13,0 E
49	Norvège	Spitsberg	78,2 N	16,4 E
50	Panama	Panama	8,9 N	79,6 O
51	Papousie-Nouvelle-Guinée	New Hanover	3,0 S	150,0 E
52	Philippines	Quezon City	14,5 N	121,0 E
53	Portugal	Ponta Delgada, São Miguel, Açores	37,4 N	25,4 O
54	Fédération de Russie	Kirov	58,6 N	49,4 E
55	Fédération de Russie	Norilsk	69,0 N	88,0 E
56	Fédération de Russie	Peledouy	59,6 N	112,6 E
57	Fédération de Russie	Bilibino	68,0 N	168,4 E
58	Fédération de Russie	Ooussouriisk	43,7 N	131,9 E
59	Fédération de Russie	Zalessovo	53,9 N	84,8 E
60	Fédération de Russie	Petropavlovsk-Kamtchatsky	53,1 N	158,8 E
61	Fédération de Russie	Doubna	56,7 N	37,3 E
62	Afrique du Sud	Île Marion	46,5 S	37,0 E
63	Suède	Stockholm	59,4 N	18,0 E
64	Tanzanie	Dar es-Salaam	6,0 S	39,0 E
65	Thaïlande	Bangkok	13,8 N	100,5 E
66	Royaume-Uni	BIOT/Arch. de Chagos	7,0 S	72,0 E
67	Royaume-Uni	Sainte-Hélène	16,0 S	6,0 O
68	Royaume-Uni	Tristan da Cunha	37,0 S	12,3 O
69	Royaume-Uni	Halley, Antarctique	76,0 S	28,0 O
70	Etats-Unis d'Amérique	Sacramento, CA	38,7 N	121,4 O
71	Etats-Unis d'Amérique	Sand Point, AK	55,0 N	160,0 O
72	Etats-Unis d'Amérique	Melbourne, FL	28,3 N	80,6 O
73	Etats-Unis d'Amérique	Palmer Station, Antarctique	64,5 S	64,0 O
74	Etats-Unis d'Amérique	Ashland, KS	37,2 N	99,8 O
75	Etats-Unis d'Amérique	Charlottesville, VA	38,0 N	78,0 O
76	Etats-Unis d'Amérique	Salchaket, AK	64,4 N	147,1 O
77	Etats-Unis d'Amérique.	Île de Wake	19,3 N	166,6 E
78	Etats-Unis d'Amérique	Îles de Midway	28,0 N	177,0 O
79	Etats-Unis d'Amérique	Oahu, HI	21,5 N	158,0 O
80	Etats-Unis d'Amérique	Upi, Guam	13,7 N	144,9 E

Tableau 2-B

Liste des laboratoires radionucléides

	Etat responsable du laboratoire	Nom et lieu du laboratoire
1	Argentine	Office national de la réglementation nucléaire, Buenos Aires/
2	Australie	Australian Radiation Laboratory, Melbourne, VIC
3	Autriche	Centre de recherche autrichien, Seibersdorf
4	Brésil	Institut de protection contre les rayonnements et de dosimétrie, Rio de Janeiro
5	Canada	Santé-Canada, Ottawa, Ont.
6	Chine.	Beijing
7	Finlande.	Centre pour la sécurité radiologique et nucléaire, Helsinki
8	France.	Commissariat à l'énergie atomique, Montlhéry
9	Israël	Centre de recherche nucléaire de Soreq, Yavne
10	Italie	Laboratoire de l'Agence nationale pour la protection de l'environnement, Rome
11	Japon	Institut japonais de recherche sur l'énergie nucléaire, Tokai, Ibaraki
12	Nouvelle-Zélande	National Radiation Laboratory, Christchurch
13	Fédération de Russie	Laboratoire central de contrôle des rayonnements Service spécial de vérification du Ministère de la défense, Moscou
14	Afrique du Sud	Atomic Energy Corporation, Pelindaba
15	Royaume-Uni	AWE Blacknest, Chilton
16	Etats-Unis d'Amérique	McClellan Central Laboratories, Sacramento, CA

Tableau 3

Liste des stations hydroacoustiques

	Etat responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
1	Australie	Cape Leeuwin, WA	34,4 S	115,1 E	Hydrophones
2	Canada	Île de la Reine Charlotte, C.-B	53,3 N	132,5 O	Phases T
3	Chili	Îles Juan Fernández	33,7 S	78,8 O	Hydrophones
4	France	Îles Crozet	46,5 S	52,2 E	Hydrophone
5	France.	Guadeloupe	16,3 N	61,1 O	Phases T
6	Mexique	Île de Clarión	18,2 N	114,6 O	Phases T
7	Portugal	Flores	39,3 N	31,3 O	Phases T
8	Royaume-Uni	BIOT/Archipel des Tchagos	7,3 S	72,4 E	Hydrophones
9	Royaume-Uni	Tristan da Cunha	37,2 S	12,5 O	Phases T
10	Etats-Unis d'Amérique	Ascension	8,0 S	14,4 O	Hydrophones
11	Etats-Unis d'Amérique	Île de Wake	19,3 N	166,6 E	Hydrophones

Tableau 4

Liste des stations de détection des infrasons

	Etat responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
1	Argentine	Paso Flores	40,7 S	70,6 O
2	Argentine	Ushuaia	55,0 S	68,0 O
3	Australie	Davis Base, Antarctique	68,4 S	77,6 E
4	Australie	Narrogin, WA	32,9 S	117,2 E
5	Australie	Hobart, TAS	42,1 S	147,2 E
6	Australie	Îles Cocos	12,3 S	97,0 E
7	Australie	Warramunga, NT	19,9 S	134,3 E
8	Bolivie	La Paz	16,3 S	68,1 O
9	Brésil	Brasilia	15,6 S	48,0 O
10	Canada	Lac du Bonnet, Man.	50,2 N	95,9 O
11	Cap-Vert	Îles du Cap-Ver	16,0 N	24,0 O
12	Rép. centrafricaine	Bangui	5,2 N	18,4 E
13	Chili	Île de Pâques	27,0 S	109,2 O
14	Chili	Îles Juan Fernández	33,8 S	80,7 O
15	Chine	Beijing	40,0 N	116,0 E
16	Chine	Kunming	25,0 N	102,8 E
17	Côte d'Ivoire	Dimbokro	6,7 N	4,9 O
18	Danemark	Dundas, Groenland	76,5 N	68,7 O
19	Djibouti	Djibouti	11,3 N	43,5 E
20	Equateur	Îles Galapagos	0,0 N	91,7 O
21	France	Îles Marquises	10,0 S	140,0 O
22	France	Port Laguerre, Nouvelle-Calédonie	22,1 S	166,3 E
23	France	Kerguelen	49,2 S	69,1 E
24	France	Tahiti	17,6 S	149,6 O
25	France	Kourou, Guyane française	5,2 N	52,7 O
26	Allemagne	Freyung	48,9 N	13,7 E
27	Allemagne	Georg von Neumayer, Antarctica	70,6 S	8,4 O
28	A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer
29	Iran (Rép. islamique d')	Téhéran/ <i>Teheran</i>	35,7 N	51,4 E
30	Japon	Tsukuba	36,0 N	140,1 E
31	Kazakstan	Aktyubinsk	50,4 N	58,0 E
32	Kenya	Kilimanbogo	1,3 S	36,8 E
33	Madagascar	Antananarivo	18,8 S	47,5 E
34	Mongolie.	Javhlant	48,0 N	106,8 E
35	Namibie	Tsumeb	19,1 S	17,4 E
36	Nouvelle-Zélande	Îles Chatham	44,0 S	176,5 O
37	Norvège	Karasjok	69,5 N	25,5 E
38	Pakistan	Rahimyar Khan	28,2 N	70,3 E
39	Palaos	Palaos	7,5 N	134,5 E
40	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Rabaul	4,1 S	152,1 E
41	Paraguay	Villa Florida	26,3 S	57,3 O
42	Portugal	Açores	37,8 N	25,5 O
43	Fédération de Russie	Doubna	56,7 N	37,3 E
44	Fédération de Russie	Petropavlovsk-Kamtchatsky	53,1 N	158,8 E
45	Fédération de Russie	Oussouriïsk	43,7 N	131,9 E
46	Fédération de Russie	Zalesovo	53,9 N	84,8 E
47	Afrique du Sud Afrika	Boshof	28,6 S	25,4 E

	Etat responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
48	Tunisie	Thala	35,6 N	8,7 E
49	Royaume-Uni	Tristan da Cunha	37,0 S	12,3 O
50	Royaume-Uni	Ascension	8,0 S	14,3 O
51	Royaume-Uni	Bermudes	32,0 N	64,5 O
52	Royaume-Uni	BIOT/Arch. des Tchagos	5,0 S	72,0 E
53	Etats-Unis	Eielson, AK	64,8 N	146,9 O
54	Etats-Unis	Base de Siple Antarctica	75,5 S	83,6 O
55	Etats-Unis	Windless Bight, Antarctica	77,5 S	161,8 E
56	Etats-Unis	Newport, WA	48,3 N	117,1 O
57	Etats-Unis	Piñon Flat, CA	33,6 N	116,5 O
58	Etats-Unis	Îles de Midway	28,1 N	177,2 O
59	Etats-Unis	Hawaii, HI	19,6 N	155,3 O
60	Etats-Unis	Île de Wake	19,3 N	166,6 E

ANNEXE 2 DU PROTOCOLE

Liste des paramètres de caractérisation pour le filtrage standard des événements au Centre international de données

1. Les critères de filtrage standard des événements au Centre international de données sont basés sur les paramètres standard de caractérisation des événements qui sont établis pendant le traitement combiné des données issues de toutes les technologies participant au Système de surveillance internationale. Aux fins du filtrage standard des événements, le Centre applique des critères valables à l'échelle mondiale, et des critères complémentaires pour tenir compte de variations régionales là où cela est possible.

2. Pour les événements détectés par la composante sismologique du Système de surveillance internationale, les critères suivants, entre autres, peuvent être appliqués :

- Lieu de l'événement;
- Profondeur de l'événement;
- Rapport entre la magnitude des ondes de surface et la magnitude des ondes de volume;
- Contenu fréquentiel des signaux;
- Rapports spectraux des phases;
- Rebonds spectraux;
- Premier mouvement de l'onde P;
- Mécanisme au foyer;
- Etat d'excitation relative des phases sismiques;
- Mesures comparatives avec d'autres événements et groupes d'événements;
- Discriminants régionaux, là où ils sont applicables.

3. Pour les événements détectés par la composante hydroacoustique du Système de surveillance internationale, les critères suivants, entre autres, peuvent être appliqués :

- Contenu fréquentiel des signaux, y compris la fréquence-coin, énergie large bande, fréquence centrale moyenne et largeur de bande;
- Durée du signal en fonction de la fréquence;
- Rapport spectral;
- Indications de signaux de pulsations de bulle et retard des pulsations de bulle.

4. Pour les événements détectés par la composante infrasons du Système de surveillance internationale, les critères suivants, entre autres, peuvent être appliqués :

- Contenu fréquentiel des signaux et dispersion;
- Durée des signaux;
- Amplitude des crêtes.

5. Pour les événements détectés par la composante radionucléides du Système de surveillance internationale, les critères suivants, entre autres, peuvent être appliqués :

- Concentration des radionucléides naturels et artificiels dans le bruit de fond;
- Concentration de produits de fission et d'activation spécifiques en dehors des observations courantes;
- Rapport d'un produit de fission et d'activation spécifique à un autre.

TRAITE D'INTERDICTION COMPLETE DES ESSAIS NUCLEAIRES, ET AU PROTOCOLE ET ANNEXES 1 ET 2,
SIGNES A NEW YORK LE 24 SEPTEMBRE 1996

ETATS LIES

Etats	Signature	Ratification
Albanie	27 septembre 1996	
Afrique du sud	24 septembre 1996	30 mars 1999
Algérie	15 octobre 1996	
Allemagne	24 septembre 1996	20 août 1998
Andorra	24 septembre 1996	
Angola	27 septembre 1996	
Antigua en Barbuda	16 avril 1997	
Argentine	24 septembre 1996	4 décembre 1998
Arménie	1er octobre 1996	
Asutralie	24 septembre 1996	9 juli 1998
Autriche	24 septembre 1996	13 mars 1998
Azerbaïdjan	28 juillet 1997	2 février 1999
Bahrein	24 septembre 1996	
Bangladesh	24 octobre 1996	
Belarus	24 septembre 1996	
Belgique	24 septembre 1996	29 juin 1999
Bénin	27 septembre 1996	
Bolivie	24 septembre 1996	
Bosnie-Herzégovine	24 septembre 1996	
Brasil	24 septembre 1996	24 juillet 1998
Brunei Darussalam	22 janvier 1997	
Bulgarie	24 septembre 1996	
Burkina Faso	27 septembre 1996	
Burundi	24 septembre 1996	
Cambodge	26 septembre 1996	
Canada	24 septembre 1996	
Chili	24 septembre 1996	
China	24 septembre 1996	
Chypre	24 septembre 1996	
Colombie	24 septembre 1996	
Comoren	12 décembre 1996	
Congo	11 février 1997	
Congo (Rép. Dém.)	4 octobre 1996	
Corée (Rép.)	24 septembre 1996	
Costa Rica	24 septembre 1996	
Côte d'Ivoire	25 septembre 1996	
Croatie	24 septembre 1996	
Danemark	24 septembre 1996	21 décembre 1998
Djibouti	21 octobre 1996	
Egypte	14 octobre 1996	
El Salvador	24 septembre 1996	11 septembre 1998
Emirats Arabes Unis	25 septembre 1996	
Equateur	24 septembre 1996	
Espagne	24 septembre 1996	31 juillet 1998
Estonie	20 novembre 1996	
Etats-Unis d'Amérique	24 septembre 1996	

Etats	Signature	Ratification
Ethiopie	25 septembre 1996	
Fidji	24 septembre 1996	10 octobre 1996
Finlande	24 septembre 1996	15 janvier 1999
France	24 septembre 1996	6 avril 1998
Gabon	7 octobre 1996	
Georgie	24 septembre 1996	
Ghana	3 octobre 1996	
Grèce	24 septembre 1996	21 avril 1999
Grenade	10 octobre 1996	19 août 1998
Guinée	3 octobre 1996	
Guinée équatoriale	9 octobre 1996	
Guinée-Bissau	11 avril 1997	
Haiti	24 septembre 1996	
Honduras	25 septembre 1996	
Hongrie	25 septembre 1996	
Iles Cook	5 décembre 1997	
Iles Marshall	24 septembre 1996	
Iles salomon	3 octobre 1996	
Indonesie	24 septembre 1996	
Iran (Rép. Islam.)	24 septembre 1996	
Irlande	24 septembre 1996	
Islande	24 septembre 1996	
Israël	25 septembre 1996	
Italie	24 septembre 1996	1er février 1999
Jamaïque	11 novembre 1996	
Japon	24 septembre 1996	8 juillet 1997
Jordanie	26 septembre 1996	25 août 1998
Kaapverdië	1er octobre 1996	
Kazakhstan	30 septembre 1996	
Kenya	14 novembre 1996	
Kirghistan	8 octobre 1996	
Koweït	24 septembre 1996	
Laos (Rép. dém. populaire)	30 juillet 1997	
Leberia	1er octobre 1996	
Lesotho	30 septembre 1996	
Lettonie	24 septembre 1996	
Liechtenstein	27 septembre 1996	
Lituanie	7 octobre 1996	
Luxembourg	24 septembre 1996	26 mai 1999
Macédoine (ex-Rép. Yougoslave)	29 octobre 1998	
Madagascar	9 octobre 1996	
Malaisie	23 juillet 1998	
Malawi	9 octobre 1996	
Maldives	1er octobre 1997	
Mali	18 février 1997	
Malte	24 septembre 1996	
Maroc	24 septembre 1996	
Mauritanie	24 septembre 1996	

Etats	Signature	Ratification
Mexique	24 septembre 1996	
Micronesie (Etats féd.)	24 septembre 1996	25 juillet 1997
Moldova	24 septembre 1997	
Monaco	1er octobre 1996	18 décembre 1998
Mongolie	1er octobre 1996	8 août 1997
Mozambique	26 septembre 1996	
Myanmar	25 novembre 1996	
Namibie	24 septembre 1996	
Népal	8 octobre 1996	
Nicaragua	24 septembre 1996	
Niger	3 octobre 1996	
Norvège	24 septembre 1996	
Nouvelle-Zélande	27 septembre 1996	19 mars 1999
Ouganda	7 novembre 1996	
Ouzbékistan	3 octobre 1996	29 mai 1997
Panama	24 septembre 1996	23 mars 1999
Papouasie Nouvelle-Guinée	25 septembre 1996	
Paraguay	25 septembre 1996	
Pays-Bas	24 septembre 1996	23 mars 1999
Pérou	25 septembre 1996	12 novembre 1997
Philippines	24 septembre 1996	
Pologne	24 septembre 1996	25 mai 1999
Portugal	24 septembre 1996	
Qatar	24 septembre 1996	3 mars 1997
République Dominicaine	3 octobre 1996	
République Tchèque	12 novembre 1996	11 septembre 1997
Roumanie	24 septembre 1996	
Royaume-Unie du Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	24 septembre 1996	6 avril 1998
Russie (Féd.)	24 septembre 1996	
Saint-Lucie	4 octobre 1996	
Saint-Marin	7 octobre 1996	
Saint-Siège	24 septembre 1996	
Samoa	9 octobre 1996	
Sao-Tomé & Príncipe	26 septembre 1996	
Sénégal	26 septembre 1996	9 juin 1999
Seychelles	24 septembre 1996	
Singapour	14 janvier 1999	
Slovaquie	30 septembre 1996	3 mars 1998
Slovénie	24 septembre 1996	
Sri Lanka	24 octobre 1996	
Suède	24 septembre 1996	2 décembre 1998
Suisse	24 septembre 1996	
Suriname	14 janvier 1997	
Swaziland	24 septembre 1996	
Tadjikistan	7 octobre 1996	10 juin 1998

Etats	Signature	Ratification
Thaïlande	12 novembre 1996	20 février 1998
Togo	2 octobre 1996	
Tsjaad	8 octobre 1996	
Turkménistan	24 septembre 1996	
Tunisie	16 octobre 1996	
Turquie	24 septembre 1996	
Ukraine	27 septembre 1996	
Uruguay	24 septembre 1996	
Vanuatu	24 septembre 1996	
Venezuela	3 octobre 1996	
Vietnam	24 septembre 1996	
Yémen	30 septembre 1996	
Zambie	3 décembre 1996	

—

VERTALING

VERDRAG INZAKE EEN ALOMVATTEND VERBOD OP KERNPROEVEN

Preambule

De Staten die Partij zijn bij dit Verdrag (hierna te noemen « de Staten die Partij zijn »)

Verwelkomend de verdragen en andere positieve maatregelen die de voorgaande jaren zijn getroffen op het gebied van nucleaire ontwapening, met inbegrip van reductie van kernwapenarsenalen, alsmede op het gebied van het voorkomen van nucleaire proliferatie in al haar aspecten,

Onderstrepend het belang van de volledige en spoedige uitvoering van genoemde verdragen en maatregelen,

Ervan overtuigd dat de huidige internationale situatie de gelegenheid biedt verdere effectieve maatregelen te treffen voor nucleaire ontwapening en ter bestrijding van de proliferatie van kernwapens in al haar aspecten, en verklarende hun intentie om dergelijke maatregelen te treffen,

Onderstrepend derhalve de noodzaak om systematische en progressieve inspanningen om wereldwijd het aantal kernwapens terug te dringen voort te zetten, met het uiteindelijke oogmerk deze wapens uit te bannen, en te komen tot een algemene en volledige ontwapening onder strikt en doeltreffend internationaal toezicht,

Erkennend dat het staken van alle proefexplosies van kernwapens en alle andere kernexplosies, door middel van beperking van de ontwikkeling en kwalitatieve verbetering van kernwapens en beëindiging van de ontwikkeling van geavanceerde nieuwe typen kernwapens, een effectieve maatregel vormt voor nucleaire ontwapening en non-proliferatie in al haar aspecten,

Voorts erkennend dat de beëindiging van al deze nucleaire explosies een betekenisvolle stap vormt op weg naar de verwezenlijking van een systematisch proces voor het bereiken van nucleaire ontwapening,

Ervan overtuigd dat de meest effectieve wijze om kernproeven te beëindigen het sluiten van een universeel verdrag inzake een alomvattend verbod op kernproeven is, dat internationaal en effectief verifieerbaar is, hetgeen reeds lange tijd een van de belangrijkste streefdoelen van de internationale gemeenschap is geweest op het gebied van ontwapening en non-proliferatie,

Gelet op het streven uitgedrukt door de Partijen bij het Verdrag van 1963 tot het verbieden van proefnemingen met kernwapens in de dampkring, in de kosmische ruimte en onder water, te geraken tot het voor altijd stopzetten van alle proefexplosies van kernwapens,

Tevens gelet op de geuite meningen dat dit Verdrag een bijdrage kan leveren aan de bescherming van het milieu,

Bevestigend het oogmerk alle Staten op te roepen toe te treden tot dit Verdrag en de daarin vervatte doelstelling om op effectieve wijze bij te dragen aan de voorkoming van de proliferatie van kernwapens in al haar aspecten, aan het proces van nucleaire ontwapening en daarmee aan de versterking van de internationale vrede en veiligheid,

Zijn het volgende *overeengekomen* :

ARTIKEL I

Basisverplichtingen

1. Elke Staat die Partij is neemt de verplichting op zich, geen enkele proefexplosie van een kernwapen of enige andere kernexplosie uit te voeren, en dergelijke kernexplosies te verbieden en te voorkomen op iedere plaats die onder zijn rechtsmacht valt of waarover hij feitelijk gezag uitoefent.

2. Elke Staat die Partij is neemt bovendien de verplichting op zich, af te zien van het veroorzaken of bevorderen van, of het op enigerlei wijze deelnemen aan, het uitvoeren van proefexplosies van kernwapens of iedere andere kernexplosie.

ARTIKEL II

De Organisatie

A. Algemene bepalingen

1. De Staten die Partij zijn richten hierbij op de Verdragsorganisatie voor een alomvattend verbod op kernproeven (hierna te noemen : «de Organisatie»), die tot taak heeft voorwerp en doel van dit Verdrag te verwezenlijken, de toepassing van de hierin vervatte bepalingen te garanderen, met inbegrip van die welke betrekking hebben op de internationale verificatie op de naleving ervan, en een forum te bieden voor overleg en samenwerking tussen de Staten die Partij zijn.

2. Alle Staten die Partij zijn, zijn lid van de Organisatie. Een Staat die Partij is mag het lidmaatschap van de Organisatie niet worden ontnomen.

3. De Organisatie heeft haar zetel te Wenen, Republiek Oostenrijk.

4. Hierbij worden ingesteld als organen van de Organisatie : de Conferentie van Staten die Partij zijn, de Uitvoerende Raad en het Technisch Secretariaat, waaronder het Internationaal Datacentrum valt.

5. Elke Staat die Partij is werkt samen met de Organisatie bij de uitoefening van haar taken overeenkomstig dit Verdrag. Staten die Partij zijn plegen rechtstreeks onderling overleg, of via de Organisatie of andere geschikte internationale procedures, met inbegrip van procedures binnen het kader van de Verenigde Naties en overeenkomstig het VN-Handvest, ten aanzien van alle aangelegenheden die ter tafel worden gebracht met betrekking tot het voorwerp en doel, of de toepassing van de bepalingen, van dit Verdrag.

6. De Organisatie verricht haar verificatie-activiteiten die in dit Verdrag zijn geregeld op de minst indringende wijze mogelijk die verenigbaar is met de tijdige en efficiënte verwezenlijking van de doelstellingen daarvan. De Organisatie verzoekt alleen om de informatie en gegevens die nodig zijn om zich te kunnen kwijten van de verantwoordelijkheden uit hoofde van dit Verdrag. De Organisatie neemt alle nodige voorzorgsmaatregelen ter bescherming van de vertrouwelijkheid van de informatie inzake civiele en militaire activiteiten en inrichtingen die haar bij de toepassing van dit Verdrag ter kennis komen en houdt zich, met name, aan de in dit Verdrag vermelde bepalingen inzake de vertrouwelijkheid.

7. Elke Staat die Partij is behandelt de informatie en gegevens die hij met betrekking tot de toepassing van dit Verdrag in vertrouwen van de Organisatie ontvangt, vertrouwelijk en kent deze een bijzondere behandeling toe. Elke Staat die Partij is behandelt deze informatie en gegevens uitsluitend met betrekking tot zijn rechten en plichten uit hoofde van dit Verdrag.

8. De Organisatie, in haar hoedanigheid van onafhankelijk lichaam, tracht, waar gepast, bestaande expertise en faciliteiten aan te wenden en de kosteneffectiviteit te maximaliseren, door samenwerkingsregelingen met andere internationale organisaties zoals de Internationale Organisatie voor Atoomenergie. Dergelijke regelingen, met uitzondering van die van ondergeschikte en normale commerciële en contractuele aard, worden vastgelegd in overeenkomsten die ter goedkeuring worden voorgelegd aan de Conferentie van de Staten die Partij zijn.

9. De kosten van de werkzaamheden van de Organisatie worden jaarlijks door de Staten die Partij zijn betaald overeenkomstig de verdeelsleutel van de Verenigde Naties, aangepast om rekening te houden met het verschil in het aantal leden tussen de Verenigde Naties en de Organisatie.

10. De financiële bijdragen van Staten die Partij zijn aan de Voorbereidende Commissie worden op gepaste wijze in mindering gebracht op hun bijdragen aan de gewone begroting.

11. Een lid van de Organisatie dat een achterstand heeft in de betaling van zijn vastgestelde bijdrage aan de Organisatie, heeft geen stem in de Organisatie indien het achterstallige bedrag gelijk is aan of groter is dan het bedrag van de bijdrage die het lid verschuldigd is over de voorgaande twee volle jaren. De Conferentie van de Staten die Partij zijn kan een dergelijk lid evenwel toestaan zijn stem uit te brengen indien zij ervan overtuigd is dat het niet betalen te wijten is aan omstandigheden waarop het desbetreffende lid geen invloed heeft.

B. De Conferentie van de Staten die Partij zijn

Samenstelling, procedures en besluitvorming

12. De Conferentie van de Staten die Partij zijn (hierna te noemen : « de Conferentie ») bestaat uit alle Staten die Partij zijn. Elke Staat die Partij is heeft één vertegenwoordiger in de Conferentie, die kan worden vergezeld van plaatsvervangers en adviseurs.

13. De Eerste Vergadering van de Conferentie wordt uiterlijk 30 dagen na de inwerkingtreding van dit Verdrag door de depositaris bijeengeroepen.

14. De Conferentie komt bijeen in gewone, jaarlijks te houden vergaderingen, tenzij de Conferentie anders besluit.

15. Een buitengewone vergadering van de Conferentie wordt bijeengeroepen :

a) Wanneer de Conferentie daartoe besluit;

b) Wanneer de Uitvoerende Raad daarom verzoekt; of

c) Wanneer daarom wordt verzocht door een Staat die Partij is en deze wordt gesteund door een meerderheid van de Staten die Partij zijn.

De buitengewone vergadering wordt bijeengeroepen uiterlijk 30 dagen na het besluit van de Conferentie, het verzoek van de Uitvoerende Raad, of de verkrijging van de nodige steun, tenzij in het besluit of het verzoek anders is aangegeven.

16. De Conferentie kan eveneens bijeen worden geroepen als Wijzigingsconferentie, overeenkomstig artikel VII.

17. De Conferentie kan eveneens bijeen worden geroepen als Toetsingsconferentie, overeenkomstig artikel VIII.

18. De vergaderingen worden gehouden ter plaatse van de zetel van de Organisatie, tenzij de Conferentie anders beslist.

19. De Conferentie stelt haar eigen procedureregels vast. Bij aanvang van elke vergadering kiest de Conferentie haar voorzitter en de eventueel noodzakelijke andere functionarissen. Deze bekleden hun ambt totdat tijdens de volgende vergadering een nieuwe voorzitter en andere functionarissen worden gekozen.

20. Een meerderheid van de Staten die Partij zijn vormt het quorum.

21. Elke Staat die Partij is heeft één stem.

22. De Conferentie neemt besluiten over aangelegenheden van procedurele aard bij meerderheid van de aanwezige leden die hun stem uitbrengen. Besluiten over aangelegenheden van inhoudelijke aard dienen zo veel mogelijk bij consensus te worden genomen. Indien geen consensus kan worden bereikt wanneer over een aangelegenheid moet worden beslist, stelt de Voorzitter elke stemming 24 uur uit en doet hij tijdens deze periode van uitstel alles wat in zijn vermogen ligt om het bereiken van consensus te vergemakkelijken, en brengt hij vóór het einde van genoemde periode aan de Conferentie verslag uit. Indien aan het einde van deze 24 uur geen consensus mogelijk is, neemt de Conferentie het besluit met een meerderheid van tweederde van de aanwezige leden die hun stem uitbrengen, tenzij in dit Verdrag anders is bepaald. Wanneer de vraag rijst of een aangelegenheid al dan niet van inhoudelijke aard is, wordt die zaak behandeld als een aangelegenheid van inhoudelijke aard, tenzij anders wordt beslist met de meerderheid vereist voor besluiten inzake aangelegenheden van inhoudelijke aard.

23. Bij de uitvoering van haar taken uit hoofde van het zesentwintigste lid, letter k, neemt de Conferentie het besluit om een Staat aan de lijst van Staten opgenomen in Bijlage 1 bij dit Verdrag toe te voegen, in overeenstemming met de in het tweeëntwintigste lid genoemde procedure voor besluiten over inhoudelijke zaken. Onverminderd het bepaalde in het tweeëntwintigste lid, neemt de Conferentie besluiten ten aanzien van andere aanpassingen van Bijlage 1 bij dit Verdrag bij consensus.

Bevoegdheden en taken

24. De Conferentie is het belangrijkste orgaan van de Organisatie. De Conferentie bestudeert alle kwesties, aangelegenheden of onderwerpen binnen de werkingssfeer van dit Verdrag, met inbegrip van die welke betrekking hebben op de bevoegdheden en taken van de Uitvoerende Raad en het Technisch Secretariaat, in overeenstemming met dit Verdrag. De Conferentie kan aanbevelingen doen en besluiten nemen ten aanzien van alle kwesties, aangelegenheden of onderwerpen binnen de werkingssfeer van dit Verdrag die naar voren worden gebracht door een Staat die Partij is of onder haar aandacht worden gebracht door de Uitvoerende Raad.

25. De Conferentie ziet toe op de toepassing en inventariseert de naleving van dit Verdrag en bevordert de verwezenlijking van het voorwerp en het doel ervan. De Conferentie houdt eveneens toezicht op de werkzaamheden van de Uitvoerende Raad en het Technisch Secretariaat en kan richtlijnen uitvaardigen naar elk van hen voor de uitvoering van hun taken.

26. De Conferentie :

a) Draagt zorg voor de bestudering en aanneming van het verslag van de Organisatie betreffende de uitvoering van dit Verdrag en van het jaarlijkse programma en de begroting van de Organisatie, ingediend door de Uitvoerende Raad, alsmede voor de bestudering van andere verslagen;

b) Besluit over de verdeelsleutel van de financiële bijdragen die de Staten die Partij zijn overeenkomstig het negende lid moeten betalen;

c) Kiest de leden van de Uitvoerende Raad;

d) Benoemt de directeur-generaal van het Technisch Secretariaat (hierna te noemen « de directeur-generaal »);

e) Draagt zorg voor de bestudering en goedkeuring van de procedureregels van de Uitvoerende Raad dat door deze Raad aan de Conferentie wordt voorgelegd;

f) Draagt zorg voor de bestudering en beoordeling van de wetenschappelijke en technologische ontwikkelingen die de werking van dit Verdrag zouden kunnen beïnvloeden. In dit verband kan de Conferentie de Directeur-Generaal opdracht geven een Wetenschappelijke Adviesraad in te stellen om hem of haar, bij de uitoefening van zijn of haar taken, in staat te stellen gespecialiseerde adviezen uit te brengen op voor dit Verdrag relevante wetenschappelijke en technologische gebieden aan de Conferentie, de Uitvoerende Raad of aan de Staten die Partij zijn. Indien zulks geschiedt, wordt de Wetenschappelijke Adviesraad samengesteld uit onafhankelijke deskundigen die hun functie op persoonlijke titel vervullen en, overeenkomstig de door de Conferentie aangenomen regels, worden benoemd op basis van hun expertise en ervaring op specifieke wetenschappelijke gebieden die relevant zijn voor de toepassing van dit Verdrag;

g) Treft de nodige maatregelen om toe te zien op de naleving van dit Verdrag en om situaties die in strijd zijn met de bepalingen van dit Verdrag recht te zetten en te verhelpen overeenkomstig artikel V;

h) Draagt tijdens de Eerste Vergadering van de Conferentie zorg voor de bestudering en goedkeuring van ontwerp-overeenkomsten, regelingen, bepalingen, procedures, handleidingen, richtlijnen en andere door de Voorbereidende Commissie opgestelde en aanbevolen documenten;

i) Draagt zorg voor de bestudering en goedkeuring van overeenkomsten of regelingen die door het Technisch Secretariaat met de Staten die Partij zijn, andere staten en internationale organisaties zijn uitonderhandeld en die namens de Organisatie in overeenstemming met het achtentwintigste lid, letter h, door de Uitvoerende Raad moeten worden gesloten c.q. getroffen;

j) Draagt zorg voor de oprichting van de subsidiaire organen die zij nodig acht voor de uitoefening van haar taken overeenkomstig dit Verdrag; en

k) Werkt, waar nodig, Bijlage I bij dit Verdrag bij, overeenkomstig het drieëntwintigste lid.

C. De Uitvoerende Raad

Samenstelling, procedures en besluitvorming

27. De Uitvoerende Raad bestaat uit 51 leden. Elke Staat die Partij is heeft het recht, overeenkomstig de bepalingen van dit artikel, zitting te hebben in de Uitvoerende Raad.

28. Rekening houdend met de behoefte aan een billijke geografische verdeling, omvat de Uitvoerende Raad :

a) Tien Staten die Partij zijn uit Afrika;

b) Zeven Staten die Partij zijn uit Oost-Europa;

c) Negen Staten die Partij zijn uit Latijns-Amerika en het Caribisch Gebied;

d) Zeven Staten die Partij zijn uit het Midden-Oosten en Zuid-Azië;

e) Tien Staten die Partij zijn uit Noord-Amerika en West-Europa; en

f) Acht Staten die Partij zijn uit Zuid-Oost-Azië, uit de regio Stille Oceaan en het Verre Oosten.

Alle Staten in elk van de bovengenoemde geografische regio's zijn opgenomen in Bijlage 1 bij dit Verdrag. Bijlage 1 bij dit Verdrag wordt, zo nodig, bijgewerkt door de Conferentie overeenkomstig het drieëntwintigste en zesentwintigste lid, letter k. De Bijlage kan niet worden aangepast of gewijzigd uit hoofde van de procedures genoemd in artikel VII.

29. De Leden van de Uitvoerende Raad worden gekozen door de Conferentie. In dit verband wijst elke geografische regio op de volgende wijze Staten die Partij zijn aan uit de desbetreffende regio, ter verkiezing als Leden van de Uitvoerende Raad :

a) Ten minste een derde van de aan elke geografische regio toegewezen zetels worden bezet, rekening houdend met politieke en veiligheidsbelangen, door Staten die Partij zijn in die regio aangewezen op basis van de nucleaire capaciteiten die voor het Verdrag van belang zijn, zoals wordt vastgesteld op grond van internationale gegevens alsmede de volgende criteria, in de volgorde van belangrijkheid die door elke regio wordt bepaald :

(i) Aantal controle-inrichtingen van het Internationaal Toezicht-systeem;

(ii) Expertise en ervaring in controletechniek; en

(iii) Bijdrage aan de jaarlijkse begroting van de Organisatie;

b) Eén van de aan elke geografische regio toegewezen zetels wordt bij toerbeurt bezet door de eerste Staat die Partij is in Engelse alfabetische volgorde van de Staten die Partij zijn in de desbetreffende regio die gedurende de langste tijdspanne geen leden zijn geweest van de Uitvoerende Raad sinds zij Staten die Partij zijn, zijn geworden of sinds hun laatste zittingstermijn, naar gelang van welke termijn korter is. Een Staat die Partij is die op deze basis is aangewezen kan besluiten afstand te doen van zijn zetel. Indien zulks het geval is, legt de desbetreffende Staat die Partij is de Directeur-Generaal een akte van afstand voor, en wordt de zetel bezet door de eerstvolgende Staat die Partij is in de in deze letter genoemde volgorde; en

c) De resterende zetels die aan elke geografische regio worden toegekend, worden bezet door Staten die Partij zijn die door middel van toerbeurt of verkiezingen in de desbetreffende regio worden aangewezen onder alle Staten die Partij zijn.

30. Elk lid van de Uitvoerende Raad heeft één vertegenwoordiger in de Uitvoerende Raad, die kan worden vergezeld van plaatsvervangers en adviseurs.

31. Elk lid van de Uitvoerende Raad blijft in functie vanaf het einde van de vergadering van de Conferentie gedurende welke het genoemde lid is gekozen tot aan het einde van de tweede gewone jaarlijkse vergadering van de Conferentie daarop volgend, behalve dat bij de eerste verkiezing van de Uitvoerende Raad, 26 leden worden gekozen die in functie blijven tot het einde van de derde gewone vergadering van de Conferentie, waarbij naar behoren rekening wordt gehouden met de vastgestelde getalsverhoudingen zoals omschreven in het achtentwintigste lid.

32. De Uitvoerende Raad stelt zijn procedureregels vast en legt deze ter goedkeuring voor aan de Conferentie.

33. De Uitvoerende Raad kiest zijn Voorzitter uit zijn leden.

34. De Uitvoerende Raad komt in gewone vergaderingen bijeen. Tussen de gewone vergaderingen in komt de Raad zo vaak bijeen als nodig is voor de uitoefening van zijn bevoegdheden en taken.

35. Elk lid van de Uitvoerende Raad heeft één stem.

36. Inzake aangelegenheden van procedurele aard neemt de Uitvoerende Raad besluiten bij meerderheid van al zijn leden. Inzake aangelegenheden van inhoudelijke aard neemt de Raad besluiten met een meerderheid van twee derde van al zijn leden, tenzij in dit Verdrag anders is bepaald. Wanneer de vraag rijst of een aangelegenheid al dan niet van inhoudelijke aard is, wordt die zaak behandeld als een aangelegenheid van inhoudelijke aard, tenzij anders wordt beslist met de meerderheid vereist voor besluiten inzake aangelegenheden van inhoudelijke aard.

Bevoegdheden en taken

37. De Uitvoerende Raad is het uitvoerend orgaan van de Organisatie. De Raad is verantwoording verschuldigd aan de Conferentie. De Raad oefent de bevoegdheden en taken uit die hem uit hoofde van dit Verdrag zijn opgedragen. Hierbij handelt de Raad in overeenstemming met de aanbevelingen, besluiten en richtlijnen van de Conferentie en ziet hij erop toe dat de goede en voortdurende toepassing daarvan plaatsvindt.

38. De uitvoerende Raad

a) Bevordert de effectieve toepassing en naleving van dit Verdrag;

b) Houdt toezicht op de werkzaamheden van het Technisch Secretariaat;

c) Doet de nodige aanbevelingen aan de Conferentie ter bestudering van verdere voorstellen ter bevordering van het voorwerp en doel van dit Verdrag;

d) Werkt samen met de Nationale Autoriteit van elke Staat die Partij is;

e) Bestudeert en legt aan de Conferentie voor het ontwerp van het jaarlijkse programma en de begroting van de Organisatie, het ontwerp-rapport van de Organisatie inzake de uitvoering van dit Verdrag, het rapport inzake de resultaten van zijn eigen activiteiten alsmede van alle overige rapporten die de Uitvoerende Raad nodig acht of waartoe de Conferentie verzoekt;

f) Treft regelingen voor de vergaderingen van de Conferentie, met inbegrip van de opstelling van de ontwerp-agenda;

g) Bestudeert voorstellen tot wijziging betreffende administratieve of technische aangelegenheden, van het Protocol of van de Bijlagen daarbij, overeenkomstig artikel VII, en doet aanbevelingen voor de Staten die Partij zijn met betrekking tot de aanneming hiervan;

h) Sluit overeenkomsten of treft regelingen, na voorafgaande goedkeuring door de Conferentie, met de Staten die Partij zijn, andere staten en internationale organisaties namens de Organisatie, en houdt toezicht op de toepassing daarvan, met uitzondering van overeenkomsten of regelingen genoemd in letter i;

i) Draagt zorg voor de goedkeuring van en het toezicht op de werking van overeenkomsten of regelingen met de Staten die Partij zijn en andere staten met betrekking tot de uitvoering van verificatie-activiteiten; en

j) Draagt zorg voor de goedkeuring van nieuwe handleidingen en wijzigingen van bestaande handleidingen die eventueel worden voorgesteld door het Technisch Secretariaat.

39. De Uitvoerende Raad kan om een buitengewone vergadering van de Conferentie verzoeken.

40. De Uitvoerende Raad :

a) Vergemakkelijkt de samenwerking tussen de Staten die Partij zijn onderling en tussen de Staten die Partij zijn en het Technisch Secretariaat, met betrekking tot de toepassing van dit Verdrag, door middel van uitwisselingen van informatie;

b) Bevordert overleg en opheldering tussen de Staten die Partij zijn onderling overeenkomstig artikel IV; en

c) Ontvangt, bestudeert en onderneemt actie op verzoeken inzake en rapporten over inspecties ter plaatse, overeenkomstig artikel IV.

41. De Uitvoerende Raad bestudeert elke uiting van bezorgdheid van een Staat die Partij is omtrent een mogelijke niet-naleving van dit Verdrag en misbruik van de door dit Verdrag in het leven geroepen rechten. Hierbij pleegt de Uitvoerende Raad overleg met de betrokken Staten die Partij zijn en, waar nodig, verzoekt hij een Staat die Partij is maatregelen te treffen om de situatie binnen een aangegeven tijd te herstellen. Voor zover de Uitvoerende Raad verdere maatregelen nodig acht, neemt hij, onder andere, een of meer van de volgende maatregelen :

a) hij brengt het onderwerp of de aangelegenheid ter kennis van alle Staten die Partij zijn;

b) hij brengt het onderwerp of de aangelegenheid onder de aandacht van de Conferentie;

c) hij doet de Conferentie aanbevelingen of, onderneemt waar nodig, actie, betreffende maatregelen om de situatie te herstellen en naleving te waarborgen in overeenstemming met artikel V.

D. Het Technisch Secretariaat

42. Het Technisch Secretariaat staat de Staten die Partij zijn bij in de toepassing van dit Verdrag. Het Technisch Secretariaat staat de Conferentie en de Uitvoerende Raad bij in de uitoefening van hun taken. Het Technisch Secretariaat draagt zorg voor de hem ingevolge dit Verdrag opgedragen verificaties en andere taken, alsook de taken die door de Conferentie of de Uitvoerende Raad in overeenstemming met dit Verdrag aan hem zijn overgedragen. Het Technisch Secretariaat omvat, als een integrerend deel, het Internationaal Datacentrum.

43. De taken van het Technisch Secretariaat met betrekking tot de controle op de naleving van dit Verdrag, omvatten, ingevolge artikel IV en het Protocol, onder andere :

a) Het verantwoordelijk zijn voor het toezicht op en de coördinatie van de werking van het Internationaal Toezichtstelsel;

b) Het exploiteren van het Internationaal Datacentrum;

c) Het routinematig ontvangen, verwerken, analyseren en rapporteren van gegevens van het Internationaal Toezichtstelsel;

d) Het bieden van technische bijstand aan, en ondersteuning van, de installatie en exploitatie van controlestations;

e) Het bijstaan van de Uitvoerende Raad bij het vergemakkelijken van overleg en opheldering tussen Staten die Partij zijn onderling;

f) Het ontvangen van verzoeken voor inspecties ter plaatse en deze verwerken, het vergemakkelijken van de bestudering van deze verzoeken door de Uitvoerende Raad, het treffen van voorbereidingen voor en het leveren van technische ondersteuning tijdens de uitvoering van inspecties ter plaatse, en het uitbrengen van verslagen aan de Uitvoerende Raad;

g) Het voeren van onderhandelingen over overeenkomsten of regelingen met de Staten die Partij zijn, overige staten en internationale organisaties en het sluiten c.q. treffen, na voorafgaande goedkeuring door de Uitvoerende Raad, van dergelijke overeenkomsten of regelingen die betrekking hebben op verificatie-activiteiten met de Staten die Partij zijn of andere staten; en

h) Het bijstaan van de Staten die Partij zijn, via hun nationale autoriteiten, bij andere verificatiekwesities uit hoofde van dit Verdrag.

44. Behoudens goedkeuring door de Uitvoerende Raad, ontwikkelt en onderhoudt het Technisch Secretariaat exploitatiehandleidingen om richting te geven aan de uitvoering van de diverse onderdelen van het verificatiestelsel, in overeenstemming met artikel IV en met het Protocol. Deze handleidingen vormen geen integrerend deel van dit Verdrag of het Protocol en kunnen, behoudens goedkeuring door de Uitvoerende Raad, door het Technisch Secretariaat worden gewijzigd. Het Technisch Secretariaat stelt onverwijld de Staten die Partij zijn in kennis van veranderingen in de exploitatiehandleidingen.

45. De taken van het Technisch Secretariaat betreffende administratieve aangelegenheden omvatten :

a) Het opstellen en aan de Uitvoerende Raad voorleggen van het ontwerp-programma en de ontwerp-begroting van de Organisatie;

b) Het opstellen en aan de Uitvoerende Raad voorleggen van het ontwerp-rapport van de Organisatie betreffende de uitvoering van dit Verdrag en de andere rapporten waar de Conferentie of de Uitvoerende Raad om verzoekt;

c) Het bieden van administratieve en technische ondersteuning aan de Conferentie, de Uitvoerende Raad en aan andere subsidiaire organen;

d) Het verzenden en ontvangen van mededelingen namens de Organisatie betreffende de toepassing van dit Verdrag; en

e) Het uitvoeren van de administratieve taken betreffende overeenkomsten tussen de Organisatie en andere internationale organisaties.

46. Alle verzoeken en kennisgevingen door Staten die Partij zijn aan de Organisatie worden via hun nationale autoriteiten doorgezonden naar de Directeur-Generaal. Verzoeken en kennisgevingen worden gesteld in één van de officiële talen van dit Verdrag. In het antwoord gebruikt de Directeur-Generaal de taal waarin het verzoek of de kennisgeving is gesteld.

47. Ten aanzien van de taken van het Technisch Secretariaat inzake het opstellen en voorleggen aan de Uitvoerende Raad van het ontwerp-programma en de ontwerp-begroting van de Organisatie, stelt het Technisch Secretariaat een duidelijke boekhouding vast en houdt deze bij, voor alle kosten betreffende elke inrichting die als onderdeel van het Internationaal Toezichtstelsel wordt gecreëerd. Aan alle andere werkzaamheden van de Organisatie wordt een gelijksoortige behandeling toegekend als die welke geldt ten aanzien van het ontwerp-programma en de ontwerp-begroting.

48. Het Technisch Secretariaat stelt de Uitvoerende Raad onverwijld in kennis van eventuele problemen die zich voordoen bij de vervulling van zijn taken en die hem ter kennis zijn gekomen tijdens de uitvoering van zijn activiteiten, en die het niet heeft kunnen oplossen door middel van overleg met de desbetreffende Staat die Partij is.

49. Het Technisch Secretariaat bestaat uit een Directeur-Generaal, die het hoofd en de hoogste bestuursfunctionaris is, en het vereiste wetenschappelijke, technische en overige personeel. De Directeur-Generaal wordt op aanbeveling van de Uitvoerende Raad door de Conferentie benoemd voor een termijn van vier jaar; deze termijn kan slechts eenmaal worden verlengd. De eerste Directeur-Generaal wordt op aanbeveling van de Voorbereidende Commissie benoemd door de Conferentie tijdens de Eerste Vergadering.

50. De Directeur-Generaal is verantwoording verschuldigd tegenover de Conferentie en de Uitvoerende Raad voor de aanstelling van het personeel en voor de organisatie en het functioneren van het Technisch Secretariaat. De belangrijkste overweging bij de werving van personeel en bij de vaststelling van de arbeidsvoorwaarden is de noodzaak te waarborgen dat aan de hoogste normen voor professionele expertise, ervaring, efficiëntie, bekwaamheid en integriteit wordt voldaan. Alleen onderdanen van Staten die Partij zijn kunnen een functie bekleden als Directeur-Generaal, inspecteur of lid van het technische/wetenschappelijke en administratieve personeel. Er dient naar behoren aandacht te worden besteed aan het belang van een zo ruim mogelijke geografische spreiding bij de werving van personeel. Het leidende beginsel bij de werving van personeel is het principe dat het personeelsbestand dient te worden beperkt tot het minimum dat noodzakelijk is voor de goede uitvoering van de taken van het Technisch Secretariaat.

51. De Directeur-Generaal kan, waar nodig, na overleg met de Uitvoerende Raad, tijdelijke werkgroepen instellen bestaande uit wetenschappelijke deskundigen die aanbevelingen over specifieke kwesties kunnen uitbrengen.

52. Bij de uitoefening van hun taken vragen noch ontvangen de Directeur-Generaal, de inspecteurs, de inspectie-assistenten en de personeelsleden instructies van een Regering of van andere instanties buiten de Organisatie. Zij onthouden zich van elk optreden dat afbreuk zou kunnen doen aan hun positie als internationale ambtenaren die alleen verantwoording verschuldigd zijn aan de Organisatie. De Directeur-Generaal is verantwoordelijk voor de activiteiten van een inspectieteam.

53. Elke Staat die Partij is eerbiedigt de uitsluitend internationale aard van de verantwoordelijkheden van de Directeur-Generaal, de inspecteurs, de inspectie-assistenten en de personeelsleden en zal niet trachten hen te beïnvloeden bij de uitoefening van hun taken.

E. Voorrechten en immuniteiten

54. De Organisatie geniet op het grondgebied en op alle andere plaatsen die onder de rechtsmacht of het toezicht van een Staat die Partij is vallen de rechtsbevoegdheid en de voorrechten en immuniteiten die vereist zijn voor de uitoefening van haar taken.

55. De afgevaardigden van Staten die Partij zijn, alsmede hun plaatsvervangers en adviseurs, de vertegenwoordigers van leden van de Uitvoerende Raad, alsmede hun plaatsvervangers en hun adviseurs, de Directeur-Generaal, de inspecteurs, de inspectie-assistenten en de personeelsleden van de Organisatie genieten de voorrechten en immuniteiten die vereist zijn voor de onafhankelijke uitoefening van hun taken in verband met de Organisatie.

56. De in dit artikel bedoelde rechtsbevoegdheid, de voorrechten en de immuniteiten worden omschreven in overeenkomsten tussen de Organisatie en de Staten die Partij zijn alsmede in een overeenkomst tussen de Organisatie en de Staat waar de Organisatie haar zetel heeft. Genoemde overeenkomsten worden overeenkomstig lid 26, letters h en i, bestudeerd en goedgekeurd.

57. Onverminderd het bepaalde in het vierenvijftigste en vijfenvijftigste lid, genieten de Directeur-Generaal, de inspecteurs, de inspectie-assistenten en de personeelsleden van het Technisch Secretariaat bij het verrichten van verificatie-activiteiten de voorrechten en immuniteiten die zijn vervat in het Protocol.

ARTIKEL III

Nationale uitvoeringsmaatregelen

1. Elke Staat die Partij is neemt, overeenkomstig zijn constitutionele procedures, de nodige maatregelen ter nakoming van de ingevolge dit Verdrag door hem aangegane verplichtingen. In het bijzonder neemt elke Staat de nodige maatregelen teneinde :

a) Natuurlijke personen en rechtspersonen waar ook op zijn grondgebied of op een andere plaats die ingevolge het internationale recht onder zijn rechtsmacht valt, te verbieden activiteiten te ondernemen die uit hoofde van dit Verdrag voor een Staat die Partij is verboden zijn;

b) Natuurlijke personen en rechtspersonen te verbieden dergelijke activiteiten te ondernemen op plaatsen onder zijn toezicht; en

c) Natuurlijke personen die zijn nationaliteit bezitten, overeenkomstig het internationale recht, te verbieden waar ook dergelijke activiteiten te ondernemen.

2. Elke Staat die Partij is werkt samen met andere Staten die Partij zijn en biedt de passende vorm van rechtshulp ter vergemakkelijking van de nakoming van de in het eerste lid genoemde verplichtingen.

3. Elke Staat die Partij is brengt de Organisatie op de hoogte van de ingevolge dit artikel getroffen maatregelen.

4. Teneinde zijn verplichtingen uit hoofde van dit Verdrag na te komen, wijst elke Staat die Partij is een Nationale Autoriteit aan, of stelt deze in, en doet hiervan bij de inwerkingtreding van het Verdrag voor hem, mededeling aan de Organisatie. De Nationale Autoriteit fungeert als het nationale centrum voor het contact met de Organisatie en met de andere Staten die Partij zijn.

ARTIKEL IV

Verificatie

A. Algemene bepalingen

1. Teneinde de naleving van dit Verdrag te controleren, wordt een verificatiestelsel in het leven geroepen, dat is opgebouwd uit de volgende elementen :

- a) Een Internationaal Toezichtstelsel;
- b) Overleg en opheldering;
- c) Inspecties ter plaatse; en
- d) Vertrouwenbevorderende maatregelen.

Bij de inwerkingtreding van dit Verdrag is het verificatiestelsel in staat de ingevolge dit Verdrag vereiste verificatietaken uit te voeren.

2. De verificatie-activiteiten moeten gebaseerd zijn op objectieve informatie, moeten beperkt blijven tot het onderwerp van dit Verdrag en moeten worden uitgevoerd op basis van de volledige eerbiediging van de soevereiniteit van de Staten die Partij zijn en op de minst indringende wijze mogelijk die verenigbaar is met de doeltreffende en tijdige verwezenlijking van de doelstellingen ervan. Elke Staat die Partij is onthoudt zich van misbruik van het recht op verificatie.

3. Elke Staat die Partij is verplicht zich ertoe, overeenkomstig dit Verdrag, via de ingevolge artikel III, vierde lid, opgerichte Nationale Autoriteit, samen te werken met de Organisatie en met de andere Staten die Partij zijn ter vergemakkelijking van de verificatie van de naleving van dit Verdrag, onder andere door :

- a) Het creëren van de nodige inrichtingen om te kunnen deelnemen aan genoemde verificatie-activiteiten en het tot stand brengen van de nodige communicatie;
- b) Het aanleveren van gegevens afkomstig van nationale stations die deel uitmaken van het Internationaal Toezichtstelsel;
- c) Het participeren, waar nodig, in de overleg- en ophelderingsprocedures;
- d) Het toestaan van inspecties ter plaatse; en
- e) Het participeren, waar nodig, in de vertrouwenbevorderende maatregelen.

4. Alle Staten die Partij zijn, ongeacht hun technische en financiële capaciteiten, hebben evenveel recht verificaties te verrichten en zijn in dezelfde mate verplicht verificaties toe te staan.

5. Voor de toepassing van dit Verdrag wordt geen enkele Staat die Partij is belet informatie die via nationale technische verificatiemiddelen is verkregen, te gebruiken op een wijze die in overeenstemming is met de algemeen erkende beginselen van internationaal recht, met inbegrip van het beginsel van de eerbiediging van de soevereiniteit van Staten.

6. Niettegenstaande het recht van de Staten die Partij zijn gevoelige installaties, activiteiten of locaties die geen verband houden met dit Verdrag, te beschermen, mogen Staten die Partij zijn de elementen van het verificatiestelsel van dit Verdrag of de nationale technische verificatiemiddelen die overeenkomstig het vijfde lid worden aangewend, niet hinderen.

7. Elke Staat die Partij is heeft het recht maatregelen te nemen om de gevoelige installaties te beschermen en de bekendmaking van vertrouwelijke informatie en gegevens die geen betrekking hebben op dit Verdrag, te voorkomen.

8. Voorts worden alle nodige maatregelen genomen om de vertrouwelijkheid van informatie te beschermen die betrekking heeft op civiele en militaire activiteiten en inrichtingen en die is verkregen gedurende de verificatie-activiteiten.

9. Onverminderd het bepaalde in het achtste lid, wordt informatie die door de Organisatie wordt verkregen ingevolge het bij dit Verdrag gecreëerde verificatiestelsel beschikbaar gesteld aan alle Staten die Partij zijn overeenkomstig de desbetreffende bepalingen van dit Verdrag en het Protocol.

10. De bepalingen van dit Verdrag worden niet zodanig uitgelegd dat daardoor de internationale uitwisseling van gegevens voor wetenschappelijke doeleinden wordt beperkt.

11. Elke Staat die Partij is verbindt zich ertoe samen te werken met de Organisatie en met de andere Staten die Partij zijn bij de verbetering van het verificatiestelsel, alsmede bij het bestuderen van de verificatiemogelijkheden van aanvullende controletechnieken zoals de detectie van elektromagnetische pulsen of toezicht via satellieten, met het oog op de ontwikkeling van, waar nodig, specifieke maatregelen ter verbetering van de doeltreffendheid en de kosteneffectiviteit van de verificatie ingevolge dit Verdrag. Deze maatregelen worden, wanneer daarover overeenstemming wordt bereikt, opgenomen in de bepalingen van dit Verdrag, het Protocol of als aanvullende afdelingen van het Protocol, in overeenstemming met artikel VII, of worden, indien van toepassing, weergegeven in de handleidingen, overeenkomstig artikel II, vierenveertigste lid.

12. De Staten die Partij zijn verbinden zich ertoe de onderlinge samenwerking te bevorderen voor de vergemakkelijking van en de deelname aan een zo volledig mogelijke uitwisseling betreffende technologieën die worden gebruikt bij de controle van de naleving van dit Verdrag om alle Staten die Partij zijn in staat te stellen hun nationale uitvoering van verificatiemaatregelen kracht bij te zetten en van de toepassing van deze technologieën gebruik te kunnen maken voor vreedzame doeleinden.

13. De bepalingen van dit Verdrag worden zodanig toegepast dat hierdoor de economische en technologische ontwikkeling van de Staten die Partij zijn ten behoeve van de verdere ontwikkeling van de toepassing van kernenergie voor vreedzame doeleinden niet wordt gehinderd.

Verificatietaken van het Technisch Secretariaat

14. Bij de uitvoering van de in dit Verdrag en het Protocol genoemde verificatietaken draagt het Technisch Secretariaat, in samenwerking met de Staten die Partij zijn, ten behoeve van dit Verdrag, zorg voor :

- a) Het maken van afspraken voor het ontvangen en verspreiden van gegevens en verslagen betreffende de controle van de toepassing van dit Verdrag, in overeenstemming met de bepalingen hiervan, en voor het onderhouden van een op deze taak toegesneden internationale communicatie-infrastructuur;
- b) Als onderdeel van de reguliere werkzaamheden, via het Internationaal Datacentrum, dat in beginsel het centrum binnen het Technisch Secretariaat is voor de opslag en verwerking van gegevens :

- (i) Het ontvangen en voorleggen van aanvragen voor gegevens uit het Internationaal Toezichtstelsysteem;
 - (ii) Het ontvangen, waar gepast, van gegevens voortkomende uit het overleg- en ophelderingsproces, uit inspecties ter plaatse alsmede uit de vertrouwenbevorderende maatregelen; en
 - (iii) Het ontvangen van andere relevante gegevens van Staten die Partij zijn en internationale organisaties overeenkomstig dit Verdrag en het Protocol;
- c) Het superviseren, coördineren en zorg dragen voor de werking van het Internationaal Toezichtstelsysteem en de samenstellende delen daarvan, en van het Internationaal Datacentrum, in overeenstemming met de desbetreffende handleidingen;
- d) Het routinematig verwerken en analyseren van en verslag uitbrengen over gegevens uit het Internationaal Toezichtstelsysteem volgens overeengekomen procedures om effectieve internationale controle van de toepassing van dit Verdrag mogelijk te maken en bij te dragen aan het tijdig wegnemen van de zorgen over de naleving van dit Verdrag;
- e) Het beschikbaar stellen van alle gegevens, zowel verwerkt als onverwerkt, en verslagen aan alle Staten die Partij zijn, waarbij elke Staat die Partij is de verantwoordelijkheid draagt voor het gebruik van de gegevens van het Internationaal Toezichtstelsysteem, in overeenstemming met artikel II, zevende lid, en met het achtste en dertiende lid van dit artikel;
- f) Het geven, op voet van gelijkheid, van een vrije, eenvoudige en tijdige toegang tot alle opgeslagen gegevens;
- g) Het opslaan van alle gegevens, zowel verwerkt als onverwerkt, en verslagen;
- h) Het coördineren en vergemakkelijken van verzoeken tot aanvullende gegevens uit het Internationaal Toezichtstelsysteem;
- i) Het coördineren van verzoeken tot aanvullende gegevens van de ene Staat die Partij is aan de andere;
- j) Het geven van technische bijstand en ondersteuning bij de installatie en werking van controle-inrichtingen en de overeenkomstige communicatiemiddelen, indien om deze bijstand en ondersteuning wordt verzocht door de desbetreffende Staat;
- k) Het op verzoek beschikbaar stellen aan elke Staat die Partij is van technieken die door het Technisch Secretariaat en het Internationaal Datacentrum worden gebruikt bij het verzamelen, opslaan, verwerken, analyseren en rapporteren van gegevens uit het verificatiestelsel; en
- l) Het controleren, beoordelen en rapporteren van de globale prestaties van het Internationaal Toezichtstelsysteem en het Internationaal Datacentrum.

15. De overeengekomen procedures die door het Technisch Secretariaat moeten worden gevolgd bij de uitvoering van zijn verificatietaken zoals genoemd in het veertiende lid en nauwkeurig omschreven in het Protocol, worden uitgewerkt in de desbetreffende handleidingen.

B. Het Internationaal Toezichtstelsysteem

16. Het Internationaal Toezichtstelsysteem omvat inrichtingen voor seismologische metingen, voor metingen van radionucliden, met inbegrip van gecertificeerde laboratoria, hydro-akoestische metingen, infra-geluidmetingen en overeenkomstige communicatiemiddelen, en wordt ondersteund door het Internationaal Datacentrum van het Technisch Secretariaat.

17. Het Internationaal Toezichtstelsysteem wordt geplaatst onder het gezag van het Technisch Secretariaat. Alle controle-inrichtingen van het Internationaal Toezichtstelsysteem zijn eigendom van en worden geëxploiteerd door de Staten die als gastheer optreden of, overeenkomstig het Protocol, anderszins verantwoordelijk zijn voor deze inrichtingen.

18. Elke Staat die Partij is heeft het recht deel te nemen aan de internationale uitwisseling van gegevens en toegang te verkrijgen tot alle aan het Internationaal Datacentrum beschikbaar gestelde gegevens. Elke Staat die Partij is werkt met het Internationaal Datacentrum samen via zijn Nationale Autoriteit.

Financiering van het Internationaal Toezichtstelsysteem

19. Ten behoeve van de inrichtingen van het Internationaal Toezichtstelsysteem die zijn aangegeven in de tabellen 1-A, 2-A, 3 en 4 van Bijlage 1 bij het Protocol, en voor de werking hiervan, voor zover deze inrichtingen zijn overeengekomen door de desbetreffende Staat en de Organisatie voor het verstrekken van gegevens aan het Internationaal Datacentrum in overeenstemming met de technische vereisten van het Protocol en de desbetreffende handleidingen, draagt de Organisatie, zoals bepaald in overeenkomsten of regelingen ingevolge het vierde lid van Deel I van het Protocol, de kosten van de volgende activiteiten :

- a) Het creëren van nieuwe inrichtingen en het verbeteren van de bestaande inrichtingen, tenzij de Staat die verantwoordelijk is voor die inrichtingen, deze kosten zelf draagt;
- b) Het exploiteren en onderhouden van inrichtingen ten behoeve van het Internationaal Toezichtstelsysteem, met inbegrip van de eventuele fysieke beveiliging van inrichtingen, en het toepassen van overeengekomen procedures voor het waarmerken van gegevens;
- c) Het verzenden van gegevens van het Internationaal Toezichtstelsysteem (verwerkt of onverwerkt) aan het Internationaal Datacentrum door middel van de meest directe en kosteneffectieve middelen die beschikbaar zijn, met inbegrip van, indien nodig via geschikte communicatieknooppunten, van gegevens van meetstations, laboratoria, analyse-inrichtingen of van nationale gegevenscentra; of het verzenden van deze gegevens (eventueel met inbegrip van monsters) van meetstations naar laboratoria en analyse-inrichtingen; en
- d) Het analyseren van monsters namens de Organisatie.

20. Ten behoeve van de seismische stations van het aanvullende netwerk zoals aangegeven in tabel 1-B van Bijlage 1 bij het Protocol, draagt de Organisatie, zoals bepaald in overeenkomsten of regelingen ingevolge het vierde lid van Deel I van het Protocol, slechts de kosten van de volgende activiteiten :

- a) Het verzenden van gegevens aan het Internationaal Datacentrum;
- b) Het waarmerken van de gegevens afkomstig van genoemde stations;
- c) Het moderniseren van de stations zodat deze voldoen aan de vereiste technische normen, tenzij de Staat die verantwoordelijk is voor deze inrichtingen, deze kosten zelf draagt;
- d) Indien nodig het opzetten van nieuwe stations ten behoeve van dit Verdrag daar waar nog geen geschikte inrichtingen zijn, tenzij de Staat die voor deze inrichtingen verantwoordelijk is, deze kosten zelf draagt; en
- e) Alle andere kosten die betrekking hebben op het verstrekken van door de Organisatie gevraagde gegevens zoals weergegeven in de desbetreffende handleidingen.

21. De Organisatie draagt eveneens de kosten voor de levering aan elke Staat die Partij is van de door hem verzochte verslagen en diensten uit het standaardpakket van het Internationaal Datacentrum, overeenkomstig Afdeling F van het Deel I van het Protocol. De voorbereidings- en verzendkosten van aanvullende gegevens of resultaten worden gedragen door de verzoekende Staat die Partij is.

22. De overeenkomsten c.q. regelingen tussen Staten die Partij zijn of Staten die gastheer zijn of die anderszins verantwoordelijk zijn voor inrichtingen van het Internationaal Toezichtstelsysteem, bevatten bepalingen omtrent het dragen van deze kosten. Dergelijke bepalingen kunnen regelingen bevatten waarbij een Staat die Partij is ongeacht welk deel van de kosten bedoeld in het negentiende lid, letter a, en het twintigste lid, letters c) en d), draagt ten aanzien van de inrichtingen waarvan hij gastheer is of waarvoor hij verantwoordelijk is, in ruil voor een passende reductie van zijn verschuldigde financiële bijdrage aan de Organisatie. Een dergelijke reductie kan niet hoger zijn dan de helft van de jaarlijks verschuldigde bijdrage van een Staat die Partij is, maar mag over meerdere opeenvolgende jaren worden gespreid. Een Staat die Partij is kan een dergelijke reductie delen met een andere Staat die Partij is door middel van een onderlinge overeenkomst of regeling en met de instemming van de Uitvoerende Raad.

De in dit lid genoemde overeenkomsten of regelingen worden goedgekeurd in overeenstemming met artikel II, zesentwintigste lid, letter h, en achtentwintigste lid, letter i).

Wijzigingen van het Internationaal Toezichtstelsysteem

23. Maatregelen bedoeld in het elfde lid die gevolgen hebben voor het Internationaal Toezichtstelsysteem in de vorm van een toevoeging of weglating van een controletechniek, worden, wanneer deze maatregelen zijn overeengekomen, in dit Verdrag en het Protocol opgenomen, overeenkomstig artikel VII, eerste tot en met zesde lid.

24. Behoudens de goedkeuring van de rechtstreeks betrokken Staten, worden de volgende wijzigingen van het Internationaal Toezichtstelsysteem beschouwd als aangelegenheden van administratieve of technische aard ingevolge artikel VII, zevende en achtste lid :

- a) Wijziging van het aantal inrichtingen voor een bepaalde controletechniek, zoals aangegeven in het Protocol; en
- b) Wijziging van andere details voor specifieke inrichtingen zoals weergegeven in de tabellen in Bijlage 1 bij het Protocol (met inbegrip van, onder andere, de Staat die verantwoordelijk is voor de inrichting, de locatie, de naam of de soort inrichting en de toewijzing van een inrichting aan het seismische hoofdnetwerk of het aanvullende netwerk).

Indien de Uitvoerende Raad ingevolge artikel VII, achtste lid, letter d), aanbeveelt dat dergelijke wijzigingen worden aangenomen, beveelt hij, ingevolge artikel VII, achtste lid, letter g), in beginsel tevens aan dat genoemde wijzigingen in werking treden nadat de Directeur-Generaal kennisgeving van de goedkeuring daarvan heeft gedaan.

25. Ten aanzien van voorstellen gedaan ingevolge het vierentwintigste lid, doet de Directeur-Generaal aan de Uitvoerende Raad en de Staten die Partij zijn naast de informatie en evaluatie bedoeld in artikel VII, achtste lid, letter b), toekomen :

- a) Een technische evaluatie van het voorstel;
- b) Een verklaring betreffende de administratieve en financiële gevolgen van het voorstel; en
- c) Een verslag betreffende het overleg met de rechtstreeks bij het voorstel betrokken Staten, waarin wordt aangegeven of zij hun instemming geven.

Tijdelijke regelingen

26. In geval van een ernstige of onherstelbare beschadiging van een controle-inrichting genoemd in de tabellen van Bijlage 1 bij het Protocol, of teneinde andere tijdelijke reducties van het gebied dat door controle-inrichtingen wordt bestreken op te vangen, treft de Directeur-Generaal, in overleg en in overeenstemming met de rechtstreeks betrokken Staten, en met de goedkeuring van de Uitvoerende Raad, tijdelijke regelingen van maximaal één jaar, die, indien nodig, met instemming van de Uitvoerende Raad en de direct betrokken Staten eenmaal met een jaar kunnen worden verlengd. Dergelijke regelingen mogen niet leiden tot een situatie waarin het aantal operationele inrichtingen van het Internationaal Toezichtstelsysteem het aantal inrichtingen overtreft dat is aangegeven voor het desbetreffende netwerk, moeten voor zover mogelijk voldoen aan de technische en operationele vereisten genoemd in de handleiding voor het desbetreffende netwerk en moeten worden uitgevoerd binnen de begroting van de Organisatie. De Directeur-Generaal neemt voorts de nodige stappen om de situatie te corrigeren en doet voorstellen om tot een permanente oplossing te komen. De Directeur-Generaal stelt alle Staten die Partij zijn in kennis van iedere ingevolge dit lid genomen beslissing.

Samenwerkende nationale inrichtingen

27. Staten die Partij zijn mogen eveneens apart samenwerkingsregelingen treffen met de Organisatie om het Internationaal Datacentrum aanvullende gegevens beschikbaar te stellen van nationale meetstations die formeel geen onderdeel uitmaken van het Internationaal Toezichtstelsysteem.

28. Genoemde samenwerkingsregelingen kunnen als volgt worden opgesteld :

- a) Op verzoek van een Staat die Partij is, en op kosten van die Staat, neemt het Technisch Secretariaat de nodige stappen om te garanderen dat een bepaalde controle-inrichting voldoet aan de technische en operationele eisen aangegeven in de desbetreffende handleidingen voor inrichtingen van het Internationaal Toezichtstelsysteem, en treft het regelingen voor de waarmaking van de hieruit voortvloeiende gegevens. Behoudens de toestemming van de Uitvoerende Raad, wijst het Technisch Secretariaat deze inrichting officieel aan als een samenwerkende nationale inrichting. Het Technisch Secretariaat neemt de vereiste maatregelen om, indien nodig, de certificering van de inrichting te herbevestigen;
- b) Het Technisch Secretariaat houdt een actuele lijst bij van samenwerkende nationale inrichtingen en doet deze toekomen aan alle Staten die Partij zijn; en
- c) Indien een Staat die Partij is hierom verzoekt, doet het Internationaal Datacentrum een beroep op gegevens afkomstig van samenwerkende nationale inrichtingen, ten behoeve van de vergemakkelijking van overleg- en ophelderingsactiviteiten en ter bestudering van verzoeken om inspecties ter plaatse; de kosten van het verzenden van gegevens worden gedragen door de desbetreffende Staat die Partij is.

De voorwaarden die gelden voor de beschikbaarstelling van aanvullende gegevens van genoemde inrichtingen, en voor verzoeken om verdere of versnelde toezending van gegevens of opheldering van het Internationaal Datacentrum, worden uiteengezet in de handleiding voor het desbetreffende controlenetwerk

C. Overleg en opheldering

29. Onverminderd het recht van elke Staat die Partij is verzoeken te doen om inspecties ter plaatse, zouden de Staten die Partij zijn, indien mogelijk, eerst al het mogelijke in het werk moeten stellen om onderling ofwel met of via de Organisatie alle kwesties op te helderen en op te lossen die reden geven tot zorg omtrent de mogelijke niet-nakoming van de basisverplichtingen ingevolge dit Verdrag.

30. Een Staat die Partij is die een verzoek ingevolge het negenentwintigste lid rechtstreeks van een andere Staat die Partij is ontvangt, doet de verzoekende Staat die Partij is de gevraagde opheldering zo spoedig mogelijk toekomen, maar in elk geval niet later dan 48 uur na het verzoek. De verzoekende en de aangezochte Staten die Partij zijn kunnen de Uitvoerende Raad en de Directeur-Generaal op de hoogte houden van het verzoek en het gevolg dat daaraan is gegeven.

31. Een Staat die Partij is heeft het recht de Directeur-Generaal te verzoeken hem bij te staan bij de opheldering van zaken die reden kunnen geven tot zorg omtrent de mogelijke niet-nakoming van de basisverplichtingen ingevolge dit Verdrag. De Directeur-Generaal verstrekt de relevante informatie die het Technisch Secretariaat ter zake bezit. Op verzoek van de verzoekende Staat die Partij is brengt de Directeur-Generaal de Uitvoerende Raad op de hoogte van het verzoek en van de informatie die ingevolge dat verzoek is verstrekt.

32. Een Staat die Partij is heeft het recht de Uitvoerende Raad te verzoeken om opheldering te verkrijgen van een andere Staat die Partij is ten aanzien van zaken die reden geven tot zorg omtrent de mogelijke niet-nakoming van de basisverplichtingen ingevolge dit Verdrag. In een dergelijk geval zijn de volgende bepalingen van toepassing :

a) De Uitvoerende Raad verzendt het verzoek om opheldering uiterlijk 24 uur na ontvangst naar de aangezochte Staat die Partij is via de Directeur-Generaal;

b) De aangezochte Staat die Partij is geeft de Uitvoerende Raad zo spoedig mogelijk opheldering, in elk geval uiterlijk 48 uur na ontvangst van het verzoek;

c) De Uitvoerende Raad neemt kennis van de opheldering en verzendt deze uiterlijk 24 uur na ontvangst naar de verzoekende Staat die Partij is;

d) Indien de verzoekende Staat die Partij is de opheldering onvoldoende acht, is hij bevoegd de Uitvoerende Raad te verzoeken om nadere opheldering door de aangezochte Staat die Partij is.

De Uitvoerende Raad stelt onverwijld alle andere Staten die Partij zijn op de hoogte van alle verzoeken om opheldering ingevolge dit lid, alsmede van het gevolg dat hieraan door de aangezochte Staat die Partij is is gegeven.

33. Indien de verzoekende Staat die Partij is oordeelt dat de ingevolge het tweeëndertigste lid, letter d, verkregen opheldering ontoereikend is, heeft hij het recht om een vergadering van de Uitvoerende Raad te verzoeken waaraan de betrokken Staten die Partij zijn die geen lid zijn van de Uitvoerende Raad deel mogen nemen. Bij een dergelijke vergadering bestudeert de Uitvoerende Raad de kwestie en kan hij elke maatregel overeenkomstig artikel V aanbevelen.

D. Inspecties ter plaatse

Verzoek om inspectie ter plaatse

34. Elke Staat die Partij is heeft overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag en Deel II van het Protocol, het recht een verzoek in te dienen om inspectie ter plaatse op het grondgebied van een andere Staat die Partij is of op elke andere plaats onder diens rechtsmacht of toezicht, of in enig ander gebied dat onder de rechtsmacht of het toezicht van geen enkele Staat valt.

35. Het enige doel van een inspectie ter plaatse is opheldering te verschaffen ten aanzien van de vraag of er al dan niet een proefexplosie van een kernwapen of een andere kernexplosie is uitgevoerd in strijd met artikel I en, voor zover mogelijk, feiten te verzamelen die kunnen bijdragen tot de vaststelling van de identiteit van een mogelijke overtreder.

36. De verzoekende Staat die Partij is verplicht het verzoek om inspectie ter plaatse binnen de reikwijdte van dit Verdrag te houden en bij het verzoek de in het zevenendertigste lid bedoelde informatie te verschaffen. De verzoekende Staat die Partij is onthoudt zich van het doen van ongegronde of oneigenlijke verzoeken om inspectie.

37. Het verzoek om inspectie ter plaatse is gebaseerd op de door het Internationaal Toezichtstelsel verzamelde informatie, op relevante technische informatie afkomstig van nationale technische verificatiemiddelen overeenkomstig de algemeen erkende beginselen van internationaal recht, of op een combinatie daarvan. Het verzoek bevat de informatie bedoeld in het eenenveertigste lid van Deel II van het Protocol.

38. De verzoekende Staat die Partij is legt het verzoek om inspectie ter plaatse voor aan de Uitvoerende Raad en tegelijkertijd aan de Directeur-Generaal zodat deze laatste er onmiddellijk gevolg aan kan gaan geven.

Gevolg dat wordt gegeven aan een verzoek om inspectie ter plaatse

39. De Uitvoerende Raad vangt onmiddellijk na ontvangst van het verzoek om inspectie ter plaatse aan met de bestudering daarvan.

40. Na ontvangst van het verzoek om inspectie ter plaatse, bevestigt de Directeur-Generaal binnen twee uur de ontvangst van het verzoek aan de verzoekende Staat die Partij is en zendt dit verzoek binnen zes uur door naar de ter inspectie aangezochte Staat die Partij is. De Directeur-Generaal vergewist zichzelf ervan dat het verzoek voldoet aan de vereisten van het eenenveertigste lid van Deel II van het Protocol, en, indien nodig, helpt hij de verzoekende Staat die Partij is bij het naar behoren indienen van het verzoek, en zendt het verzoek binnen 24 uur door naar de Uitvoerende Raad en alle andere Staten die Partij zijn.

41. Wanneer het verzoek om inspectie ter plaatse voldoet aan de vereisten, vangt het Technisch Secretariaat zonder oponthoud aan met de voorbereidingen voor de inspectie ter plaatse.

42. Wanneer de Directeur-Generaal een verzoek om een inspectie ter plaatse ontvangt waarin wordt verwezen naar een inspectiegebied dat onder de rechtsmacht of het toezicht valt van een Staat die Partij is, vraagt hij de ter inspectie aangezochte Staat die Partij is onmiddellijk om opheldering teneinde de feiten op te helderen en de in het verzoek geuite zorg weg te nemen.

43. Een Staat die Partij is die een verzoek om opheldering ontvangt ingevolge het tweeënveertigste lid, doet de Directeur-Generaal zo spoedig mogelijk, maar uiterlijk 72 uur na ontvangst van het verzoek om opheldering, uitleg en andere beschikbare relevante informatie toekomen.

44. Voordat de Uitvoerende Raad een besluit neemt ten aanzien van een verzoek om inspectie ter plaatse, zendt de Directeur-Generaal onmiddellijk alle beschikbare aanvullende informatie van het Internationaal Toezichtstelsysteem of informatie verstrekt door een Staat die Partij is betreffende de in het verzoek vermelde gebeurtenis, met inbegrip van ophelderingen gegeven ingevolge het tweeënveertigste en drieënveertigste lid, alsmede enige andere informatie afkomstig van het Technisch Secretariaat die de Directeur-Generaal relevant acht of waar door de Uitvoerende Raad om wordt verzocht.

45. Tenzij de verzoekende Staat die Partij is van mening is dat de in het verzoek om inspectie ter plaatse geuite zorg weggenomen is en het verzoek intrekt, neemt de Uitvoerende Raad een besluit inzake het verzoek in overeenstemming met het zesenvēertigste lid.

Besluiten van de Uitvoerende Raad

46. De Uitvoerende Raad neemt binnen 96 uur na ontvangst van het verzoek om inspectie ter plaatse van de verzoekende Staat die Partij is een besluit. Het besluit tot goedkeuring van de inspectie ter plaatse wordt genomen met ten minste 30 bevestigende stemmen van leden van de Uitvoerende Raad. Indien de Uitvoerende Raad de inspectie niet goedkeurt, worden de voorbereidingen gestaakt en geen verdere stappen genomen met betrekking tot het verzoek.

47. Uiterlijk 25 dagen na goedkeuring van de inspectie ter plaatse overeenkomstig het zesenvēertigste lid, zendt het inspectieteam, via de Directeur-Generaal, een verslag inzake de voortgang van de inspectie naar de Uitvoerende Raad. De voortzetting van de inspectie wordt geacht te zijn goedgekeurd, tenzij de Uitvoerende Raad, uiterlijk 72 uur na ontvangst van het rapport inzake de voortgang van de inspectie, bij meerderheid van al zijn leden besluit de inspectie niet voort te zetten. Indien de Uitvoerende Raad besluit de inspectie niet voort te zetten, wordt deze beëindigd, en verlaat het inspectieteam het inspectiegebied en het grondgebied van de aan inspectie onderworpen Staat die Partij is zo spoedig mogelijk, in overeenstemming met paragrafen 109 en 110 van Deel II van het Protocol.

48. Tijdens de inspectie ter plaatse kan het inspectieteam, via de Directeur-Generaal, de Uitvoerende Raad een voorstel doen tot het uitvoeren van boringen. De Uitvoerende Raad neemt ten aanzien van een dergelijk verzoek uiterlijk 72 uur na ontvangst van het voorstel een besluit. Het besluit tot goedkeuring van boringen wordt genomen bij meerderheid van alle leden van de Uitvoerende Raad.

49. Het inspectieteam kan de Uitvoerende Raad, via de Directeur-Generaal, verzoeken de duur van de inspectie te verlengen met maximaal 70 dagen na de in paragraaf 4 van Deel II van het Protocol genoemde 60-dagetermijn, indien het inspectieteam zulks noodzakelijk acht voor de uitvoering van zijn taak. Het inspectieteam geeft in zijn verzoek aan welke van de in paragraaf 69 van Deel II van het Protocol genoemde activiteiten en technieken het van plan is uit te voeren en toe te passen in de verlengingstermijn. De Uitvoerende Raad neemt uiterlijk 72 uur na ontvangst van het verzoek een besluit ten aanzien van het verzoek tot verlenging. Het besluit een verlenging van de inspectietermijn goed te keuren wordt genomen bij meerderheid van alle leden van de Uitvoerende Raad.

50. Op elk tijdstip na de goedkeuring van het vervolg van de inspectie ter plaatse in overeenstemming met het zevenenvēertigste lid, kan het inspectieteam, via de Directeur-Generaal, de Uitvoerende Raad aanbevelen de inspectie te beëindigen. Een dergelijke aanbeveling wordt geacht te zijn goedgekeurd, tenzij de Uitvoerende Raad, uiterlijk 72 uur na ontvangst van de aanbeveling, bij tweederde meerderheid van al zijn leden besluit de beëindiging van de inspectie niet goed te keuren. In geval van beëindiging van de inspectie, verlaat het inspectieteam het inspectiegebied en het grondgebied van de aan inspectie onderworpen Staat die Partij is zo spoedig mogelijk, in overeenstemming met paragrafen 109 en 110 van Deel II van het Protocol.

51. De verzoekende Staat die Partij is en de ter inspectie aangezochte Staat die Partij is kunnen – zonder stemrecht – deelnemen aan de beraadslagingen van de Uitvoerende Raad inzake het verzoek om inspectie ter plaatse. De verzoekende Staat die Partij is en de aan inspectie onderworpen Staat die Partij is kunnen eveneens zonder stemrecht deelnemen aan vervolgeraadslagingen van de Uitvoerende Raad met betrekking tot de inspectie.

52. De Directeur-Generaal stelt de Staten die Partij zijn binnen 24 uur in kennis van alle besluiten van de Uitvoerende Raad en van alle verslagen, voorstellen, verzoeken en aanbevelingen die aan de Uitvoerende Raad zijn gericht ingevolge het zesenvēertigste tot en met het vijftigste lid.

Gevolg dat wordt gegeven aan de goedkeuring door de Uitvoerende Raad van een inspectie ter plaatse

53. Een door de Uitvoerende Raad goedgekeurde inspectie ter plaatse wordt onverwijld uitgevoerd door een inspectieteam aangewezen door de directeur-generaal overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag en het Protocol. Het inspectieteam arriveert op het punt van binnenkomst niet later dan zes dagen na ontvangst door de Uitvoerende Raad van het verzoek om inspectie ter plaatse van de verzoekende Staat die Partij is.

54. De directeur-generaal verleent een inspectiemandaat voor de uitvoering van de inspectie ter plaatse. Het inspectiemandaat bevat de informatie genoemd in paragraaf 42 van Deel II van het Protocol.

55. De directeur-generaal stelt de aan inspectie onderworpen Staat die Partij is uiterlijk 24 uur voor de geplande aankomst van het inspectieteam op het punt van binnenkomst in kennis van de inspectie, overeenkomstig paragraaf 43 van Deel II van het Protocol.

Uitvoering van een inspectie ter plaatse

56. Elke Staat die Partij is staat de Organisatie toe een inspectie ter plaatse uit te voeren op zijn grondgebied of op plaatsen die onder zijn rechtsmacht of toezicht vallen, overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag en het Protocol. Geen enkele Staat die Partij is hoeft evenwel gelijktijdige inspecties toe te laten op zijn grondgebied of op plaatsen die onder zijn rechtsmacht of toezicht vallen.

57. Overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag en het Protocol heeft de aan inspectie onderworpen Staat die Partij is de volgende rechten en verplichtingen :

a) Het recht en de verplichting om al het redelijkerwijs mogelijke in het werk te stellen om aan te tonen dat hij dit Verdrag naleeft en hiertoe het inspectieteam in staat te stellen zijn taak uit te voeren;

b) Het recht op het treffen van de maatregelen die hij nodig acht om de nationale-veiligheidsbelangen te beschermen en de verspreiding te voorkomen van vertrouwelijke informatie die geen betrekking heeft op het doel van de inspectie;

c) De verplichting om toegang te geven tot het inspectiegebied uitsluitend met het doel feiten vast te stellen die betrekking hebben op het doel van de inspectie, rekening houdend met letter b, en eventuele constitutionele verplichtingen die hij zou kunnen hebben ten aanzien van eigendomsrechten of huiszoekingen en inbeslagname;

d) De verplichting tot inachtneming van het verbod zich te beroepen op dit lid of op paragraaf 88 van Deel II van het Protocol met het oogmerk niet-nakoming van zijn verplichtingen ingevolge artikel I te verhullen; en

e) De verplichting om het inspectieteam niet te verhinderen zich binnen het inspectiegebied te verplaatsen en inspectie-activiteiten overeenkomstig dit Verdrag en het Protocol te verrichten.

Toegang, in de context van een inspectie ter plaatse, houdt in zowel fysieke toegang van het inspectieteam en het inspectiematerieel tot het inspectiegebied als de uitvoering van inspectie-activiteiten binnen het inspectiegebied.

58. De inspectie ter plaatse geschiedt op de minst indringende wijze mogelijk die verenigbaar is met de efficiënte en tijdige uitvoering van het inspectie mandaat, en in overeenstemming met de in het Protocol genoemde procedures. Telkens wanneer dat mogelijk is, vangt het inspectieteam aan met de minst indringende procedures en gaat pas over op meer indringende procedures wanneer dit nodig wordt geacht voor de verzameling van voldoende informatie om helderheid te verschaffen ten aanzien van de zorg omtrent een mogelijke niet-naleving van dit Verdrag. De inspecteurs zoeken alleen naar die informatie en gegevens welke nodig zijn voor het doel van de inspectie en trachten de normale werkzaamheden van de geïnspecteerde Staat die Partij is zo min mogelijk te storen.

59. De geïnspecteerde Staat die Partij is assisteert het inspectieteam gedurende de inspectie ter plaatse en vergemakkelijkt diens taak.

60. Indien de geïnspecteerde Staat die Partij is, handelend in overeenstemming met paragraaf 86 tot en met 96 lid van Deel II van het Protocol, de toegang binnen het inspectiegebied beperkt, doet hij, in overleg met het inspectieteam, alles wat redelijkerwijs mogelijk is om door andere middelen aan te tonen dat hij dit Verdrag naleeft.

Waarnemer

61. Ten aanzien van de aanwezigheid van een waarnemer gelden de volgende bepalingen :

a) Behoudens de instemming van de geïnspecteerde Staat die Partij is, kan de verzoekende Staat die Partij is een vertegenwoordiger sturen, die een ingezetene is van de verzoekende Staat die Partij is of van een derde Staat die Partij is, om de uitvoering van de inspectie ter plaatse waar te nemen;

b) De geïnspecteerde Staat die Partij is stelt de directeur-generaal binnen 12 uur na goedkeuring van de inspectie ter plaatse door de Uitvoerende Raad in kennis van de aanvaarding of de afwijzing van de voorgestelde waarnemer;

c) In geval van aanvaarding, verleent de geïnspecteerde Staat die Partij is de waarnemer toegang overeenkomstig het Protocol;

d) In beginsel aanvaardt de geïnspecteerde Staat die Partij is de voorgestelde waarnemer, maar indien de geïnspecteerde Staat die Partij is dit weigert, dan wordt dit aangetekend in het inspectieverslag.

Wordt door meerdere Staten die Partij zijn om een inspectie verzocht, dan kunnen er maximaal drie waarnemers deelnemen.

Verslagen van de inspectie ter plaatse

62. Inspectieverslagen dienen de volgende gegevens te bevatten :

a) Een omschrijving van de door het inspectieteam uitgevoerde activiteiten;

b) De feitelijke bevindingen van het inspectieteam die betrekking hebben op het doel van de inspectie;

c) Een verslag van de verleende medewerking gedurende de inspectie ter plaatse;

d) Een feitelijke omschrijving van de mate waarin toegang is verstrekt, met name van de andere middelen die aan het team zijn verstrekt tijdens de inspectie ter plaatse; en

e) Alle overige details die betrekking hebben op het doel van de inspectie.

Indien er verschil is in de bevindingen van de inspecteurs, kan dit worden aangegeven in een bijlage bij het verslag.

63. De directeur-generaal stelt aan de geïnspecteerde Staat die Partij is ontwerp-inspectieverslagen ter beschikking. De geïnspecteerde Staat die Partij is heeft het recht de directeur-generaal binnen 48 uur commentaar en uitleg te doen toekomen, en eventueel aan te geven welke informatie en gegevens, naar zijn mening, geen betrekking hebben op het doel van de inspectie en niet mogen worden verspreid buiten het Technisch Secretariaat. De directeur-generaal bestudeert de door de geïnspecteerde Staat die Partij is gedane voorstellen tot wijziging van het ontwerp-inspectieverslag en neemt deze zo veel mogelijk daarin op. De directeur-generaal voegt eveneens het commentaar en de uitleg die door de geïnspecteerde Staat die Partij is zijn gegeven, bij het inspectieverslag.

64. De directeur-generaal verzendt het inspectieverslag onverwijld naar de verzoekende Staat die Partij is, de geïnspecteerde Staat die Partij is, de Uitvoerende Raad en naar alle andere Staten die Partij zijn. De directeur-generaal verzendt voorts onverwijld naar de Uitvoerende Raad en naar alle andere Staten die Partij zijn eventuele resultaten van monsteranalyse in aangewezen laboratoria overeenkomstig paragraaf 104 van Deel II van het Protocol, relevante gegevens van het Internationaal Toezichtstelsel, de beoordelingen van de verzoekende en de geïnspecteerde Staten die Partij zijn, alsmede eventuele andere door de directeur-generaal relevant geachte informatie. In geval van een verslag inzake de voortgang van de inspectie bedoeld in het zeventienvoertigste lid, verzendt de directeur-generaal dit verslag binnen de in dat lid aangegeven termijn naar de Uitvoerende Raad.

65. Overeenkomstig zijn bevoegdheden en taken beoordeelt de Uitvoerende Raad het inspectieverslag en alle ingevolge het vierenzestigste lid geleverde documenten, en gaat alle punten van zorg na om te bepalen of :

a) dit Verdrag niet is nageleefd; en

b) misbruik is gemaakt van het recht te verzoeken om inspectie ter plaatse.

66. Indien de Uitvoerende Raad, handelend overeenkomstig zijn bevoegdheden en taken, tot de conclusie komt dat met betrekking tot het gestelde in het vijftenzestigste lid verdere actie nodig kan zijn, neemt hij de nodige maatregelen overeenkomstig artikel V.

Oneigenlijk of ondoordacht verzoek om inspectie ter plaatse

67. Indien de Uitvoerende Raad het verzoek om inspectie ter plaatse niet goedkeurt op grond van het feit dat het verzoek oneigenlijk of ondoordacht is, of indien de inspectie om dezelfde reden wordt beëindigd, overweegt en beslist de Uitvoerende Raad of er passende maatregelen moeten worden getroffen om de situatie te herstellen en met name :

- a) van de verzoekende Staat die Partij is te verlangen dat deze de kosten draagt van alle voorbereidende werkzaamheden van het Technisch Secretariaat;
- b) het recht van de verzoekende Staat die Partij is een verzoek om een inspectie ter plaatse in te dienen, te schorsen voor een door de Uitvoerende Raad vast te stellen periode; en
- c) het recht van de verzoekende Staat die Partij is zitting te nemen in de Uitvoerende Raad voor een bepaalde periode te schorsen.

E. Vertrouwenbevorderende maatregelen

68. Teneinde :

- a) een bijdrage te leveren aan de tijdige wegneming van zorgen omtrent de naleving die zouden kunnen rijzen uit mogelijke verkeerde interpretatie van verificatiegegevens betreffende chemische explosies; en
 - b) een bijdrage te leveren aan de ijking van de stations die deel uitmaken van de netwerken waaruit het Internationaal Toezichtstelsel is opgebouwd;
- verbindt elke Staat die Partij is zich ertoe samen te werken met de Organisatie en met andere Staten die Partij zijn bij de uitvoering van de maatregelen bedoeld in Deel III van het Protocol.

ARTIKEL V

Maatregelen tot rechtzetting van een situatie en ter waarborging van de naleving van dit Verdrag, met inbegrip van sancties

1. De Conferentie, onder meer rekening houdend met de aanbevelingen van de Uitvoerende Raad, treft de nodige maatregelen, zoals wordt uiteengezet in het tweede en derde lid, om de naleving van dit Verdrag te waarborgen en situaties die strijdig zijn met de bepalingen van dit Verdrag te herstellen en te corrigeren.
2. In de gevallen waarin een Staat die Partij is door de Conferentie of de Uitvoerende Raad wordt verzocht een situatie te herstellen die problemen oplevert met betrekking tot de naleving van dit Verdrag en deze Staat die Partij is niet binnen de aangegeven termijn gevolg geeft aan dit verzoek, kan de Conferentie, onder andere, besluiten de uitoefening van de rechten en privileges die deze Staat die Partij is ingevolge dit Verdrag geniet, te beperken of te schorsen, totdat de Conferentie anderszins besluit.
3. In geval van aantasting van het voorwerp en doel van dit Verdrag als gevolg van de niet-naleving van de basisverplichtingen van dit Verdrag, kan de Conferentie de Staten die Partij zijn collectieve maatregelen aanbevelen die in overeenstemming zijn met het internationaal recht.
4. De Conferentie of, indien de zaak spoedeisend is, de Uitvoerende Raad kan de kwestie, alsmede de relevante informatie en conclusies, onder de aandacht van de Verenigde Naties brengen.

ARTIKEL VI

Beslechting van geschillen

1. Geschillen die ontstaan ten aanzien van de toepassing of de uitlegging van dit Verdrag worden beslecht overeenkomstig de desbetreffende bepalingen van dit Verdrag en in overeenstemming met de bepalingen van het Handvest van de Verenigde Naties.
2. Indien met betrekking tot de toepassing of de uitlegging van dit Verdrag een geschil ontstaat tussen twee of meer Staten die Partij zijn, of tussen een of meer Staten die Partij zijn en de Organisatie, plegen de betrokken partijen gezamenlijk overleg teneinde tot een spoedige beslechting van het geschil te komen door onderhandelingen of met andere vreedzame middelen naar keuze van de partijen, met inbegrip van een beroep op de daarvoor in aanmerking komende organen van dit Verdrag en, in onderlinge overeenstemming, voorlegging van het geschil aan het Internationaal Gerechtshof, overeenkomstig het Statuut van het Hof. De betrokken partijen houden de Uitvoerende Raad op de hoogte van de genomen maatregelen.
3. De Uitvoerende Raad kan een bijdrage leveren aan de beslechting van een geschil betreffende de toepassing of de uitlegging van dit Verdrag met alle door hem geschikt geachte middelen, waaronder het aanbieden van goede diensten, het doen van een beroep op de Staten die Partij zijn bij een geschil om via de door hen gekozen procedure het geschil te beslechten, het geschil onder de aandacht brengen van de Conferentie en het aanbevelen van een termijn voor een overeengekomen procedure.
4. De Conferentie bestudeert vraagstukken met betrekking tot geschillen die door de Staten die Partij zijn aan haar worden voorgelegd of door de Uitvoerende Raad onder haar aandacht zijn gebracht. Wanneer de Conferentie dit nodig acht, stelt zij organen in of belast zij organen met taken betrekking hebbend op de beslechting van deze geschillen overeenkomstig artikel II, zesentwintigste lid, letter j.
5. De Conferentie en de Uitvoerende Raad zijn afzonderlijk bevoegd, behoudens goedkeuring door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, het Internationaal Gerechtshof te verzoeken advies uit te brengen ten aanzien van juridische kwesties die zich voordoen binnen de werkingssfeer van de activiteiten van de Organisatie voordoet. Hiertoe wordt tussen de Organisatie en de Verenigde Naties een overeenkomst gesloten, overeenkomstig artikel II, achtentwintigste lid, letter h).
6. Dit artikel laat de artikelen IV en V onverlet.

ARTIKEL VII

Wijzigingen

1. Op elk tijdstip na de inwerkingtreding van dit Verdrag, kan elke Staat die Partij is voorstellen doen tot wijziging van dit Verdrag, het Protocol of de Bijlagen bij het Protocol. Iedere Staat die Partij is kan eveneens, overeenkomstig het zevende lid, voorstellen doen tot veranderingen van het Protocol of de Bijlagen daarvan. Voorstellen tot wijziging zijn onderworpen aan de procedures bedoeld in het tweede tot en met het zesde lid. Voorstellen voor veranderingen overeenkomstig het zevende lid, zijn onderworpen aan de procedures genoemd in het achtste lid.
2. De voorgestelde wijziging wordt alleen bestudeerd en aangenomen door een Wijzigingsconferentie.

3. Ieder wijzigingsvoorstel wordt gezonden naar de Directeur-Generaal, die het voorstel zendt aan alle Staten die Partij zijn en aan de Depositaris en hun vraagt of zij het opportuun achten een Wijzigingsconferentie bijeen te roepen ter bestudering van het voorstel. Indien een meerderheid van de Staten die Partij zijn de Directeur-Generaal uiterlijk 30 dagen na de verzending van het voorstel ervan in kennis stellen dat zij verdere bestudering van het voorstel steunen, roept de Directeur-Generaal een Wijzigingsconferentie bijeen waarvoor alle Staten die Partij zijn worden uitgenodigd.

4. De Wijzigingsconferentie wordt onmiddellijk na een gewone vergadering van de Conferentie gehouden, tenzij alle Staten die Partij zijn die het bijeenroepen van een Wijzigingsconferentie steunen, verzoeken een eerdere bijeenkomst te houden. In geen geval wordt de Wijzigingsconferentie gehouden binnen 60 dagen na de toezending van de voorgestelde wijziging.

5. Wijzigingen worden door de Wijzigingsconferentie aangenomen met de stemmen vóór van een meerderheid van de Staten die Partij zijn, terwijl geen enkele Staat die Partij is een stem tegen uitbrengt.

6. Wijzigingen worden van kracht voor alle Staten die Partij zijn 30 dagen na de nederlegging van de akten van bekrachtiging of aanvaarding door alle Staten die Partij zijn die een stem vóór hebben uitgebracht op de Wijzigingsconferentie.

7. Ter waarborging van de uitvoerbaarheid en de doeltreffendheid van dit Verdrag, zijn de Delen I en III van het Protocol en de Bijlagen 1 en 2 bij het Protocol onderworpen aan de manier van wijzigen overeenkomstig het achtste lid, indien de voorgestelde veranderingen slechts betrekking hebben op aangelegenheden van administratieve of technische aard. Alle andere bepalingen van het Protocol en de Bijlagen daarbij kunnen niet worden veranderd overeenkomstig het achtste lid.

8. De in het zevende lid bedoelde voorgestelde veranderingen worden behandeld overeenkomstig de volgende procedure :

a) De tekst van de voorgestelde veranderingen wordt samen met de vereiste informatie toegezonden aan de Directeur-Generaal. Elke Staat die Partij is en de Directeur-Generaal kunnen met het oog op de beoordeling van het voorstel deze aanvullende informatie verstrekken. De Directeur-Generaal deelt deze voorstellen en informatie onverwijld mede aan alle Staten die Partij zijn, de Uitvoerende Raad en de Depositaris;

b) Uiterlijk 60 dagen na ontvangst van het voorstel, onderwerpt de Directeur-Generaal dit voorstel aan een beoordeling om vast te stellen wat de mogelijke gevolgen ervan zijn voor de bepalingen van dit Verdrag en de toepassing daarvan en deelt hij alle informatie mede aan alle Staten die Partij zijn en de Uitvoerende Raad;

c) De Uitvoerende Raad bestudeert het voorstel aan de hand van alle informatie waarover hij beschikt, met inbegrip van de vraag of het voorstel voldoet aan de vereisten van het zevende lid. Uiterlijk 90 dagen na ontvangst van het voorstel legt de Uitvoerende Raad zijn aanbevelingen, met passende toelichtingen, ter bestudering voor aan alle Staten. De Staten die Partij zijn bevestigen de ontvangst binnen 10 dagen;

d) Indien de Uitvoerende Raad alle Staten die Partij zijn aanbeveelt het voorstel aan te nemen, wordt het geacht te zijn goedgekeurd indien geen enkele Staat die Partij is hiertegen bezwaar maakt binnen 90 dagen na ontvangst van de aanbeveling. Indien de Uitvoerende Raad aanbeveelt het voorstel te verwerpen, wordt het geacht te zijn verworpen indien geen enkele Staat die Partij is binnen 90 dagen na ontvangst van de aanbeveling tegen de verwerping bezwaar maakt;

e) Indien een aanbeveling van de Uitvoerende Raad niet wordt aanvaard zoals vereist ingevolge letter d, wordt door de Conferentie op haar volgende vergadering een besluit genomen inzake het voorstel als aangelegenheid van inhoudelijke aard, met inbegrip van de vraag of het voldoet aan de vereisten van het zevende lid;

f) De Directeur-Generaal stelt alle Staten die Partij zijn alsmede de Depositaris in kennis van alle besluiten die ingevolge dit lid worden genomen.

g) Ingevolge deze procedure goedgekeurde veranderingen worden voor alle Staten die Partij zijn van kracht 180 dagen na de datum van kennisgeving door de Directeur-Generaal dat zij zijn goedgekeurd tenzij een andere termijn wordt aanbevolen door de Uitvoerende Raad of bepaald door de Conferentie.

ARTIKEL VIII

Toetsing van het Verdrag

1. Tenzij een meerderheid van de Staten die Partij zijn anders besluiten, vindt tien jaar na inwerkingtreding van dit Verdrag een Conferentie van Staten die Partij zijn plaats ter toetsing van de werking en doeltreffendheid van het Verdrag, teneinde zich ervan te verzekeren dat de in de Preambule en de bepalingen van het Verdrag genoemde voorwerpen en doelstellingen worden verwezenlijkt. Bij dergelijke toetsingen wordt rekening gehouden met voor dit Verdrag relevante nieuwe wetenschappelijke en technologische ontwikkelingen. Op basis van een verzoek daartoe door een Staat die Partij is, overweegt de Toetsingsconferentie de mogelijkheid om ondergrondse kernexplosies voor vreedzame doeleinden toe te staan. Indien de Toetsingsconferentie bij consensus besluit dat dergelijke explosies kunnen worden toegestaan, vangt zij onverwijld met de werkzaamheden aan teneinde de Staten die Partij zijn voor te stellen het Verdrag zodanig te wijzigen dat militair voordeel uit deze kernexplosies wordt uitgesloten. Elk voorstel tot wijziging wordt door elke Staat die Partij is medegedeeld aan de Directeur-Generaal en wordt behandeld overeenkomstig het in artikel VII bepaalde.

2. Met tussenpozen van tien jaar kunnen aanvullende Toetsingsconferenties bijeen worden geroepen voor hetzelfde doel, indien de Conferentie daartoe het voorgaande jaar besluit met de voor procedurele aangelegenheden vereiste meerderheid. Genoemde Conferenties mogen bijeen worden geroepen na een tijdsbestek van minder dan tien jaar, indien daartoe door de Conferentie wordt besloten volgens de procedure die geldt voor aangelegenheden van inhoudelijke aard.

3. Normaliter worden Toetsingsconferenties gehouden onmiddellijk na de in artikel II bedoelde gewone jaarlijkse vergadering van de Conferentie.

ARTIKEL IX

Duur en opzegging

1. Dit Verdrag geldt voor onbeperkte duur.

2. Elke Staat die Partij is heeft in de uitoefening van zijn nationale soevereiniteit, het recht dit Verdrag op te zeggen indien hij besluit dat uitzonderlijke gebeurtenissen die verband houden met het onderwerp van dit Verdrag zijn hoogste belangen in gevaar hebben gebracht.

3. De opzegging geschiedt met inachtneming van een termijn van zes maanden door middel van een kennisgeving aan alle andere Staten die Partij zijn, de Uitvoerende Raad, de Depositaris en aan de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties. Deze kennisgeving dient een uiteenzetting te omvatten van de uitzonderlijke gebeurtenis of gebeurtenissen die naar de mening van de Staat die Partij is zijn hoogste belangen in gevaar hebben gebracht.

ARTIKEL X

Status van het Protocol en de Bijlagen

De Bijlagen bij dit Verdrag, het Protocol en de Bijlagen bij het Protocol vormen een integrerend deel van het Verdrag. Verwijzingen naar dit Verdrag hebben tevens betrekking op de Bijlagen bij dit Verdrag, het Protocol en de Bijlagen bij het Protocol.

ARTIKEL XI

Ondertekening

Dit Verdrag staat vóór de inwerkingtreding open voor ondertekening voor alle Staten.

ARTIKEL XII

Bekrachtiging

Dit Verdrag dient door de ondertekenende Staten te worden bekrachtigd overeenkomstig hun respectieve constitutionele procedures.

ARTIKEL XIII

Toetreding

Iedere Staat die dit Verdrag vóór de inwerkingtreding niet ondertekent, kan op elk tijdstip daarna ertoe toetreden.

ARTIKEL XIV

Inwerkingtreding

1. Dit Verdrag treedt in werking 180 dagen na de datum van nederlegging van de akten van bekrachtiging door alle Staten genoemd in Bijlage 2 bij dit Verdrag, doch in geen geval eerder dan twee jaar nadat het is opengesteld voor ondertekening.

2. Indien dit Verdrag niet in werking is getreden drie jaar na de datum waarop het is opengesteld voor ondertekening, roept de Depositaris een Conferentie bijeen van Staten die hun akten van bekrachtiging reeds hebben nedergelegd, op verzoek van een meerderheid van deze Staten. Deze Conferentie beoordeelt in hoeverre aan de vereisten van het eerste lid is voldaan en overweegt en besluit bij consensus welke maatregelen in overeenstemming met het internationale recht kunnen worden getroffen om de bekrachtigingsprocedure te versnellen teneinde de tijdige inwerkingtreding van dit Verdrag te vergemakkelijken.

3. Tenzij anders wordt bepaald door de in het tweede lid bedoelde Conferentie of door andere soortgelijke conferenties, wordt deze procedure herhaald bij de daaropvolgende verjaardagen van de openstelling voor ondertekening van dit Verdrag, totdat het in werking is getreden.

4. Alle ondertekenende Staten zullen worden uitgenodigd de in het tweede lid bedoelde Conferentie en de in het derde lid bedoelde latere conferenties als waarnemers bij te wonen.

5. Ten aanzien van Staten waarvan de akten van bekrachtiging of toetreding zijn nedergelegd na de inwerkingtreding van dit Verdrag, treedt dit Verdrag in werking op de dertigste dag na de datum van nederlegging van hun akte van bekrachtiging of toetreding.

ARTIKEL XV

Voorbehouden

Er kunnen ten aanzien van de artikelen van alsmede de Bijlagen bij dit Verdrag geen voorbehouden worden gemaakt. Ten aanzien van de bepalingen van het Protocol bij dit Verdrag en van de Bijlagen bij het Protocol kunnen geen voorbehouden worden gemaakt die strijdig zijn met het voorwerp en doel van dit Verdrag.

ARTIKEL XVI

Depositaris

1. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties is de Depositaris van dit Verdrag; hij doet de ondertekeningen registreren en neemt de akten van bekrachtiging en toetreding in ontvangst.

2. De Depositaris doet onverwijld alle ondertekenende Staten en toetredende Staten kennisgeving van de datum van elke ondertekening, de datum van nederlegging van elke akte van bekrachtiging of toetreding, de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag alsmede van de wijzigingen en veranderingen hiervan, en van de ontvangst van andere kennisgevingen.

3. De Depositaris doet voor eensluidend gewaarmerkte afschriften van dit Verdrag toekomen aan de regeringen van de ondertekenende Staten en van de toetredende Staten.

4. Dit Verdrag wordt overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties geregistreerd door de Depositaris.

ARTIKEL XVII

Authentieke teksten

Dit Verdrag, waarvan de Arabische, de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

BIJLAGE 1 BIJ HET VERDRAG

*Lijst van Staten ingevolge het achtentwintigste lid van artikel II**Afrika*

Algerije, Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Centraal-Afrikaanse Republiek, Comoren, Congo, Ivoorkust, Djibouti, Egypte, Equatoriaal-Guinea, Eritrea, Ethiopië, Gabon, Gambia, Ghana, Guinee, Guinee-Bissau, Kaapverdië, Kameroen, Kenia, Lesotho, Liberia, Libisch-Arabisch Jamahiriya, Madagaskar, Malawi, Mali, Marokko, Mauritanië, Mauritius, Mozambique, Namibië, Niger, Nigeria, Rwanda, Sao Tomé en Príncipe, Senegal, de Seychellen, Sierra Leone, Somalië, Sudan, Swaziland, Togo, Tsjaad, Tunesië, Uganda, Verenigde Republiek Tanzania, Zaire, Zambia, Zimbabwe, Zuid-Afrika.

Oost-Europa

Albanië, Armenië, Azerbeidzjan, Bosnië-Herzegovina, Bulgarije, Estland, Georgië, Hongarije, Joegoslavië, Kroatië, Letland, Litouwen, Moldavië, Oekraïne, Polen, Roemenië, Russische Federatie, Slowakije, Slovenië, de Tsjechische Republiek, De Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië, Wit-Rusland.

Latijns-Amerika en het Caribisch Gebied

Antigua en Barbuda, Argentinië, Bahamas, Barbados, Belize, Bolivia, Brazilië, Chili, Colombia, Costa Rica, Cuba, Dominica, de Dominicaanse Republiek, Ecuador, El Salvador, Grenada, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaica, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Saint Kitts en Nevis, Saint Lucia, Saint Vincent en de Grenadines, Suriname, Trinidad en Tobago, Uruguay, Venezuela.

Midden-Oosten en Zuid-Azië

Afghanistan, Arabische Republiek Syrië, Bahrein, Bangladesh, Bhutan, India, Iran (Islamitische Republiek), Irak, Israël, Jemen, Jordanië, Kazachstan, Kirgizstan, Koeweit, Libanon, Maldiven, Oezbekistan, Oman, Nepal, Pakistan, Qatar, Saoedi-Arabië, Sri Lanka, Tadzjikistan, Turkmenistan, de Verenigde Arabische Emiraten.

Noord-Amerika en West-Europa

Andorra, België, Canada, Cyprus, Denemarken, Duitsland, Finland, Frankrijk, Griekenland, Ierland, IJsland, Italië, Liechtenstein, Luxemburg, Malta, Monaco, Nederland, Noorwegen, Oostenrijk, Portugal, San Marino, Spanje, Turkije, Vaticaanstad, de Verenigde Staten van Amerika, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, Zweden, Zwitserland.

Zuid-Oost-Azië, de regio Stille Oceaan en het Verre Oosten

Australië, Brunei Darussalam, Cambodja, China, Cookeilanden, de Democratische Volksrepubliek Korea, de Democratische Volksrepubliek Laos, Fiji, de Filippijnen, Indonesië, Japan, Kiribati, Maleisië, de Marshalleilanden, Micronesia (de Federale Staten van), Mongolië, Myanmar, Nauru, Nieuw-Zeeland, Niue, Palau, Papoea-Nieuw-Guinea, de Republiek Korea, Samoa, Singapore, de Salomonseilanden, Thailand, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Vietnam.

BIJLAGE 2 BIJ HET VERDRAG

Lijst van Staten ingevolge artikel XIV

Lijst van Staten die op 18 juni 1996 lid zijn van de Ontwapeningsconferentie en officieel deel hebben genomen aan de werkzaamheden tijdens de zitting van 1996 van deze Conferentie en die zijn opgenomen in Tabel 1 van de uitgave van april 1996 van « Nuclear Power Reactors in the World » van de Internationale Organisatie voor Atoomenergie, en van Staten die op 18 juni 1996 lid zijn van de Conferentie en die officieel hebben deelgenomen aan de werkzaamheden tijdens de zitting van 1996 van deze Conferentie en die zijn opgenomen in Tabel 1 van de uitgave van december 1995 van « Nuclear Research Reactors in the World » van de Internationale Organisatie voor Atoomenergie :

Algerije, Argentinië, Australië, Bangladesh, België, Brazilië, Bulgarije, Canada, Chili, China, Colombia, de Democratische Volksrepubliek Korea, Duitsland, Egypte, Finland, Frankrijk, Hongarije, India, Indonesië, Iran (Islamitische Republiek), Israël, Italië, Japan, Mexico, Nederland, Noorwegen, Oekraïne, Oostenrijk, Pakistan, Peru, Polen, Roemenië, Republiek Korea, de Russische Federatie, Slowakije, Spanje, Turkije, Zuid-Afrika, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, de Verenigde Staten van Amerika, Vietnam, Zweden, Zwitserland, Zaire.

PROTOCOL BIJ HET VERDRAG INZAKE EEN ALOMVATTEND VERBOD OP KERNPROEVEN

Deel I

Functies van het internationaal toezichtstelsysteem en het internationaal datacentrum

A. Algemene bepalingen

1. Het Internationaal Toezichtstelsysteem omvat controle-inrichtingen als bedoeld in artikel IV, zestiende lid, alsmede de dienovereenkomstige communicatiemiddelen.
2. De in het Internationaal Toezichtstelsysteem opgenomen controle-inrichtingen zijn die welke zijn opgenomen in Bijlage 1 bij dit Protocol. Het Internationaal Toezichtstelsysteem voldoet aan de technische en operationele vereisten vermeld in de desbetreffende handleidingen.
3. Overeenkomstig artikel II richt de Organisatie, in samenwerking en overleg met de Staten die Partij zijn, met andere Staten en waar nodig met andere internationale organisaties, het Internationaal Toezichtstelsysteem op en coördineert zij de werking en de instandhouding van dit systeem, en draagt zij zorg voor alle toekomstige veranderingen en aanpassingen hiervan.
4. In overeenstemming met de desbetreffende overeenkomsten of regelingen en procedures, komt een Staat die Partij is of een andere Staat die gastheer is of anderszins verantwoordelijk is voor inrichtingen van het Internationaal Toezichtstelsysteem met het Technisch Secretariaat tot overeenstemming en samenwerking bij het creëren, exploiteren, verbeteren, financieren en onderhouden van de controle-inrichtingen, van de desbetreffende goedgekeurde laboratoria en de overeenkomstige communicatiemiddelen binnen gebieden die onder zijn rechtsmacht of toezicht vallen of elders, overeenkomstig het internationale recht. Deze samenwerking geschiedt in overeenstemming met de veiligheids- en waarmerkingsvereisten en met de technische specificaties in de desbetreffende handleidingen. Een dergelijke Staat geeft het Technisch Secretariaat het recht van toegang tot een controle-inrichting ter controle van de uitrusting en de communicatieverbindingen, en stemt ermee in de nodige aanpassingen aan de uitrusting en de procedures voor de werkzaamheden aan te brengen teneinde aan de overeengekomen vereisten te voldoen. Het Technisch Secretariaat levert dergelijke Staten de juiste technische bijstand die de Uitvoerende Raad nodig acht voor het goede functioneren van de inrichting als onderdeel van het Internationaal Toezichtstelsysteem.
5. De modaliteiten voor een dergelijke samenwerking tussen de Organisatie en de Staten die Partij zijn of Staten die gastheer zijn of anderszins verantwoordelijk zijn voor de inrichtingen van het Internationaal Toezichtstelsysteem, worden vastgelegd in per geval te bepalen overeenkomsten of regelingen.

B. Seismologische metingen

6. Elke Staat die Partij is verplicht zich ertoe samen te werken bij de internationale uitwisseling van gegevens om te helpen bij de verificatie van de naleving van dit Verdrag. Deze samenwerking behelst onder meer de oprichting en exploitatie van een mondiaal netwerk van primaire en aanvullende seismologische meetstations. Deze stations leveren gegevens aan het Internationaal Datacentrum, overeenkomstig de overeengekomen procedure.
7. Het netwerk van primaire stations is opgebouwd uit de 50 stations genoemd in Tabel 1-A van Bijlage 1 bij dit Protocol. Deze stations voldoen aan de technische en operationele eisen vermeld in de handleiding voor seismologische metingen en de internationale uitwisseling van seismologische gegevens. Ononderbroken worden gegevens van de primaire stations on-line, rechtstreeks of via een nationaal datacentrum, verzonden naar het Internationaal Datacentrum.
8. Ter aanvulling van het hoofdnetwerk, levert een aanvullend netwerk van 120 stations, rechtstreeks of via een nationaal datacentrum, op verzoek gegevens aan het Internationaal Datacentrum. De te gebruiken aanvullende meetstations zijn opgenomen in Tabel 1-B van Bijlage 1 bij dit Protocol. De aanvullende stations voldoen aan de technische en operationele eisen vermeld in de handleiding voor seismologische metingen en de internationale uitwisseling van seismologische gegevens. De gegevens van de aanvullende stations kunnen te allen tijde worden opgevraagd door het Internationaal Datacentrum en zijn onmiddellijk beschikbaar via on-line computerverbindingen.

C. Meting van radionucliden

9. Elke Staat die Partij is verbindt zich ertoe samen te werken bij de internationale uitwisseling van gegevens betreffende radionucliden in de atmosfeer om te helpen bij de verificatie van de naleving van dit Verdrag. Deze samenwerking omvat de oprichting en exploitatie van een mondiaal netwerk van stations voor de meting van radionucliden en goedgekeurde laboratoria. Het netwerk levert gegevens aan het Internationaal Datacentrum overeenkomstig de overeengekomen procedures.
10. Het netwerk van stations voor de meting van radionucliden in de atmosfeer behelst een globaal netwerk van 80 stations, zoals weergegeven in Tabel 2-A van Bijlage 1 bij dit Protocol. Alle stations zijn in staat de aanwezigheid van de desbetreffende deeltjes in de atmosfeer te meten. Veertig van deze stations zijn bij de inwerkingtreding van dit Verdrag tevens in staat de aanwezigheid van de desbetreffende edelgassen te meten. Hiertoe keurt de Conferentie tijdens haar Eerste Vergadering een aanbeveling van de Voorbereidende Commissie goed ten aanzien van de vraag welke 40 stations van de in Tabel 2-A van Bijlage 1 bij dit Protocol genoemde stations in staat zullen zijn edelgassen te meten. Tijdens de eerste gewone jaarlijkse vergadering bestudeert de Conferentie een plan voor de implementatie van edelgasmeting in het gehele netwerk en neemt zij hierover een besluit. De Directeur-Generaal bereidt ten behoeve van de Conferentie een verslag voor inzake de wijze van dergelijke implementatie. Alle meetstations voldoen aan de technische en operationele vereisten zoals vermeld in de handleiding voor seismologische metingen en de internationale uitwisseling van gegevens over radionucliden.

11. Het netwerk van stations voor de meting van radionucliden wordt ondersteund door laboratoria, die worden goedgekeurd door het Technisch Secretariaat in overeenstemming met de desbetreffende handleiding voor de uitvoering, op basis van een contract met de Organisatie en tegen betaling, van analyses van monsters afkomstig van stations voor de meting van radionucliden. De, naar behoren uitgeruste, laboratoria opgenomen in Tabel 2-B van Bijlage 1 bij dit Protocol wordt eveneens, indien nodig, door het Technisch Secretariaat opgedragen aanvullende analyses uit te voeren van monsters afkomstig van stations voor de meting van radionucliden. Met de instemming van de Uitvoerende Raad kunnen andere laboratoria door het Technisch Secretariaat, indien nodig, worden goedgekeurd voor de uitvoering van routine-analyses van monsters afkomstig van handmatig bediende meetstations. Alle goedgekeurde laboratoria leveren de resultaten van genoemde analyses aan het Internationaal Datacentrum, waarbij zij voldoen aan de technische en operationele eisen vermeld in de handleiding voor seismologische metingen en de internationale uitwisseling van gegevens over radionucliden.

D. Hydro-akoestische metingen

12. Elke Staat die Partij is verbindt zich ertoe samen te werken bij de uitwisseling van hydro-akoestische gegevens om te helpen bij de verificatie van de naleving van dit Verdrag. Deze samenwerking omvat de oprichting en exploitatie van een mondiaal netwerk van stations voor hydro-akoestische metingen. Deze stations leveren gegevens aan het Internationaal Datacentrum overeenkomstig de overeengekomen procedures.

13. Het netwerk van stations voor hydro-akoestische metingen bestaat uit de stations opgenomen in Tabel 3 van Bijlage 1 bij dit Protocol en omvat een globaal netwerk van zes hydrafonische en vijf T-fasestations. Deze stations voldoen aan de technische en operationele eisen vermeld in de handleiding voor hydro-akoestische metingen en de internationale uitwisseling van hydro-akoestische gegevens.

E. Infrageluidmetingen

14. Elke Staat die Partij is verbindt zich ertoe samen te werken bij de uitwisseling van de gegevens van infrageluidmetingen om te helpen bij de verificatie van de naleving van dit Verdrag. Deze samenwerking omvat de oprichting en exploitatie van een mondiaal netwerk van stations voor infrageluidmetingen. Deze stations leveren gegevens aan het Internationaal Datacentrum overeenkomstig de overeengekomen procedures.

15. Het netwerk van stations voor infrageluidmetingen bestaat uit de stations opgenomen in Tabel 4 van Bijlage 1 bij dit Protocol en omvat een globaal netwerk van zestig stations. Deze stations voldoen aan de technische en operationele eisen vermeld in de handleiding voor infrageluidmetingen en de internationale uitwisseling van gegevens van infrageluidmetingen.

F. Functies van het internationaal datacentrum

16. Het Internationaal Datacentrum ontvangt, verzamelt, verwerkt, analyseert, archiveert en rapporteert over gegevens afkomstig van de inrichtingen van het Internationaal Toezichtstelsel, met inbegrip van de resultaten van de in de goedgekeurde laboratoria verrichte analyses.

17. De procedures en criteria voor de standaard filtering van gebeurtenissen die door het Internationaal Datacentrum moeten worden aangehouden bij de uitvoering van de overeengekomen taken, met name voor de levering van standaardverslagen en voor het leveren van een standaard dienstenpakket aan de Staten die Partij zijn, worden uitgewerkt in de handleiding voor het Internationaal Datacentrum en progressief ontwikkeld. De procedures en criteria die initieel door de Voorbereidende Commissie zijn ontwikkeld, worden door de Conferentie goedgekeurd tijdens haar Eerste Vergadering.

Standaardproducten van het Internationaal Datacentrum

18. Het Internationaal Datacentrum past routinematig automatische-verwerkingsmethoden en interactieve menselijke analyses toe op de onverwerkte gegevens afkomstig van het Internationaal Toezichtstelsel teneinde standaardproducten van het Internationaal Datacentrum te produceren en te archiveren ten behoeve van alle Staten die Partij zijn. Deze producten worden kosteloos verstrekt aan de Staten die Partij zijn en doen geen afbreuk aan de uiteindelijke beoordelingen ten aanzien van de aard van de gebeurtenis, die de verantwoordelijkheid blijven van de Staten die Partij zijn, en omvatten onder andere :

a) Geïntegreerde lijsten van alle door het Internationaal Toezichtstelsel gedetecteerde signalen, alsmede standaardlijsten en bulletins van gebeurtenissen, met inbegrip van de meetwaarden en daarmee samenhangende foutmarges, die voor elke door het Internationaal Datacentrum gelokaliseerde gebeurtenis worden berekend op basis van een aantal standaardparameters;

b) Standaardbulletins van gefilterde gebeurtenissen die voortkomen uit de toepassing bij elke gebeurtenis door het Internationaal Datacentrum van de criteria voor de standaardfiltering van gebeurtenissen, dat daarbij gebruik maakt van de karakteriseringsparameters genoemd in Bijlage 2 bij dit Protocol, teneinde in het standaardbulletin gebeurtenissen die kunnen worden beschouwd als natuurlijk fenomeen of kunstmatig niet-nucleair fenomeen, te karakteriseren en uit te laten komen en daardoor uit te filteren. In het bulletin van standaard gebeurtenissen wordt bij elke gebeurtenis numeriek aangegeven in hoeverre de gebeurtenis al dan niet overeenkomt met de criteria voor de filtering van gebeurtenissen. Ten behoeve van de toepassing van standaardfiltering van gebeurtenissen maakt het Internationaal Datacentrum gebruik van zowel mondiale als aanvullende criteria teneinde rekening te houden met regionale variaties, waar dit toepasselijk is. Het Internationaal Datacentrum verbetert zijn technische capaciteiten al naar gelang het ervaring opdoet bij de exploitatie van het Internationaal Toezichtstelsel;

c) Samenvattingen waarin worden weergegeven de door het Internationaal Datacentrum verkregen en gearchiveerde gegevens, de producten van het Internationaal Datacentrum, en het functioneren en de operationele capaciteit van het Internationaal Toezichtstelsel en het Internationaal Datacentrum; en

d) Uittreksels of sub-onderdelen van de standaard producten van het Internationaal Datacentrum genoemd in de letters a) t/m c), overeenkomstig het verzoek daartoe van een Staat die Partij is.

19. Het Internationaal Datacentrum verricht, op verzoek van de Organisatie of van een Staat die Partij is, zonder dat daaraan kosten zijn verbonden voor de Staten die Partij zijn, speciale studies om een grondige technische analyse door experts van de gegevens afkomstig van het Internationaal Toezichtstelsysteem beschikbaar te stellen om de geschatte waarden voor de standaard parameters voor signalen en gebeurtenissen te verbeteren.

Diensten van het Internationaal Datacentrum aan Staten die Partij zijn

20. Het Internationaal Datacentrum verleent de Staten die Partij zijn op voet van gelijkheid en tijdig, vrije en gemakkelijke toegang tot alle gegevens, verwerkt of onverwerkt, afkomstig van het Internationaal Toezichtstelsysteem, alle producten van het Internationaal Datacentrum en alle andere gegevens van het Internationaal Toezichtstelsysteem in het archief van het Internationaal Datacentrum, of via het Internationaal Datacentrum van de inrichtingen van het Internationaal Toezichtstelsysteem. Ter vergemakkelijking van de toegang en de verstrekking van de gegevens worden onder andere de volgende diensten geboden :

a) Automatische en regelmatige verzending aan een Staat die Partij is van de producten van het Internationaal Datacentrum of van een keuze hieruit door de Staat die Partij is, en, op verzoek, een keuze door de Staat die Partij is uit de gegevens van het Internationaal Toezichtstelsysteem;

b) De levering van gegevens of producten die worden gegenereerd ten behoeve van Staten die Partij zijn die speciaal verzoeken dat gegevens en producten van het Internationaal Datacentrum en van het archief van de inrichtingen van het Internationaal Toezichtstelsysteem worden opgevraagd, met inbegrip van een interactieve elektronische toegang tot het gegevensbestand van het Centrum; en

c) Het bijstaan van individuele Staten die Partij zijn, op hun verzoek en kosteloos voor redelijke inspanningen, bij de analyse door deskundigen van gegevens van het Internationaal Toezichtstelsysteem en andere relevante gegevens die door de verzoekende Staat die Partij is worden geleverd, teneinde de desbetreffende Staat die Partij is te helpen bij de identificatie van de bron van specifieke gebeurtenissen. Het resultaat van een dergelijke technische analyse wordt beschouwd als een product van de verzoekende Staat die Partij is, maar staat tot de beschikking van alle Staten die Partij zijn.

De diensten van het Internationaal Datacentrum genoemd in de letters a) en b) worden kosteloos ter beschikking gesteld van elke Staat die Partij is. De omvang van de gegevens en de vorm waarin deze worden verstrekt worden uiteengezet in de handleiding voor het Internationaal Datacentrum.

Nationale filtering van gebeurtenissen

21. Op verzoek daartoe van een Staat die Partij is, past het Internationaal Datacentrum op al zijn standaardproducten, regelmatig en automatisch, de door die Staat die Partij is opgestelde nationale criteria toe die gelden voor de filtering van gebeurtenissen, en doet de resultaten van deze analyse toekomen aan die Staat die Partij is. Deze dienst wordt aan de verzoekende Staat die Partij is kosteloos verleend. Het resultaat van dergelijke procedures voor de nationale filtering van gebeurtenissen wordt beschouwd als een product van de verzoekende Staat die Partij is.

Technische bijstand

22. Het Internationaal Datacentrum verleent, waar nodig, technische bijstand aan individuele Staten die Partij zijn :

a) Door hulp bij de vaststelling van hun eigen behoeften wat betreft de selectie en filtering van gegevens en producten;

b) Door de installatie in het Internationaal Datacentrum, voor verzoekende Staten die Partij zijn kosteloos voor redelijke inspanningen, van door deze Staat die Partij is geleverde computer-algoritmen of software voor de berekening, wat betreft signalen en gebeurtenissen, van nieuwe parameters die niet zijn opgenomen in de handleiding voor het Internationaal Datacentrum; de resultaten worden beschouwd als producten van de verzoekende Staat die Partij is; en

c) Door Staten die Partij zijn te helpen bij de ontwikkeling, in een nationaal datacentrum, van de capaciteit om gegevens van het Internationaal Toezichtstelsysteem te ontvangen, verwerken en analyseren.

23. Het Internationaal Datacentrum houdt voortdurend toezicht op en brengt verslagen uit over de operationele status van de inrichtingen van het Internationaal Toezichtstelsysteem, van communicatieverbindingen, en van zijn eigen verwerkingssystemen. Het Centrum stelt onverwijld degenen die verantwoordelijk zijn op de hoogte, indien enig onderdeel niet functioneert op het overeengekomen niveau zoals vastgelegd in de desbetreffende handleiding.

Deel II

Inspecties ter plaatse

A. Algemene bepalingen

1. De in dit Deel genoemde procedures worden uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen inzake inspecties ter plaatse, vermeld in artikel IV.

2. De inspecties ter plaatse worden uitgevoerd in het gebied waar de gebeurtenis plaatsvond die aanleiding heeft gegeven tot het verzoek tot de inspectie ter plaatse.

3. Het gebied van een inspectie ter plaatse is ononderbroken en de oppervlakte ervan bedraagt niet meer dan 1000 vierkante kilometer. In geen enkele richting mag er een lineaire afstand zijn die groter is dan 50 kilometer.

4. De duur van een inspectie ter plaatse is niet langer dan 60 dagen, te rekenen vanaf de datum van goedkeuring van de inspectie ter plaatse overeenkomstig artikel IV, zesenveertigste lid, maar kan voor maximaal 70 dagen worden verlengd overeenkomstig artikel IV, negenveertigste lid.

5. Indien het in het inspectiemandaat aangegeven inspectiegebied zich uitstrekt over het grondgebied of een andere plaats onder de rechtsmacht of het toezicht van meer dan één Staat die Partij is, dan zijn de bepalingen betreffende inspecties ter plaatse, dienovereenkomstig, van toepassing op alle Staten die Partij zijn waarover het inspectiegebied zich uitstrekt.

6. In de gevallen waarin het inspectiegebied onder de rechtsmacht of het toezicht valt van de geïnspecteerde Staat die Partij is, maar is gelegen op het grondgebied van een andere Staat die Partij is, of de gevallen waarin voor de toegang van het punt van binnenkomst naar het inspectiegebied doorgang vereist is over het grondgebied van een andere Staat die Partij is dan de geïnspecteerde, oefent de geïnspecteerde Staat de rechten uit en komt hij de verplichtingen na die met deze inspecties samenhangen, in overeenstemming met dit Protocol. In een dergelijk geval vergemakkelijkt de Staat die Partij is op wiens grondgebied het inspectiegebied is gelegen de inspectie en zorgt voor de nodige ondersteuning teneinde het inspectieteam in staat te stellen zijn taken tijdig en doeltreffend te verrichten. Staten die Partij zijn over wier grondgebied de doorreis vereist is om het inspectiegebied te bereiken, vergemakkelijken die doorreis.

7. In gevallen waarin het inspectiegebied onder de rechtsmacht of het toezicht valt van de geïnspecteerde Staat die Partij is, maar gelegen is op het grondgebied van een staat die geen Partij is bij dit Verdrag, neemt de geïnspecteerde Staat die Partij is alle nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de inspectie kan worden uitgevoerd in overeenstemming met dit Protocol. Een Staat die Partij is die een of meer gebieden onder zijn rechtsmacht of toezicht heeft op het grondgebied van een staat die geen Partij is bij dit Verdrag, neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de ten aanzien van de Staatspartij op wiens grondgebied het inspectiegebied is gelegen, aangewezen inspecteurs en inspectie-assistenten worden aanvaard door die Staat. Indien een Staat die Partij is niet in staat is de toegang te waarborgen, moet hij aantonen dat hij alle nodige maatregelen heeft genomen om de toegang te verlenen.

8. In gevallen waarin het inspectiegebied is gelegen op het grondgebied van een Staat die Partij is, maar onder de rechtsmacht of het toezicht valt van een Staat die geen Partij is bij dit Verdrag, treft de Staat die Partij is alle nodige maatregelen die worden verlangd van een geïnspecteerde Staat die Partij is en een Staat die Partij is op wiens grondgebied het inspectiegebied is gelegen, onverminderd de regels en gebruiken van het internationale recht, om ervoor te zorgen dat de inspectie ter plaatse kan worden uitgevoerd in overeenstemming met dit Protocol. Indien de Staat die Partij is niet in staat is de toegang tot het inspectiegebied te waarborgen, moet hij aantonen dat hij alle nodige maatregelen heeft genomen om de toegang te verlenen, onverminderd de regels en gebruiken van het internationale recht.

9. De omvang van het inspectieteam wordt beperkt tot de minimumomvang die vereist is om het inspectiemandaat naar behoren uit te voeren. Het totale aantal leden van een inspectieteam dat zich op enig moment op het grondgebied van een geïnspecteerde Staat die Partij is bevindt, mag niet groter zijn dan 40, behalve bij de uitvoering van boringen. Geen enkele onderdaan van de verzoekende Staat die Partij is of van de geïnspecteerde Staat die Partij is mag lid zijn van het inspectieteam.

10. De Directeur-Generaal stelt de omvang van het Inspectieteam vast en kiest uit de lijst van inspecteurs en inspectie-assistenten de samenstellende leden, rekening houdend met de omstandigheden van het desbetreffende verzoek.

11. De geïnspecteerde Staat die Partij is zorgt voor of regelt de nodige voorzieningen voor het inspectieteam, zoals communicatiemiddelen, tolkdiensten, vervoer, werkruimte, onderdak, maaltijden en medische verzorging.

12. De Organisatie vergoedt aan de geïnspecteerde Staat die Partij is, binnen redelijk korte termijn na de afsluiting van de inspectie, alle uitgaven, waaronder de in de elfde en negenenvertigste paragraaf genoemde, met betrekking tot het verblijf en de functionele activiteiten van het inspectieteam op het grondgebied van de geïnspecteerde Staat die Partij is.

13. De procedures voor de uitvoering van de inspecties ter plaatse worden nauwkeurig omschreven in de handleiding voor inspecties ter plaatse.

B. Permanente regelingen

Aanwijzing van inspecteurs en inspectie-assistenten

14. Een inspectieteam kan bestaan uit inspecteurs en inspectie-assistenten. Een inspectie ter plaatse wordt uitsluitend verricht door gekwalificeerde inspecteurs die speciaal voor deze taak zijn aangewezen. De inspecteurs kunnen worden bijgestaan door speciaal aangewezen inspectie-assistenten, zoals technisch en administratief personeel, piloten en bemanningsleden en tolken.

15. Inspecteurs en inspectie-assistenten worden voorgedragen voor aanwijzing door de Staten die Partij zijn of, ingeval van personeel van het Technisch Secretariaat, door de Directeur-Generaal, op basis van hun expertise en ervaring ter zake van het doel en de functies van inspecties ter plaatse. De voorgedragen personen worden door de Staten die Partij zijn vooraf goedgekeurd overeenkomstig paragraaf achttien.

16. Uiterlijk 30 dagen na de inwerkingtreding van dit Verdrag stelt elke Staat die Partij is de Directeur-Generaal in kennis van de naam, de geboortedatum, het geslacht, de rang, de kwalificaties en de beroepservaring van de door de Staten die Partij zijn ter benoeming als inspecteurs en inspectie-assistenten voorgedragen personen.

17. Uiterlijk 60 dagen na de inwerkingtreding van dit Verdrag doet het Technisch Secretariaat aan alle Staten die Partij zijn schriftelijk een initiële lijst toekomen met de naam, de geboortedatum, het geslacht en de rang van de inspecteurs en inspectie-assistenten die voor aanwijzing zijn voorgedragen door de Directeur-Generaal en de Staat die Partij is, alsmede een beschrijving van hun kwalificaties en beroepservaring.

18. Elke Staat die Partij is bevestigt onmiddellijk de ontvangst van de initiële lijst van de inspecteurs en inspectie-assistenten die voor aanwijzing zijn voorgedragen. Alle in deze lijst opgenomen inspecteurs en inspectie-assistenten worden geacht te zijn aanvaard, tenzij een Staat die Partij is, uiterlijk 30 dagen na de bevestiging van de ontvangst van de lijst, schriftelijk zijn niet-aanvaarding kenbaar maakt. De Staat die Partij is kan daarbij de redenen voor het bezwaar kenbaar maken. In geval van niet-aanvaarding mag de voorgedragen inspecteur of inspectie-assistent niet overgaan tot of deelnemen aan inspectie-activiteiten op het grondgebied of op enige andere plaats onder de rechtsmacht of het toezicht van de Staat die Partij is die zijn niet-aanvaarding kenbaar heeft gemaakt. Het Technisch Secretariaat bevestigt onmiddellijk de ontvangst van de mededeling van bezwaar.

19. Telkens wanneer de Directeur-Generaal of een Staat die Partij is voorstellen doet tot aanvulling op of wijziging van de lijst van inspecteurs en inspectie-assistenten, worden vervangende inspecteurs en inspectie-assistenten aangewezen op dezelfde wijze als die welke geldt ten aanzien van de initiële lijst. Indien een door een Staat voorgedragen inspecteur of inspectie-assistent niet langer de verplichtingen van een inspecteur of inspectie-assistent kan vervullen, stelt de desbetreffende Staat die Partij is het Technisch Secretariaat hiervan onverwijld in kennis.

20. Het Technisch Secretariaat houdt de lijst van inspecteurs en inspectie-assistenten actueel en stelt alle Staten die Partij zijn in kennis van aanvullingen op of wijzigingen van deze lijst.

21. Een Staat die Partij is die om een inspectie ter plaatse verzoekt, kan voorstellen dat een inspecteur van de lijst van inspecteurs en inspectie-assistenten fungeert als zijn waarnemer overeenkomstig artikel IV, eenenzestigste lid.

22. Onverminderd het bepaalde in paragraaf drieëntwintig, heeft een Staat die Partij is het recht te allen tijde bezwaar te maken tegen een reeds aanvaarde inspecteur of inspectie-assistent. Deze Staat die Partij is dient het Technisch Secretariaat schriftelijk van zijn bezwaar in kennis te stellen en kan daarbij de reden voor het bezwaar vermelden. Dit bezwaar wordt 30 dagen na de ontvangst van de kennisgeving door het Technisch Secretariaat van kracht. Het Technisch Secretariaat bevestigt onmiddellijk de ontvangst van de kennisgeving van het bezwaar en stelt de bezwaar makende en benoemde Staten die Partij zijn in kennis van de datum waarop de aanwijzing van de inspecteur of de inspectie-assistent voor de desbetreffende Staat die Partij is is ingetrokken.

23. Een Staat die Partij is die van een inspectie in kennis is gesteld, mag niet trachten één van de in het inspectiemandaat opgenomen inspecteurs of inspectie-assistenten uit het inspectieteam te verwijderen.

24. Het aantal door een Staat die Partij is aanvaarde inspecteurs en inspectie-assistenten moet groot genoeg zijn om ervoor te zorgen dat er voldoende inspecteurs en inspectie-assistenten beschikbaar zijn. Indien, naar het oordeel van de Directeur-Generaal, de niet-aanvaarding door een Staat die Partij is van de voorgedragen inspecteurs of inspectie-assistenten een beletsel vormt voor de aanwijzing van een voldoende aantal inspecteurs en inspectie-assistenten, of anderszins de effectieve verwezenlijking van de doelen van een inspectie ter plaatse belemmert, legt de Directeur-Generaal de kwestie voor aan de Uitvoerende Raad.

25. Elke in de lijst van inspecteurs en inspectie-assistenten opgenomen inspecteur volgt een adequate opleiding. Deze opleiding wordt verzorgd door het Technisch Secretariaat overeenkomstig de procedures neergelegd in de handleiding voor inspecties ter plaatse. Het Technisch Secretariaat stelt, in samenwerking met de Staten die Partij zijn, een opleidingsprogramma voor de inspecteurs vast.

Voorrechten en immuniteiten

26. Elke Staat die Partij is dient na de aanvaarding van de in paragraaf 18 bedoelde, of later in overeenstemming met paragraaf 19 gewijzigde, initiële lijst van inspecteurs en inspectie-assistenten, overeenkomstig zijn nationale procedures, op verzoek van een inspecteur of een inspectie-assistent inreis/uitreis- en/of transitvisa voor verscheidene reizen en andere relevante documenten te verstrekken teneinde elke inspecteur en inspectie-assistent in staat te stellen binnen te komen op het grondgebied van die Staat die Partij is en aldaar te verblijven uitsluitend ten behoeve van de verrichting van inspectie-activiteiten. Elke Staat die Partij is verstrekt deze visa of reisdocumenten uiterlijk 48 uur na ontvangst van een verzoek hiertoe of onmiddellijk bij de aankomst van het inspectieteam op het punt van binnenkomst op het grondgebied van de Staat die Partij is. Genoemde documenten moeten een zodanige geldigheidsduur hebben dat de inspecteur en/of de inspectie-assistent zo lang op het grondgebied van een geïnspecteerde Staat die Partij is kunnen verblijven als nodig is, uitsluitend voor de verrichting van de inspectie-activiteiten.

27. Om hun taken doeltreffend te kunnen uitoefenen, worden aan de leden van het inspectieteam de in de letters a) tot en met i) genoemde voorrechten en immuniteiten verleend. De voorrechten en immuniteiten worden aan de leden van het inspectieteam verleend met het oog op dit Verdrag en niet in het persoonlijk belang van de betrokkenen zelf. Deze voorrechten en immuniteiten worden aan hen verleend voor het gehele tijdvak tussen de aankomst op en het vertrek van het grondgebied van de geïnspecteerde Staat die Partij is, en daarna ten aanzien van handelingen die eerder zijn verricht in de uitoefening van hun officiële taken.

a) Aan de leden van het inspectieteam wordt de onschendbaarheid verleend die diplomatieke ambtenaren genieten op grond van artikel 29 van het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer van 18 april 1961;

b) De woonruimten en kantoren die worden betrokken door het inspectieteam dat inspectie-activiteiten verricht ingevolge dit Verdrag genieten de onschendbaarheid en bescherming die de gebouwen van diplomatieke ambtenaren genieten op grond van artikel 30, eerste lid, van het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer;

c) De papieren en briefwisseling, met inbegrip van dossiers, van het inspectieteam genieten de onschendbaarheid die alle papieren en briefwisseling van diplomatieke ambtenaren genieten op grond van artikel 30, tweede lid, van het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer. Het inspectieteam heeft het recht codes te gebruiken voor het berichtenverkeer met het Technisch Secretariaat;

d) Onverminderd de bepalingen van dit Verdrag, zijn monsters en goedgekeurde uitrusting die leden van het inspectieteam bij zich hebben, onschendbaar en vrijgesteld van alle douanerechten. Gevaarlijke monsters dienen te worden vervoerd in overeenstemming met de desbetreffende voorschriften;

e) Aan de leden van het inspectieteam worden de immuniteiten verleend die aan diplomatieke ambtenaren worden verleend op grond van artikel 31, eerste, tweede en derde lid, van het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer;

f) Aan de leden van het inspectieteam die voorgeschreven activiteiten verrichten ingevolge dit Verdrag wordt de vrijstelling van belastingen en rechten verleend die aan diplomatieke ambtenaren wordt verleend op grond van artikel 34 van het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer;

g) Het is de leden van het inspectieteam toegestaan, zonder betaling van douanerechten of daarmee verband houdende heffingen, goederen voor persoonlijk gebruik mee te brengen op het grondgebied van de geïnspecteerde Staat die Partij is, met uitzondering van goederen waarvan de in- of uitvoer bij wet is verboden of is onderworpen aan quarantaineregelingen;

h) Aan de leden van het inspectieteam worden dezelfde valuta- en wisselfaciliteiten verleend als aan vertegenwoordigers van vreemde Regeringen met tijdelijke officiële opdrachten; en

i) De leden van het inspectieteam mogen zich op het grondgebied van de geïnspecteerde Staat die Partij is niet bezighouden met enige beroepsactiviteit of commerciële activiteit in hun persoonlijk voordeel.

28. Tijdens de doorreis over het grondgebied van niet-geïnspecteerde Staten die Partij zijn worden aan de leden van het inspectieteam de voorrechten en immuniteiten verleend die diplomatieke ambtenaren genieten op grond van artikel 40, eerste lid, van het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer. De papieren en briefwisseling, met inbegrip van dossiers, en monsters en goedgekeurde uitrusting die zij bij zich hebben, genieten de in paragraaf 27, letters c en d, genoemde voorrechten en immuniteiten.

29. Onverminderd hun voorrechten en immuniteiten zijn de leden van het inspectieteam verplicht de wetten en voorschriften van de geïnspecteerde Staat die Partij is te eerbiedigen en zijn zij verplicht, voor zover verenigbaar met het inspectiemandaat, zich niet te mengen in de interne aangelegenheden van die Staat. Indien de geïnspecteerde Staat die Partij is van oordeel is dat er sprake is van misbruik van de in dit Protocol genoemde voorrechten en immuniteiten, wordt overleg gevoerd tussen de Staat die Partij is en de Directeur-Generaal om vast te stellen of bedoeld misbruik heeft plaatsgevonden en, zo ja, om herhaling daarvan te voorkomen.

30. Van de immuniteit van rechtsmacht van leden van het inspectieteam kan door de Directeur-Generaal afstand worden gedaan in de gevallen waarin de Directeur-Generaal van oordeel is dat de immuniteit de rechtsgang belemmert en dat hiervan afstand kan worden gedaan zonder afbreuk te doen aan de uitvoering van de bepalingen van dit Verdrag. Het afstand doen van immuniteit dient altijd uitdrukkelijk te geschieden.

31. Aan waarnemers worden dezelfde voorrechten en immuniteiten verleend als de leden van het inspectieteam ingevolge deze afdeling, met uitzondering van de ingevolge paragraaf 27, letter d, verleende voorrechten en immuniteiten.

Punten van binnenkomst

32. Elke Staat die Partij is dient de punten van binnenkomst aan te wijzen en de vereiste informatie aan het Technisch Secretariaat te verstrekken uiterlijk 30 dagen nadat dit Verdrag voor die Staat in werking is getreden. Deze punten van binnenkomst dienen zodanig te zijn, dat het inspectieteam elke inspectieplaats binnen 24 uur kan bereiken vanaf ten minste één punt van binnenkomst. De ligging van de punten van binnenkomst wordt door het Technisch Secretariaat aan alle Staten die Partij zijn verstrekt. Punten van binnenkomst kunnen tevens dienen als punten van vertrek.

33. Elke Staat die Partij is kan de punten van binnenkomst wijzigen door daarvan kennisgeving te doen aan het Technisch Secretariaat. Wijzigingen worden 30 dagen nadat het Technisch Secretariaat die kennisgeving heeft ontvangen van kracht, zulks om alle Staten die Partij zijn daarvan in kennis te kunnen stellen.

34. Indien het Technisch Secretariaat van oordeel is dat er onvoldoende punten van binnenkomst zijn voor de tijdige verrichting van de inspecties, of dat de door een Staat die Partij is voorgestelde wijzigingen van de punten van binnenkomst de tijdige verrichting van inspecties zouden belemmeren, pleegt het overleg met de betrokken Staat die Partij is om het probleem op te lossen.

Regelingen voor het gebruik van andere vliegtuigen dan lijntoestellen

35. Wanneer het inspectieteam niet tijdig op het punt van binnenkomst kan aankomen met gebruikmaking van lijnvervoer, kan het nodig zijn dat het inspectieteam gebruik maakt van andere vliegtuigen dan lijntoestellen. Elke Staat die Partij is dient uiterlijk 30 dagen nadat dit Verdrag voor die Staat in werking is getreden het Technisch Secretariaat in kennis te stellen van het nummer van de permanente diplomatieke toestemming voor andere vliegtuigen dan lijntoestellen die een inspectieteam en voor de inspectie benodigde uitrusting vervoeren. De vliegroutes dienen langs vastgelegde internationale luchtwegen te lopen die tussen de Staat die Partij is en het Technisch Secretariaat zijn overeengekomen als grondslag voor bedoelde diplomatieke toestemming.

Goedgekeurde inspectieuitrusting

36. Tijdens de Eerste Vergadering gaat de Conferentie over tot de behandeling en goedkeuring van een lijst van goedgekeurde uitrusting, te gebruiken bij de inspecties ter plaatse. Elke Staat die Partij is kan voorstellen doen voor de opneming van uitrusting in de lijst. Bij de specificaties voor het gebruik van uitrusting, zoals uiteengezet in de handleiding voor inspecties ter plaatse, moet rekening worden gehouden met veiligheids- en vertrouwelijkheidsoverwegingen in verband met de plaatsen waar deze uitrusting mogelijk wordt gebruikt.

37. De uitrusting voor gebruik bij inspecties ter plaatse bestaat uit basisuitrusting voor de in paragraaf negenzestig genoemde inspectie-activiteiten en -technieken en aanvullende uitrusting nodig voor de effectieve en tijdige uitvoering van inspecties ter plaatse.

38. Het Technisch Secretariaat zorgt ervoor dat alle soorten goedgekeurde uitrusting op het gewenste moment beschikbaar zijn. Indien een uitrusting voor een inspectie ter plaatse vereist is, geeft het Technisch Secretariaat een certificaat af waaruit blijkt dat de uitrusting is geïjkt, onderhouden en beschermd. Teneinde de controle van de uitrusting door de geïnspecteerde Staat die Partij is op het punt van binnenkomst te vergemakkelijken, levert het Technisch Secretariaat documenten en worden ter waarmerking van de certificering zegels aangebracht.

39. Elke permanent aangehouden uitrusting wordt beheerd door het Technisch Secretariaat. Het Technisch Secretariaat is verantwoordelijk voor het onderhoud en de ijking van deze uitrusting.

40. Voor zover nodig treft het Technisch Secretariaat regelingen met de Staten die Partij zijn voor de levering van de in de lijst genoemde uitrusting. De desbetreffende Staten die Partij zijn, zijn verantwoordelijk voor het onderhoud en de ijking van genoemde uitrusting.

C. Verzoek om inspectie ter plaatse, inspectiemandaat
en kennisgeving van inspectie

Verzoek om inspectie ter plaatse

41. Overeenkomstig artikel IV, zevenendertigste lid, dient het verzoek om inspectie ter plaatse ten minste de volgende informatie te bevatten :

- a) De geschatte geografische en verticale coördinaten van de plaats waar de gebeurtenis plaatsvond die aanleiding heeft gegeven tot het verzoek, met een aanduiding van de mogelijke foutmarge;
- b) De voorgestelde begrenzing van het te inspecteren gebied, aangegeven op een kaart overeenkomstig de paragrafen 2 en 3;
- c) De te inspecteren Staat die Partij is of Staten die Partij zijn of een aanduiding dat het te inspecteren gebied of een deel daarvan buiten de rechtsmacht of het toezicht valt van enige Staat;
- d) Het waarschijnlijke milieu van de gebeurtenis die aanleiding heeft gegeven tot het verzoek;
- e) Het geschatte tijdstip van de gebeurtenis die aanleiding heeft gegeven tot het verzoek, met een aanduiding van de mogelijke foutmarge;
- f) Alle gegevens waarop het verzoek berust;
- g) De persoonlijke gegevens over de eventueel voorgedragen waarnemer; en
- h) De uitkomst van een eventuele procedure voor overleg en opheldering overeenkomstig artikel IV, of, indien nodig, een verklaring waarom een dergelijke procedure niet is gevolgd.

Inspectiemandaat

42. Het inspectiemandaat voor een inspectie ter plaatse bevat de volgende informatie :

- a) Het besluit van de Uitvoerende Raad ten aanzien van het verzoek om inspectie ter plaatse;
- b) De naam of namen van de te inspecteren Staat die Partij is of Staten die Partij zijn of een aanduiding dat het te inspecteren gebied of een deel daarvan buiten de rechtsmacht of het toezicht valt van enige Staat;
- c) De plaats en de begrenzingen van het te inspecteren gebied aangegeven op een kaart, met inachtneming van alle informatie waarop het verzoek berust en alle overige beschikbare technische informatie, in overleg met de verzoekende Staat die Partij is;
- d) De geplande soorten activiteiten van het inspectieteam in het inspectiegebied;
- e) Het punt van binnenkomst dat door het inspectieteam moet worden gebruikt;
- f) De passeerpunten of bases, naar gelang van hetgeen van toepassing is;
- g) De naam van de leider van het inspectieteam;
- h) De namen van de leden van het inspectieteam;
- i) De naam van de eventuele voorgestelde waarnemer; en
- j) De lijst van uitrusting die in het inspectiegebied wordt gebruikt.

Indien voor een besluit van de Uitvoerende Raad met toepassing van artikel IV, zesenviëftigste tot en met negenveertigste lid, een wijziging van het inspectiemandaat vereist is, kan de Directeur-Generaal het inspectiemandaat wat betreft de sub-paragrafen d, h en j voor zover nodig bijwerken. De Directeur-Generaal doet de geïnspecteerde Staat die Partij is onmiddellijk kennisgeving van een dergelijke wijziging.

Kennisgeving van een inspectie

43. De ingevolge artikel IV, vijfenvijftigste lid, gedane kennisgeving bevat de volgende informatie :

- a) Het inspectiemandaat;
- b) De datum en het verwachte tijdstip van aankomst van het inspectieteam op het punt van binnenkomst;
- c) Het vervoermiddel bij aankomst op het punt van binnenkomst;
- d) Indien van toepassing, het nummer van de permanente diplomatieke toestemming voor andere vliegtuigen dan lijntoestellen; en
- e) Een lijst van uitrustingen die op verzoek van de Directeur-Generaal door de geïnspecteerde Staat die Partij is aan het inspectieteam beschikbaar worden gesteld ten behoeve van het gebruik daarvan in het inspectiegebied.

44. De geïnspecteerde Staat die Partij is bevestigt de ontvangst van de kennisgeving van de Directeur-Generaal uiterlijk 12 uur na de ontvangst van de kennisgeving.

D. Activiteiten voorafgaande aan de inspectie

Binnenkomst op het grondgebied van de geïnspecteerde Staat die Partij is, activiteiten op het punt van binnenkomst en overbrenging naar het inspectiegebied

45. De geïnspecteerde Staat die Partij is die in kennis is gesteld van de aankomst van een inspectieteam dient zorg te dragen voor de onmiddellijke binnenkomst van het inspectieteam op zijn grondgebied.

46. Indien voor het vervoer naar het punt van binnenkomst een ander vliegtuig dan een lijntoestel wordt gebruikt, doet het Technisch Secretariaat aan de geïnspecteerde Staat die Partij is, via de nationale autoriteit, een vluchtschema toekomen voor de vlucht van het vliegtuig tussen het laatste vliegveld vóór de binnenkomst in het luchtruim van genoemde Staat die Partij is en het punt van binnenkomst, uiterlijk zes uur voor de geplande vertrektijd vanaf dit vliegveld. Dit schema wordt geregistreerd overeenkomstig de voor burgerluchtvaartuigen geldende procedures van de Internationale Organisatie voor de burgerluchtvaart. Bij het voor opmerkingen gereserveerde gedeelte van het vluchtschema vermeldt het Technisch Secretariaat het nummer van de permanente diplomatieke toestemming en de desbetreffende aantekening waarmee het toestel als een inspectievliegtuig wordt aangeduid. Indien er een militair toestel wordt gebruikt, verzoekt het Technisch Secretariaat de geïnspecteerde Staat die Partij is vooraf om toestemming om zijn luchtruim binnen te komen.

47. Ten minste drie uur vóór het geplande vertrek van het inspectieteam van het laatste vliegveld vóór de binnenkomst in het luchtruim van de geïnspecteerde Staat die Partij is, dient de geïnspecteerde Staat die Partij is ervoor te zorgen dat het overeenkomstig paragraaf 46 ingediende vluchtschema wordt goedgekeurd, opdat het inspectieteam op de verwachte aankomsttijd op het punt van binnenkomst kan aankomen.

48. Indien nodig stellen de leider van het inspectieteam en de vertegenwoordiger van de geïnspecteerde Staat die Partij is een basis vast en een vluchtschema van het punt van binnenkomst naar de basis, en, indien nodig, naar het inspectiegebied.

49. De geïnspecteerde Staat die Partij is dient parkeergelegenheid te bieden en zorg te dragen voor beveiliging, onderhoud en brandstof voor zover benodigd door het Technisch Secretariaat voor het vliegtuig van het inspectieteam op het punt van binnenkomst, en, indien nodig, op de basis en in het inspectiegebied. Bedoeld vliegtuig is geen landingsrechten, vertrekbelasting en soortgelijke heffingen verschuldigd. Deze paragraaf is eveneens van toepassing op vliegtuigen die worden gebruikt voor het overvliegen bij inspecties ter plaatse.

50. Behoudens het bepaalde in paragraaf 51 legt de geïnspecteerde Staat die Partij is het inspectieteam geen beperkingen op met betrekking tot het meebrengen op het grondgebied van die Staat die Partij is van goedgekeurde uitrusting die in overeenstemming is met het inspectiemandaat, of met betrekking tot het gebruik daarvan in overeenstemming met de bepalingen van het Verdrag en dit Protocol.

51. De geïnspecteerde Staat die Partij is heeft het recht, zonder afbreuk te doen aan de in paragraaf 54 genoemde tijdsbestekken, in aanwezigheid van leden van het inspectieteam op het punt van binnenkomst, te verifiëren of de uitrusting is goedgekeurd en gecertificeerd overeenkomstig het bepaalde in paragraaf 38. De geïnspecteerde Staat die Partij is kan uitrusting die niet in overeenstemming is met het inspectiemandaat of uitrusting die niet overeenkomstig het in paragraaf 38 bepaalde is goedgekeurd en gecertificeerd, weren.

52. Direct bij aankomst op het punt van binnenkomst en zonder afbreuk te doen aan de in paragraaf 54 genoemde tijdsbestekken, toont de leider van het inspectieteam de vertegenwoordiger van de geïnspecteerde Staat die Partij is het inspectiemandaat en een door het inspectieteam opgesteld initieel inspectieplan waarin de door het team te verrichten activiteiten zijn vermeld. Het inspectieteam wordt door vertegenwoordigers van de geïnspecteerde Staat die Partij is gebriefd met behulp van kaarten en andere documentatie, indien van toepassing. Bij de briefing wordt melding gemaakt van de relevante natuurlijke kenmerken van het terrein, veiligheids- en vertrouwelijkheidskwesties alsmede logistieke regelingen voor de inspectie. De geïnspecteerde Staat die Partij is kan binnen het inspectiegebied plaatsen aanduiden die, in haar ogen, geen verband houden met het doel van de inspectie.

53. Na de briefing vóór inspectie wijzigt het inspectieteam indien nodig het initiële inspectieplan, met inachtneming van de opmerkingen van de geïnspecteerde Staat die Partij is. Het gewijzigde inspectieplan wordt aan de vertegenwoordiger van de geïnspecteerde Staat die Partij is ter beschikking gesteld.

54. De geïnspecteerde Staat die Partij is stelt al het mogelijke in het werk om hulp te verlenen en zorg te dragen voor veilig vervoer van het inspectieteam, de in paragrafen 50 en 51 vermelde goedgekeurde uitrusting en de bagage van het punt van binnenkomst naar het inspectiegebied uiterlijk 36 uur na de aankomst op het punt van binnenkomst, tenzij een ander tijdschema is overeengekomen binnen het in paragraaf 57 genoemde tijdsbestek.

55. Teneinde te bevestigen dat het gebied waarnaar het inspectieteam is vervoerd overeenkomt met het in het inspectiemandaat aangegeven gebied, heeft het inspectieteam het recht goedgekeurde plaatsbepalingsapparatuur te gebruiken. De geïnspecteerde Staat die Partij is helpt het inspectieteam bij deze taak.

E. Verrichting van de inspecties

Algemene regels

56. Het inspectieteam dient zijn taken te vervullen in overeenstemming met de bepalingen van het Verdrag en dit Protocol.

57. Het inspectieteam vangt de inspectie-activiteiten in het inspectiegebied zo spoedig mogelijk aan, doch in elk geval uiterlijk 72 uur na de aankomst op het punt van binnenkomst.

58. De activiteiten van het inspectieteam dienen zodanig te worden georganiseerd, dat zorg wordt gedragen voor de tijdige en doeltreffende verrichting van zijn taken, het minst mogelijke ongemak voor de geïnspecteerde Staat die Partij is en de minst mogelijke hinder voor het geïnspecteerde gebied.

59. Indien de geïnspecteerde Staat die Partij is overeenkomstig paragraaf 43, letter e of gedurende de inspectie wordt verzocht uitrusting ter beschikking te stellen voor gebruik door het inspectieteam in het inspectiegebied, dient de geïnspecteerde Staat die Partij is voor zover mogelijk aan dit verzoek gehoor te geven.

60. Gedurende de inspectie ter plaatse heeft het inspectieteam onder andere :

a) Het recht te bepalen hoe de inspectie verloopt, in overeenstemming met het inspectiemandaat en rekening houdend met de door de geïnspecteerde Staat die Partij is getroffen maatregelen in overeenstemming met de bepalingen inzake de gecontroleerde toegang;

b) Het recht het inspectieplan te wijzigen, indien nodig, om een doeltreffende uitvoering van de inspectie te garanderen;

c) De verplichting rekening te houden met de door de geïnspecteerde Staat die Partij is gedane aanbevelingen en voorgestelde wijzigingen betreffende het inspectieplan;

d) Het recht te verzoeken om opheldering met betrekking tot onduidelijkheden die tijdens de inspectie naar voren zouden kunnen komen;

e) De verplichting alleen die technieken te gebruiken die zijn vermeld in paragraaf 69 en zich te onthouden van activiteiten die geen verband houden met het doel van de inspectie. Het team verzamelt feiten die betrekking hebben op het doel van de inspectie en legt deze vast, maar gaat niet over tot het verzamelen en vastleggen van informatie die daarmee duidelijk geen verband houdt. Verzameld materiaal dat vervolgens als niet relevant wordt beschouwd, wordt aan de geïnspecteerde Staat die Partij is geretourneerd;

f) De verplichting om rekening te houden met de gegevens en uitleg die de geïnspecteerde Staat die Partij is heeft verstrekt op grond van zijn nationale meetnetwerken en andere bronnen omtrent de aard van de gebeurtenis naar aanleiding waarvan het verzoek is ingediend en deze gegevens en uitleg in zijn verslag op te nemen;

g) De verplichting de geïnspecteerde Staat die Partij is, op zijn verzoek, afschriften te verstrekken van de in het inspectiegebied verzamelde informatie en gegevens; en

h) De verplichting de vertrouwelijkheids-, de veiligheids- en de gezondheidsbepalingen van de geïnspecteerde Staat die Partij is na te leven.

61. Gedurende de inspectie ter plaatse heeft de geïnspecteerde Staat die Partij is, onder andere :

a) Het recht te allen tijde aanbevelingen te doen aan het inspectieteam betreffende de mogelijke wijziging van het inspectieplan;

b) Het recht en de verplichting te zorgen voor een vertegenwoordiger voor het onderhouden van verbindingen met het inspectieteam;

c) Het recht het inspectieteam te laten begeleiden door vertegenwoordigers gedurende de uitvoering van zijn taken en dezen alle door het inspectieteam uitgevoerde inspectie-activiteiten te laten waarnemen. Dit mag geen vertragende of anderszins belemmerende werking hebben op de uitoefening van de taken van het inspectieteam;

d) Het recht aanvullende informatie te verstrekken en te verzoeken om de verzameling en vastlegging van aanvullende feiten die hij voor de inspectie relevant acht;

e) Het recht alle fotografische en meetresultaten alsmede monsters te onderzoeken en het recht foto's of gedeelten daarvan achter te houden waarop gevoelige plaatsen staan die geen verband houden met het doel van de inspectie. De geïnspecteerde Staat die Partij is heeft recht op kopieën van alle fotografische en meetresultaten. De geïnspecteerde Staat die Partij is heeft het recht de originelen en de fotografische resultaten van de eerste generatie achter te houden en foto's of gedeelten daarvan op zijn grondgebied onder een gemeenschappelijke zegel te plaatsen. De geïnspecteerde Staat die Partij is heeft het recht zijn eigen fotograaf/cameraman te leveren voor het nemen van de door het inspectieteam verzochte foto's of videobeelden. Indien dit niet gebeurt, worden deze taken verricht door leden van het inspectieteam;

f) Het recht het inspectieteam uit de nationale meetnetwerken of uit andere bronnen te voorzien van gegevens en uitleg betreffende de aard van de gebeurtenis die aanleiding heeft gegeven tot het verzoek; en

g) De verplichting het inspectieteam de nodige opheldering te verschaffen voor het oplossen van onduidelijkheden die zich tijdens de inspectie zouden kunnen voordoen.

Verbindingen

62. De leden van het inspectieteam hebben het recht gedurende de gehele verblijfsperiode met elkaar en met het Technisch Secretariaat in verbinding te stellen. Hiertoe kunnen zij gebruik maken van hun eigen, naar behoren goedgekeurde en gecertificeerde uitrusting met instemming van de geïnspecteerde Staat die Partij is, voor zover de geïnspecteerde Staat die Partij is hun geen toegang geeft tot andere telecommunicatiemiddelen.

Waarnemer

63. Overeenkomstig artikel IV, eenenzestigste lid, stelt de verzoekende Staat die Partij is zich in verbinding met het Technisch Secretariaat ter coördinatie van de aankomst van de waarnemer op hetzelfde punt van binnenkomst of op de basis waar het inspectieteam binnenkomt binnen een redelijke termijn in verhouding tot de aankomst van het inspectieteam.

64. De waarnemer heeft het recht gedurende de gehele inspectie in verbinding te staan met de ambassade van de verzoekende Staat die Partij is die is gevestigd op het grondgebied van de geïnspecteerde Staat die Partij is of, wanneer er geen ambassade is, met de verzoekende Staat die Partij is zelf.

65. De waarnemer heeft het recht in het inspectiegebied te arriveren en toegang te krijgen tot en binnen het inspectiegebied zoals door de geïnspecteerde Staat die Partij is wordt toegestaan.

66. De waarnemer heeft het recht aanbevelingen te doen aan het inspectieteam gedurende de gehele inspectie.

67. Gedurende de gehele inspectie houdt het inspectieteam de waarnemer op de hoogte van het verloop van de inspectie en van de bevindingen.

68. Gedurende de gehele inspectie voorziet de geïnspecteerde Staat die Partij is in de voor de waarnemer nodige voorzieningen of treft hiervoor regelingen, die vergelijkbaar zijn met die welke het inspectieteam geniet, zoals omschreven in paragraaf 11. Alle kosten verband houdende met het verblijf van de waarnemer op het grondgebied van de geïnspecteerde Staat die Partij is worden gedragen door de verzoekende Staat die Partij is.

Inspectie-activiteiten en -technieken

69. In overeenstemming met de bepalingen betreffende de gecontroleerde toegang mogen bij het verzamelen, behandelen en analyseren van monsters en bij het overvliegen de volgende inspectie-activiteiten worden verricht en technieken worden gebruikt :

a) Plaatsbepaling vanuit de lucht en op het aardoppervlak ter bevestiging van de grenzen van het inspectiegebied en ter vaststelling van de coördinaten van locaties daarbinnen, ter ondersteuning van de inspectie-activiteiten;

b) Visuele waarneming, foto- en video-opnamen en multispectrale beelden, met inbegrip van infraroodmetingen, op en onder het aardoppervlak, en vanuit de lucht, om te zoeken naar afwijkingen en artefacten;

c) Metingen van radioactiviteit boven, op en onder het aardoppervlak, door middel van meting van gammastraling en energieresolutie-analyse vanuit de lucht, en op of onder het aardoppervlak, teneinde stralingsafwijkingen op te sporen en vast te stellen;

d) Monsternamen in het milieu en analyse van vaste stoffen, vloeistoffen en gassen boven, op en onder het aardoppervlak teneinde afwijkingen op te sporen;

e) Passieve seismologische metingen naar naschokken ter lokalisering van het zoekgebied en ter vergemakkelijking van de vaststelling van de aard van een gebeurtenis;

f) Hoogfrequente seismometrie en actieve seismische onderzoeken teneinde ondergrondse afwijkingen op te sporen en te lokaliseren, met inbegrip van holtes en gebieden met puin;

g) Kartering van het magnetisch en zwaartekrachtveld, metingen door middel van grondpenetratieradar en metingen van de elektrische geleiding op het aardoppervlak en vanuit de lucht, indien nodig, teneinde afwijkingen en artefacten op te sporen; en

h. Boringen ter verkrijging van radioactieve monsters.

70. Tot 25 dagen na de goedkeuring van de inspectie ter plaatse heeft het inspectieteam, overeenkomstig het bepaalde in artikel IV, zesenvestigste lid, het recht alle in paragraaf 69 a tot en met e genoemde activiteiten te verrichten en technieken toe te passen. Na de goedkeuring van de voortzetting van de inspectie overeenkomstig artikel IV, zevenenvestigste lid, heeft het inspectieteam het recht alle in paragraaf 69 a tot en met e genoemde activiteiten te verrichten en technieken toe te passen. Het inspectieteam mag alleen overgaan tot het verrichten van boringen na de goedkeuring van de Uitvoerende Raad, overeenkomstig artikel IV, achtenveertigste lid. Indien het inspectieteam om een verlenging van de inspectietermijn verzoekt overeenkomstig artikel IV, negenenvestigste lid, moet het team daarbij aangeven welke van de in paragraaf 69 genoemde activiteiten en technieken moeten worden verricht c.q. toegepast om hem in staat te stellen zijn mandaat te vervullen.

Uitvoering van vluchten boven het inspectiegebied

71. Het inspectieteam heeft het recht gedurende de inspectie ter plaatse een vlucht uit te voeren boven het inspectiegebied teneinde zich in het algemeen te oriënteren in het inspectiegebied, de inspectiegebieden op de grond nauwer te begrenzen en preciezer te lokaliseren en het verzamelen van feitelijk bewijsmateriaal te vergemakkelijken, met gebruikmaking van de in paragraaf 79 genoemde uitrusting.

72. De vluchten boven het inspectiegebied worden uitgevoerd zodra dit praktisch mogelijk is. De totale duur van de vlucht mag niet meer bedragen dan 12 uur.

73. Aanvullende vluchten met gebruikmaking van de in paragraaf 79 en 80 genoemde uitrusting mogen worden uitgevoerd mits daarvoor de instemming van de geïnspecteerde Staat die Partij is is verkregen.

74. Het gebied waarboven wordt gevlogen mag zich niet uitstrekken tot buiten het inspectiegebied.

75. De geïnspecteerde Staat die Partij is heeft het recht beperkingen of, in uitzonderlijke gevallen en mits voldoende gemotiveerd, verboden op te leggen betreffende het uitvoeren van vluchten boven gevoelige locaties die geen verband houden met het doel van de inspectie. Beperkingen kunnen betrekking hebben op de vlieghoogte, het aantal passages en rondcirkelingen, de duur van het stilhangen in de lucht, het soort vliegtuig, het aantal inspecteurs aan boord en het soort metingen of waarnemingen. Indien het inspectieteam van mening is dat de beperkingen of verboden betreffende het overvliegen van gevoelige locaties de vervulling van het mandaat belemmeren, stelt de geïnspecteerde Staat die Partij is al het mogelijke in het werk om te voorzien in alternatieve inspectiemiddelen.

76. Vluchten boven het inspectiegebied worden uitgevoerd overeenkomstig een naar behoren in overeenstemming met de luchtverkeersregels en -voorschriften van de geïnspecteerde Staat die Partij is geregistreerd vluchtschema. De voorschriften van de geïnspecteerde Staat die Partij is inzake de veiligheid van het vliegverkeer dienen gedurende alle vluchten strikt te worden nageleefd.

77. Gedurende het overvliegen is landen normaliter alleen toegestaan voor het maken van een tussenstop of voor de inname van nieuwe brandstof.

78. Er wordt overgevlogen op de door het inspectieteam verzochte hoogte, in overeenstemming met de te verrichten activiteiten, het zicht, en met de luchtvaart en veiligheidsvoorschriften van de geïnspecteerde Staat die Partij is en diens rechten gevoelige informatie die geen verband houdt met het doel van de inspectie te beschermen. Vluchten worden uitgevoerd tot op een maximumhoogte van 1 500 meter boven het aardoppervlak.

79. Voor het uitvoeren van vluchten overeenkomstig de paragrafen 71 en 72, mag de volgende uitrusting aan boord van het toestel worden gebruikt :

- a) Verrekijkers;
- b) Passieve plaatsbepalingsuitrusting;
- c) Videocamera's; en
- d) Handfotoestellen.

80. Bij aanvullende vluchten uitgevoerd overeenkomstig paragraaf 73, mogen inspecteurs aan boord van het toestel eveneens gebruik maken van eenvoudig te installeren draagbare uitrusting voor :

- a) multispectrale beelden (waaronder infrarood);
- b) gammaspectroscopie; en
- c) kartering van magnetische velden.

81. Het overvliegen geschiedt met relatief langzame vaste-vleugelvliegtuigen of toestellen met rotorbladen. Het toestel dient een weids en onbelemmerd zicht te geven op het aardoppervlak.

82. De geïnspecteerde Staat die Partij is heeft het recht zijn eigen vliegtuig te leveren, voorzien van de nodige uitrusting in overeenstemming met de technische vereisten en de desbetreffende handleiding, en bemanning. Indien dit niet geschiedt, wordt het toestel beschikbaar gesteld of gehuurd door het Technisch Secretariaat.

83. Indien het toestel beschikbaar wordt gesteld of gehuurd door het Technisch Secretariaat, heeft de geïnspecteerde Staat die Partij is het recht het toestel te inspecteren om zich ervan te vergewissen dat het is uitgerust met een goedgekeurde inspectie-uitrusting. Een dergelijke inspectie dient te worden afgerond binnen het in paragraaf 57 genoemde tijdsbestek.

84. Het personeel aan boord van het toestel dient te bestaan uit :

- a) het minimumaantal bemanningsleden dat nodig is voor de veilige besturing van het toestel;
- b) maximaal vier leden van het inspectieteam;
- c) maximaal twee vertegenwoordigers van de geïnspecteerde Staat die Partij is;
- d) een waarnemer, indien van toepassing, behoudens de toestemming van de geïnspecteerde Staat die Partij is; en
- e) indien nodig een tolk.

85. De procedures voor de uitvoering van vluchten worden in detail uitgewerkt in de handleiding voor inspecties ter plaatse.

Gecontroleerde toegang

86. Het inspectieteam heeft recht op toegang tot het inspectiegebied overeenkomstig de bepalingen van het Verdrag en dit Protocol.

87. De geïnspecteerde Staat die Partij is verleent toegang binnen het inspectiegebied overeenkomstig het in paragraaf 57 genoemde tijdsbestek.

88. Ingevolge artikel IV, zevenenvijftigste lid, en paragraaf 86 hierboven, heeft de geïnspecteerde Staat die Partij is onder andere de volgende rechten en verplichtingen :

- a) Het recht maatregelen te treffen voor de bescherming van gevoelige installaties en locaties overeenkomstig dit Protocol;
- b) De verplichting, indien de toegang binnen het inspectiegebied beperkt is, alle redelijke inspanningen te verrichten om op andere wijze aan de vereisten van het inspectiemandaat te voldoen. Het regelen van kwesties betreffende één of meer inspectie-aspecten mag de overige inspectie-activiteiten niet vertragen, noch belemmeren; en
- c) Het recht een definitief besluit te nemen ten aanzien van toegang van het inspectieteam, rekening houdend met zijn verplichtingen ingevolge dit Verdrag en de bepalingen inzake gecontroleerde toegang.

89. Ingevolge artikel IV, zevenenvijftigste lid, letter b, en paragraaf 88, letter a, hierboven, heeft de geïnspecteerde Staat die Partij is het recht in het gehele inspectiegebied maatregelen te treffen voor de bescherming van gevoelige installaties en locaties en ter voorkoming van de verspreiding van vertrouwelijke informatie die geen verband houdt met het doel van de inspectie. Dergelijke maatregelen omvatten, onder andere :

- a) Het aan het gezicht onttrekken van gevoelige aanduidingsborden, voorraden en uitrusting;
- b) Het beperken van de metingen van de activiteit van radionucliden en van kernstraling voor de bevestiging of ontkenning van de aanwezigheid van die stralingsvormen en stralingsenergieën die verband houden met het doel van de inspectie;
- c) Het beperken van het nemen of analyseren van monsters voor de bevestiging of ontkenning van de aanwezigheid van radioactieve of andere producten die verband houden met het doel van de inspectie.
- d) Het controleren van de toegang tot gebouwen en andere structuren, overeenkomstig de paragrafen 90 en 91; en
- e) Het beperkt toegankelijk verklaren van bepaalde locaties overeenkomstig paragraaf 92 tot en met 96.

90. Toegang tot gebouwen en andere structuren wordt geschorst tot na de goedkeuring van de voortzetting van de inspectie ter plaatse overeenkomstig artikel IV, zeventenveertigste lid, behoudens de toegang tot gebouwen en andere structuren die toegang verlenen tot een mijn, andere holten of omvangrijke grotten die niet op andere wijze toegankelijk zijn. Ten aanzien van dergelijke gebouwen en structuren heeft het inspectieteam alleen het recht van doorgang, volgens de instructies van de geïnspecteerde Staat die Partij is, teneinde genoemde mijnen, holtes of grotten te betreden.

91. Indien het inspectieteam, na goedkeuring van de voortzetting van de inspectie overeenkomstig artikel IV, zeventenveertigste lid, bij de geïnspecteerde Staat die Partij is genoegzaam aantoon dat toegang tot gebouwen of andere structuren vereist is voor de uitvoering van het inspectiemandaat en dat de in het mandaat toegestane activiteiten niet van buitenaf uitgevoerd kunnen worden, heeft het inspectieteam het recht toegang te verkrijgen tot deze gebouwen en structuren. De leider van het inspectieteam vermeldt bij het verzoek om toegang tot een specifiek gebouw of een specifieke structuur het doel van de toegang, het precieze aantal inspecteurs alsmede de beoogde activiteiten. De modaliteiten voor de toegang worden in overleg tussen het inspectieteam en de geïnspecteerde Staat die Partij is vastgesteld. De geïnspecteerde Staat die Partij is heeft het recht de toegang tot gebouwen en andere structuren te beperken, en in uitzonderlijke gevallen en met redelijke motivering, te verbieden.

92. Geen van de ingevolge paragraaf 89, letter e, beperkt toegankelijk verklaarde locaties mag groter zijn dan vier vierkante kilometer. De geïnspecteerde Staat die Partij is heeft het recht maximaal 50 vierkante kilometer beperkt toegankelijk te verklaren. Indien er meer dan één locatie beperkt toegankelijk wordt verklaard, dient elk van deze locaties van de ander te zijn gescheiden door een afstand van ten minste 20 meter. Elke beperkt toegankelijk verklaarde locatie dient een duidelijk omschreven en toegankelijke begrenzing te hebben.

93. De omvang, ligging en begrenzing van beperkt toegankelijke locaties worden uiterlijk op het tijdstip dat het inspectieteam om toegang verzoekt tot de plaats waarin een dergelijke locatie geheel of gedeeltelijk is gelegen, aan de leider van het inspectieteam medegedeeld.

94. Het inspectieteam heeft het recht uitrusting te plaatsen en andere maatregelen te treffen die nodig zijn voor het uitvoeren van de inspectie tot aan de begrenzing van een beperkt toegankelijke locatie.

95. Het inspectieteam heeft toestemming voor visuele inspectie van alle open plaatsen binnen de beperkt toegankelijke locatie vanaf de begrenzing daarvan.

96. Het inspectieteam stelt al het redelijke in het werk om het inspectiemandaat te vervullen buiten de beperkt toegankelijk verklaarde locaties alvorens toegang tot deze locaties te verzoeken. Indien het inspectieteam op enig tijdstip bij de geïnspecteerde Staat die Partij is genoegzaam aantoon dat de nodige in het mandaat aangegeven activiteiten niet van buitenaf kunnen worden uitgevoerd en dat de toegang tot een beperkt toegankelijke locatie nodig is voor de vervulling van het mandaat, wordt een aantal leden van het inspectieteam toegang verleend teneinde bepaalde taken binnen de locatie te verrichten. De geïnspecteerde Staat die Partij is heeft het recht gevoelige uitrusting, objecten en materiaal die geen verband houden met het doel van de inspectie aan het gezicht te onttrekken of op andere wijze te beschermen. Het aantal inspecteurs blijft beperkt tot het minimumaantal dat nodig is om de met de inspectie verband houdende taken te vervullen. De modaliteiten voor de toegang worden in overleg tussen het inspectieteam en de geïnspecteerde Staat die Partij is vastgesteld.

Het verzamelen, behandelen en analyseren van monsters

97. Onverminderd het bepaalde in de paragrafen 86 tot en met 96 en 98 tot en met 100, heeft het inspectieteam het recht in het inspectiegebied de nodige monsters te nemen en deze mede te nemen.

98. Het analyseren van de monsters geschiedt zo veel mogelijk ter plaatse. Vertegenwoordigers van de geïnspecteerde Staat die Partij is hebben het recht aanwezig te zijn bij de analyse van monsters ter plaatse. Op verzoek van het inspectieteam verleent de geïnspecteerde Staat die Partij is, in overeenstemming met de overeengekomen procedures, bijstand bij het analyseren. Het inspectieteam heeft het recht monsters door te zenden naar door de Organisatie aangewezen laboratoria ter analysering elders, mits het team aantoon dat de nodige monsteranalyse niet ter plaatse kan worden uitgevoerd.

99. De geïnspecteerde Staat die Partij is heeft het recht gedeelten van alle genomen monsters te behouden en kan, wanneer deze monsters worden geanalyseerd, extra monsters nemen.

100. De geïnspecteerde Staat die Partij is heeft het recht te verzoeken dat ongebruikte monsters of delen daarvan worden geretourneerd.

101. De aangewezen laboratoria verrichten chemische en fysische analyses op de monsters die zijn verzonden ter analysering elders. Deze analyse wordt in detail uitgewerkt in de Handleiding voor inspecties ter plaatse.

102. De Directeur-Generaal draagt de eerste verantwoordelijkheid voor de veiligheid, het onaangetast laten en het bewaren van de monsters, alsmede voor de bescherming van het vertrouwelijk karakter van de verzonden monsters ter analysering elders. De Directeur-Generaal handelt in overeenstemming met de procedures in het Handboek voor inspecties ter plaatse. Hij dient in elk geval :

- a) strenge regels vast te stellen inzake het verzamelen, behandelen, vervoeren en analyseren van monsters;
- b) de laboratoria goed te keuren die worden aangewezen voor het verrichten van verschillende soorten analyses;
- c) toe te zien op de normalisatie van apparatuur en procedures in deze aangewezen laboratoria, en van mobiele analyse-apparatuur en procedures;
- d) toezicht te houden op de kwaliteitscontrole en de algemene normen met betrekking tot de goedkeuring van deze laboratoria en met betrekking tot mobiele apparatuur en procedures; en
- e) onder deze aangewezen laboratoria de laboratoria uit te kiezen die analysetaken of andere taken zullen verrichten met betrekking tot specifieke onderzoeken.

103. Wanneer een analyse elders dient te worden verricht, dienen de monsters te worden geanalyseerd in ten minste twee aangewezen laboratoria. Het Technisch Secretariaat draagt zorg voor een spoedige verrichting van de analyse. Over de monsters wordt verantwoording afgelegd door het Technisch Secretariaat en eventuele ongebruikte monsters of gedeelten daarvan dienen te worden teruggezonden naar het Technisch Secretariaat.

104. Het Technisch Secretariaat bundelt de resultaten van de laboratoriumanalyse van de monsters die relevant zijn voor de naleving van dit Verdrag. Ingevolge artikel IV, drieënzestigste lid, verzendt de Directeur-Generaal deze resultaten onverwijld naar de geïnspecteerde Staat die Partij is voor commentaar en vervolgens naar de Uitvoerende Raad en naar alle andere Staten die Partij zijn en neemt hierin gedetailleerde informatie op betreffende de door de aangewezen laboratoria gebruikte apparatuur en gehanteerde methoden.

Het verrichten van inspecties in gebieden die buiten de rechtsmacht of het toezicht van enige Staat vallen

105. In geval van een inspectie ter plaatse in een gebied dat buiten de rechtsmacht of het toezicht van enige Staat valt, pleegt de Directeur-Generaal overleg met de desbetreffende Staten die Partij zijn en komt met hen tot overeenstemming over transitpunten of bases ter vergemakkelijking van de spoedige aankomst van het inspectieteam in het inspectiegebied.

106. De Staten die Partij zijn op wier grondgebied transitpunten of bases worden ingericht, verlenen, voor zover mogelijk, de nodige bijstand om de inspectie te vergemakkelijken, met inbegrip van het vervoeren van het inspectieteam, de bagage en de uitrusting naar het inspectiegebied, en het zorgen voor de nodige in paragraaf 11 genoemde voorzieningen. De Organisatie vergoedt aan de bijstand verlenende Staten die Partij zijn alle gemaakte kosten.

107. Behoudens de goedkeuring door de Uitvoerende Raad, mag de Directeur-Generaal permanente regelingen treffen met de Staten die Partij zijn ter vergemakkelijking van de bijstand in geval van een inspectie ter plaatse in een gebied dat buiten de rechtsmacht of het toezicht van enige Staat valt.

108. In de gevallen waarin een of meerdere Staten die Partij zijn onderzoek verrichten naar een ambigue gebeurtenis in een gebied dat niet onder de rechtsmacht of het toezicht valt van enige Staat voordat een verzoek om inspectie ter plaatse in dat gebied is ingediend, mogen de resultaten van dit onderzoek door de Uitvoerende Raad worden betrokken bij zijn overleg, overeenkomstig artikel IV.

Procedures na de inspectie

109. Na afloop van een inspectie komt het inspectieteam bijeen met de vertegenwoordiger van de geïnspecteerde Staat die Partij is teneinde de voorlopige bevindingen van het inspectieteam te bespreken en eventuele onduidelijkheden op te helderen. Het inspectieteam verstrekt de vertegenwoordiger van de geïnspecteerde Staat die Partij is zijn voorlopige bevindingen in schriftelijke vorm overeenkomstig een gestandaardiseerd model, tezamen met een lijst van eventuele monsters en ander materiaal dat uit het inspectiegebied wordt meegenomen ingevolge paragraaf 98. Het document dient te worden ondertekend door de leider van het inspectieteam. Teneinde aan te geven dat hij of zij kennis heeft genomen van de inhoud van het document, dient dit te worden medeondertekend door de vertegenwoordiger van de geïnspecteerde Staat die Partij is. Deze bijeenkomst dient uiterlijk 24 uur na afloop van de inspectie te zijn beëindigd.

Vertrek

110. Na beëindiging van de procedures na de inspectie dienen het inspectieteam en de waarnemer het grondgebied van de geïnspecteerde Staat die Partij is zo spoedig mogelijk te verlaten. De geïnspecteerde Staat die Partij is stelt al het mogelijke in het werk om bijstand te verlenen en de veilige begeleiding van het inspectieteam, de uitrusting en de bagage, naar het punt van vertrek te waarborgen. Tenzij anders overeengekomen door de geïnspecteerde Staat die Partij is en het inspectieteam is het punt van vertrek hetzelfde punt als het punt van binnenkomst.

Deel III

Vertrouwenbevorderende maatregelen

1. Overeenkomstig artikel IV, achtenzestigste lid, stelt elke Staat die Partij is vrijwillig het Technisch Secretariaat in kennis van elke chemische explosie van 300 ton explosieven of meer, in TNT-equivalent, die in een enkele explosie tot ontploffing worden gebracht op enige plaats op zijn grondgebied of op enige plaats onder zijn rechtsmacht of toezicht. Indien mogelijk wordt de kennisgeving vooraf gedaan. Genoemde kennisgeving moet details bevatten over plaats, tijdstip en datum van de explosie, de hoeveelheid en de soort explosieven, alsmede over de configuratie en het beoogde doel van de explosie.

2. Elke Staat die Partij is verstrekt aan het Technisch Secretariaat vrijwillig en zo spoedig mogelijk na de inwerkingtreding van dit Verdrag informatie met betrekking tot het op nationaal niveau tot ontploffing brengen van alle andere chemische explosieven van meer dan 300 ton TNT-equivalent; deze informatie wordt jaarlijks in geactualiseerde vorm aan het Technisch Secretariaat aangeboden. Met name tracht de desbetreffende Staat die Partij is het Technisch Secretariaat de volgende informatie te verstrekken :

a) De geografische coördinaten van de locatie waar de explosies hebben plaatsgevonden;

b) De aard van de activiteiten in het kader waarvan de explosies tot stand worden gebracht alsmede het globale profiel en de frequentie van dergelijke explosies;

c) Indien beschikbaar, alle overige relevante informatie; en

tracht deze Staat die Partij is het Technisch Secretariaat bij te staan bij het ophelderen van de oorsprong van een dergelijke gebeurtenis die door het Internationaal Toezichtstelsel wordt gedetecteerd.

3. Een Staat die Partij is kan, op basis van vrijwilligheid en op een wederzijds acceptabele wijze, vertegenwoordigers van het Technisch Secretariaat of van andere Staten die Partij zijn uitnodigen om de in de paragrafen 1 en 2 genoemde locaties te komen bezoeken binnen zijn grondgebied.

4. Met het oog op de ijking van het Internationaal Toezichtstelsel, kunnen de Staten die Partij zijn zich in verbinding stellen met het Technisch Secretariaat teneinde chemische ijkingsexplosies tot stand te brengen of relevante informatie te verstrekken over voor andere doeleinden voorziene chemische explosies.

BIJLAGE 1 BIJ HET PROTOCOL

Tabel 1-A

Lijst van seismologische stations van het hoofdnetwerk

	Voor het station verantwoordelijke Staat	Locatie	Breedtegraad	Lengtegraad	Soort
1	Argentinië	PLCA Paso Flores	40,7 S	70,6 W	3-C
2	Australië	WRA Warramunga, NT	19,9 Z	134,3 O	Mininetwerk
3	Australië	ASAR Alice Springs, NT	23,7 Z	133,9 O	Mininetwerk
4	Australië	STKA Stephens Creek, SA	31,9 Z	141,6 O	3-C
5	Australië	MAW Mawson, Antarctique	67,6 Z	62,9 O	3-C
6	Bolivia	LPAZ La Paz	16,3 Z	68,1 W	3-C
7	Brazilië	BDFB Brasilia	15,6 Z	48,0 W	3-C
8	Canada	ULMC Lac du Bonnet, Man.	50,2N	95,9 W	3-C
9	Canada	YKAC Yellowknife, T.N.-O.	62,5 N	114,6 W	Mininetwerk
10	Canada	SCH Schefferville, Québec	54,8 N	66,8 W	3-C
11	Centraal-Afrikaanse Republiek	BGCA Bangui	05,2 N	18,4 O	3-C
12	China	HAI Hailar	49,3 N	119,7 O	3-C > Mininetwerk
13	China	LZH Lanzhou	36,1 N	103,8 O	3-C > Mininetwerk
14	Colombia	XSA El Rosal	04,9 N	74,3 W	3-C
15	Ivoorkust	DBIC Dimbroko	06,7 N	04,9 W	3-C
16	Egypte	LXEG Louqsor	26,0 N	33,0 O	Mininetwerk
17	Finland	FINES Lahti	61,4 N	26,1 O	Mininetwerk
18	Frankrijk	PPT Tahiti	17,6 Z	149,6 W	3-C
19	Duitsland	GEC2 Freyung	48,9 N	13,7 O	Mininetwerk
20	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen
21	Islamitische Republiek Iran	THR Téhéran	35,8 N	51,4 O	3-C
22	Japan	MJAR Matsushiro	36,5 N	138,2 O	Mininetwerk
23	Kazachstan	MAK Makantchi	46,8 N	82,0 O	Mininetwerk
24	Kenya	KMBO Kilimambogo	01,1 Z	37,2 O	3-C
25	Mongolië	JAVM Javhlant	48,0 N	106,8 O	3-C > Mininetwerk

	Voor het station verantwoordelijke Staat	Locatie	Breedtegraad	Lengtegraad	Soort
26	Niger	Nieuwe Locatie	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen	3-C > Mininetwerk
27	Noorwegen	NAO Hamar	60,8 N	10,8 O	Mininetwerk
28	Noorwegen	ARAO Karasjok	69,5 N	25,5 O	Mininetwerk
29	Pakistan	PRPK Pari	33,7 N	73,3 O	Mininetwerk
30	Paraguay	CPUP Villa Florida	26,3 Z	57,3 W	3-C
31	Republiek Korea	KSRS Wonju	37,5 N	127,9 O	Mininetwerk
32	Russische Federatie	KBZ Khabaz	43,7 N	42,9 O	3-C
33	Russische Federatie	ZAL Zalessovo	53,9 N	84,8 O	3-C > Mininetwerk
34	Russische Federatie	NRI Noriïlsk	69,0 N	88,0 O	3-C
35	Russische Federatie	PDY Peledouy	59,6 N	112,6 O	3-C > Mininetwerk
36	Russische Federatie	PET Petropavlovsk- Kamtchatsky	53,1 N	157,8 O	3-C > Mininetwerk
37	Russische Federatie	USK Oussouriïsk	44,2 N	132,0 O	3-C > Mininetwerk
38	Saoedi-Arabië	Nieuwe locatie	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen	Mininetwerk
39	Zuid-Afrika	BOSA Boshof	28,6 Z	25,6 O	3-C
40	Spanje	ESDC Sonseca	39,7 N	04,0 W	Mininetwerk
41	Thailand	CMTO Chiang Mai	18,8 N	99,0 O	Mininetwerk
42	Tunesië	THA Thala	35,6 N	08,7 O	3-C
43	Turkije	BRTR Belbashi Het mininetwerk wordt mogelijk naar Keskin verplaatst	39,9 N	32,8 O	Mininetwerk
44	Turkmenistan	GEYT Alibeck	37,9 N	58,1 O	Mininetwerk
45	Oekraïne	AKASG Maline	50,4 N	29,1 O	Mininetwerk
46	Verenigde Staten van Amerika	LJTX Lajitas, TX	29,3 N	103,7 W	Mininetwerk
47	Verenigde Staten van Amerika	MNV Mina, NV	38,4 N	118,2 W	Mininetwerk
48	Verenigde Staten van Amerika	PIWY Pinedale, WY	42,8 N	109,6 W	Mininetwerk
49	Verenigde Staten van Amerika	ELAK Eielson, AK	64,8 N	146,9 W	Mininetwerk
50	Verenigde Staten van Amerika	VNDA Vanda, Antarctique	77,5 Z	161,9 O	3-C

Verklaring: 3-C > mininetwerk: Dit houdt in dat het station op deze locatie de werkzaamheden van het Internationaal Toezichtstelsel kan aanvangen als een 3-componentenstation en op een later tijdstip kan worden verbeterd tot een mininetwerk.

Tabel 1-B

Lijst van seismologische stations van het aanvullende netwerk

	Voor het station verantwoordelijke Staat	Locatie	Breedtegraad	Lengtegraad	Soort
1	Argentinië	CFA Coronel Fontana	31,6 Z	68,2 W	3-C
2	Argentinië	USHA Ushuaia	55,0 Z	68,0 W	3-C
3	Armenië	GNI Garni	40,1 N	44,7 O	3-C
4	Australië	CTA Charters Towers, QLD	20,1 Z	146,3 O	3-C
5	Australië	FITZ Fitzroy Crossing, WA	18,1 Z	125,6 O	3-C
6	Australië	NWAO Narrogin, WA	32,9 Z	117,2 O	3-C
7	Bangladesh	CHT Chittagong	22,4 N	91,8 O	3-C
8	Bolivia	SIV San Ignacio	16,0 Z	61,1 W	3-C
9	Botswana	LBTB Lobatse	25,0 Z	25,6 O	3-C
10	Brazilië	PTGA Pitinga	0,7 Z	60,0 W	3-C
11	Brazilië	RGNB Rio Grande do Norte	6,9 Z	37,0 W	3-C
12	Canada	FRB Iqaluit, T.N.-O.	63,7 N	68,5 W	3-C
13	Canada	DLBC Dease Lake, C.-B.	58,4 N	130,0 W	3-C
14	Canada	SADO Sadowa, Wnt.	44,8 N	79,1 W	3-C
15	Canada	BBB Bella Bella, C.-B.	52,2 N	128,1 W	3-C
16	Canada	MBC Mould Bay, T.N.-O.	76,2 N	119,4 W	3-C
17	Canada	INK Inuvik, T.N.-O.	68,3 N	133,5 W	3-C
18	Chili	RPN Île de Pâques	27,2 Z	109,4 W	3-C
19	Chili	LVC Limon Verde	22,6 Z	68,9 W	3-C
20	China	BJT Baijiatuan	40,0 N	116,2 O	3-C
21	China	KMI Kunming	25,2 N	102,8 O	3-C
22	China	SSE Sheshan	31,1 N	121,2 O	3-C
23	China	XAN Xi'an	34,0 N	108,9 O	3-C
24	Cookeilanden	RAR Rarotonga	21,2 Z	159,8 W	3-C
25	Costa Rica	JTS Las Juntas de Abangares	10,3 N	85,0 W	3-C
26	Tsjechische Republiek	VRAC Vranov	49,3 N	16,6 O	3-C
27	Denemarken	SFJ Sondre Stromfjord, Groenland	67,0 N	50,6 W	3-C
28	Djibouti	ATD Arta Tunnel	11,5 N	42,9 O	3-C

	Voor het station verantwoordelijke Staat	Locatie	Breedtegraad	Lengtegraad	Soort
29	Egypte	KEG Kottamya	29,9 N	31,8 O	3-C
30	Ethiopië	FURI Furi	8,9 N	38,7 O	3-C
31	Fiji	MSVF Monasavu, Viti Levu	17,8 Z	178,1 O	3-C
32	Frankrijk	NOUC Port Laguerre, Nouvelle-Calédonie	22,1 Z	166,3 O	3-C
33	Frankrijk	KOG Kourou, Guyane française	5,2 N	52,7 W	3-C
34	Gabon	BAMB Bambay	1,7 Z	13,6 O	3-C
35	Duitsland/Zuid-Afrika	- Station SANAE, Antarctique	71,7 Z	2,9 W	3-C
36	Griekenland	IDI Anógia, Crète	35,3 N	24,9 O	3-C
37	Guatemala	RDG Rabir	15,0 N	90,5 W	3-C
38	IJsland	BORG Borgarnes	64,8 N	21,3 W	3-C
39	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen
40	Indonesië	PACI Cibinong, Jawa Barat	6,5 Z	107,0 O	3-C
41	Indonesië	JAY Jayapura, Irian Jaya	2,5 Z	140,7 O	3-C
42	Indonesië	SWI Sorong, Irian Jaya	0,9 Z	131,3 O	3-C
43	Indonesië	PSI Parapat, Sumatera	2,7 N	98,9 O	3-C
44	Indonesië	KAPI Kappang, Sulawesi Selatan	5,0 Z	119,8 O	3-C
45	Indonesië	KUG Kupang, Nusatenggara Timur	10,2 Z	123,6 O	3-C
46	Islamitische Republiek Iran	KRM Kerman	30,3 N	57,1 O	3-C
47	Islamitische Republiek Iran	MSN Masjed-e-Soleyman	31,9 N	49,3 O	3-C
48	Israël	MBH Eilat	29,8 N	34,9 O	3-C
49	Israël	PARD Parod	32,6 N	35,3 O	Mininetwerk
50	Italië	ENAS Enna, Sicile	37,5 N	14,3 O	3-C
51	Japan	JNU Ohita, Kyushu	33,1 N	130,9 O	3-C
52	Japan	JOW Kunigami, Okinawa	26,8 N	128,3 O	3-C
53	Japan	JHJ Hachijojima, Îles Izu	33,1 N	139,8 O	3-C
54	Japan	JKA Kamikawa-asahi, Hokkaido	44,1 N	142,6 O	3-C
55	Japan	JCJ Chichijima, Ogasawara	27,1 N	142,2 O	3-C
56	Jordanië	- Ashqof	32,5 N	37,6 O	3-C

	Voor het station verantwoordelijke Staat	Locatie	Breedtegraad	Lengtegraad	Soort
57	Kazachstan	BRVK Borovoye	53,1 N	70,3 O	Mininetwerk
58	Kazachstan	KURK Kourtchatov	50,7 N	78,6 O	Mininetwerk
59	Kazachstan	AKTO Aktyoubinsk	50,4 N	58,0 O	3-C
60	Kyrgyzstan	AAK Ala-Archa	42,6 N	74,5 O	3-C
61	Madagaskar	TAN Antananarive	18,9 Z	47,6 O	3-C
62	Mali	KOWA Kowa	14,5 N	4,0 W	3-C
63	Mexico	TEYM Tepich, Yucatan	20,2 N	88,3 W	3-C
64	Mexico	TUVM Tuzandepeti, Veracruz	18,0 N	94,4 W	3-C
65	Mexico	LPBM La Paz, Baja California Sur	24,2 N	110,2 W	3-C
66	Marokko	MDT Midelt	32,8 N	4,6 W	3-C
67	Namibië	TSUM Tsumeb	19,1 Z	17,4 O	3-C
68	Nepal	EVN Everest	28,0 N	86,8 O	3-C
69	Nieuw-Zeeland	EWZ Erewhon, Île du Sud	43,5 Z	170,9 O	3-C
70	Nieuw-Zeeland	RAO Île Raoul	29,2 Z	177,9 W	3-C
71	Nieuw-Zeeland	URZ Urewera, Île du Nord	38,3 Z	177,1 O	3-C
72	Noorwegen	SPITS Spitsberg	78,2 N	16,4 O	Mininetwerk
73	Noorwegen	JMI Jan Mayen	70,9 N	8,7 W	3-C
74	Oman	WSAR Wadi Sarin	23,0 N	58,0 O	3-C
75	Papoea-Nieuw-Guinea	PMG Port Moresby	9,4 Z	147,2 O	3-C
76	Papoea-Nieuw-Guinea	BIAL Bialla	5,3 Z	151,1 O	3-C
77	Peru	CAJP Cajamarca	7,0 Z	78,0 W	3-C
78	Peru	NNA Nana	12,0 Z	76,8 W	3-C
79	Filipijnen	DAV Davao, Mindanao	7,1 N	125,6 O	3-C
80	Filipijnen	TGY Tagaytay, Luçon	14,1 N	120,9 O	3-C
81	Roemenië	MLR Muntele Rosu	45,5 N	25,9 O	3-C
82	Russische Federatie	KIRV Kirov	58,6 N	49,4 O	3-C
83	Russische Federatie	KIVO Kislovodsk	44,0 N	42,7 O	Mininetwerk
84	Russische Federatie	OBN Obninsk	55,1 N	36,6 O	3-C
85	Russische Federatie	ARU Arti	56,4 N	58,6 O	3-C

	Voor het station verantwoordelijke Staat	Locatie	Breedtegraad	Lengtegraad	Soort
86	Russische Federatie	SEY Seymtchan	62,9 N	152,4 O	3-C
87	Russische Federatie	TLY Talaya	51,7 N	103,6 O	3-C
88	Russische Federatie	YAK Yakoutsk	62,0 N	129,7 O	3-C
89	Russische Federatie	URG Ourgal	51,1 N	132,3 O	3-C
90	Russische Federatie	BIL Bilibino	68,0 N	166,4 O	3-C
91	Russische Federatie	TIXI Tiksi	71,6 N	128,9 O	3-C
92	Russische Federatie	YSS Youjno-Sakhalinsk	47,0 N	142,8 O	3-C
93	Russische Federatie	MA2 Magadan	59,6 N	150,8 O	3-C
94	Russische Federatie	ZIL Zilime	53,9 N	57,0 O	3-C
95	Samoa	AFI Afiamalu	13,9 Z	171,8 W	3-C
96	Saudi-Arabië	RAYN Ar Rayn	23,6 N	45,6 O	3-C
97	Senegal	MBO M'Bour	14,4 N	17,0 W	3-C
98	Salomonseilanden	HNR Honiara, Guadalcanal	9,4 Z	160,0 O	3-C
99	Zuid-Afrika	SUR Sutherland	32,4 Z	20,8 O	3-C
100	Sri Lanka	COC Colombo	6,9 N	79,9 O	3-C
101	Zweden	HFS Hagfors	60,1 N	13,7 O	Mininetwerk
102	Zwitserland	DAVOS Davos	46,8 N	9,8 O	3-C
103	Uganda	MBRU Mbarara	0,4 Z	30,4 O	3-C
104	Verenigd Koninkrijk	EKA Eskdalemuir	55,3 N	3,2 W	Mininetwerk
105	Verenigde Staten van Amerika	GUMO Guam, Îles Mariannes	13,6 N	144,9 O	3-C
106	Verenigde Staten van Amerika	PMSA Palmer Station, Antarctique	64,8 Z	64,1 W	3-C
107	Verenigde Staten van Amerika	TKL Tuckaleechee Caverns, TN	35,7 N	83,8 W	3-C
108	Verenigde Staten van Amerika	PFCA Pinon Flat, CA	33,6 N	116,5 W	3-C
109	Verenigde Staten van Amerika	YBH Yreka, CA	41,7 N	122,7 W	3-C
110	Verenigde Staten van Amerika	KDC Île Kodiak, AK	57,8 N	152,5 W	3-C
111	Verenigde Staten van Amerika	ALQ Albuquerque, NM	35,0 N	106,5 W	3-C
112	Verenigde Staten van Amerika	ATTU Île Attu, AK	52,8 N	172,7 O	3-C
113	Verenigde Staten van Amerika	ELK Elko, NV	40,7 N	115,2 W	3-C
114	Verenigde Staten van Amerika	SPA Pôle Sud, Antarctique	90,0 Z	-	3-C

	Voor het station verantwoordelijke Staat	Locatie	Breedtegraad	Lengtegraad	Soort
115	Verenigde Staten van Amerika	NEW Newport, WA	48,3 N	117,1 W	3-C
116	Verenigde Staten van Amerika	SJG San Juan, PR	18,1 N	66,2 W	3-C
117	Venezuela	SDV Santo Domingo	8,9 N	70,6 W	3-C
118	Venezuela	PCRV Puerto la Cruz	10,2 N	64,6 W	3-C
119	Zambia	LSZ Lusaka	15,3 Z	28,2 O	3-C
120	Zimbabwe	BUL Bulawayo	Nader aan te geven	Nader aan te geven	3-C

Tabel 2-A

Lijst van radionuclide stations

	Voor het station verantwoordelijke Staat	Locatie	Breedtegraad	Lengtegraad
1	Argentinië	Buenos Aires	34,0 Z	58,0 W
2	Argentinië	Salta	24,0 Z	65,0 W
3	Argentinië	Bariloche	41,1 Z	71,3 W
4	Australië	Melbourne, VIC	37,5 Z	144,6 W
5	Australië	Mawson, Antarctique	67,6 Z	62,5 O
6A	Australië	Townsville, QLD	19,2 Z	146,8 O
7	Australië	Île Macquarie	54,0 Z	159,0 O
8	Australië	Îles des Cocos	12,0 Z	97,0 O
9	Australië	Darwin, NT	12,4 Z	130,7 O
10	Australië	Perth, WA	31,9 Z	116,0 O
11	Brazilië	Rio de Janeiro	22,5 Z	43,1 W
12	Brazilië	Recife	8,0 Z	35,0 W
13	Kameroen	Douala	4,2 N	9,9 O
14	Canada	Vancouver, C.-B.	49,3 N	123,2 W
15	Canada	Resolute, T.N.-O.	74,7 N	94,9 W
16	Canada	Yellowknife, T.N.-O.	62,5 N	114,5 W
17	Canada	St. John's, T.-N.	47,0 N	53,0 W
18	Chili	Punta Arenas	53,1 Z	70,6 W
19	Chili	Hanga-Roa, Île de Pâques	27,1 Z	108,4 W
20	China	Beijing	39,8 N	116,2 O
21	China	Lanzhou	35,8 N	103,3 O
22	China	Guangzhou	23,0 N	113,3 O
23	Cookseilanden	Rarotonga	21,2 Z	159,8 W
24	Ecuador	Île San Cristobal, Galapagos	1,0 Z	89,2 W
25	Ethiopië	Filtu	5,5 N	42,7 O
26	Fiji	Nandi	18,0 Z	177,5 O
27	Frankrijk	Papeete, Tahiti	17,0 Z	150,0 W
28	Frankrijk	Pointe-à-Pitre, Guadeloupe	17,0 N	62,0 W
29	Frankrijk	Réunion	21,1 Z	55,6 O
30	Frankrijk	Port-aux-Français, Kerguelen	49,0 Z	70,0 O
31	Frankrijk	Cayenne, Guyane française	5,0 N	52,0 W
32	Frankrijk	Dumont d'Urville, Antarctique	66,0 Z	140,0 O

	Voor het station verantwoordelijke Staat	Locatie	Breedtegraad	Lengtegraad
33	Duitsland	Schauinsland/Fribourg	47,9 N	7,9 O
34	IJsland	Reykjavik	64,4 N	21,9 W
35	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen
36	Islamitische Republiek Iran	Téhéran	35,0 N	52,0 O
37	Japan	Okinawa	26,5 N	127,9 O
38	Japan	Takasaki, Gunma	36,3 N	139,0 O
39	Kiribati	Kiritimati	2,0 N	157,0 W
40	Koeweit	Koweït City	29,0 N	48,0 O
41	Libië	Misratah	32,5 N	15,0 O
42	Maleisië	Kuala Lumpur	2,6 N	101,5 O
43	Mauritanië	Nouakchott	18,0 N	17,0 W
44	Mexico	Baja California	28,0 N	113,0 W
45	Mongolië	Ulaanbaatar	47,5 N	107,0 O
46	Nieuw-Zeeland	Île Chatham	44,0 Z	176,5 W
47	Nieuw-Zeeland	Kaitaia	35,1 Z	173,3 O
48	Niger	Bilma	18,0 N	13,0 O
49	Noorwegen	Spitsberg	78,2 N	16,4 O
50	Panama	Panama	8,9 N	79,6 W
51	Papoea-Nieuw-Guinea	New Hanover	3,0 Z	150,0 O
52	Filippijnen	Quezon City	14,5 N	121,0 O
53	Portugal	Ponta Delgada, São Miguel, Açores	37,4 N	25,4 W
54	Russische Federatie	Kirov	58,6 N	49,4 O
55	Russische Federatie	Norilsk	69,0 N	88,0 O
56	Russische Federatie	Peledouy	59,6 N	112,6 O
57	Russische Federatie	Bilibino	68,0 N	168,4 O
58	Russische Federatie	Ooussouriisk	43,7 N	131,9 O
59	Russische Federatie	Zalessovo	53,9 N	84,8 O
60	Russische Federatie	Petropavlovsk-Kamtchatsky	53,1 N	158,8 O
61	Russische Federatie	Doubna	56,7 N	37,3 O
62	Zuid-Afrika	Île Marion	46,5 Z	37,0 O
63	Zweden	Stockholm	59,4 N	18,0 O
64	Tanzania	Dar es-Salaam	6,0 Z	39,0 O
65	Thailand	Bangkok	13,8 N	100,5 O
66	Verenigd Koninkrijk	BIOT/Arch. de Chagos	7,0 Z	72,0 O
67	Verenigd Koninkrijk	Sainte-Hélène	16,0 Z	6,0 W
68	Verenigd Koninkrijk	Tristan da Cunha	37,0 Z	12,3 W
69	Verenigd Koninkrijk	Halley, Antarctique	76,0 Z	28,0 W
70	Verenigde Staten van Amerika	Sacramento, CA	38,7 N	121,4 W
71	Verenigde Staten van Amerika	Sand Point, AK	55,0 N	160,0 W
72	Verenigde Staten van Amerika	Melbourne, FL	28,3 N	80,6 W
73	Verenigde Staten van Amerika	Palmer Station, Antarctique	64,5 Z	64,0 W
74	Verenigde Staten van Amerika	Ashland, KS	37,2 N	99,8 W
75	Verenigde Staten van Amerika	Charlottesville, VA	38,0 N	78,0 W
76	Verenigde Staten van Amerika	Salchaket, AK	64,4 N	147,1 W
77	Verenigde Staten van Amerika	Île de Wake	19,3 N	166,6 O
78	Verenigde Staten van Amerika	Îles de Midway	28,0 N	177,0 W
79	Verenigde Staten van Amerika	Oahu, HI	21,5 N	158,0 W
80	Verenigde Staten van Amerika	Upi, Guam	13,7 N	144,9 O

Tabel 2-B

Lijst van de radionuclide laboratoria

	Voor het laboratorium verantwoordelijke Staat	Naam en plaats van het laboratorium
1	Argentinië	National Board of Nuclear Regulation Buenos Aires
2	Australië	Australian Radiation Laboratory, Melbourne, VIC
3	Oostenrijk	Austrian Research Center Seibersdorf
4	Brazilië	Institute of Radiation Protection and Dosimetry Rio de Janeiro
5	Canada	Health Canada Ottawa, Ont.
6	China	Beijing
7	Finland	Centre for Radiation and Nuclear Safety Helsinki
8	Frankrijk	Atomic Energy Commission Monthéry
9	Israël	Soreq Nuclear Research Centre Yavne
10	Italië	Laboratory of the National Agency for the Protection of the Environment Rome
11	Japan	Japan Atomic Energy Research Institute Tokai, Ibaraki
12	Nieuw-Zeeland	National Radiation Laboratory, Christchurch
13	Russische Federatie	Central Radiation Control Laboratory, Ministry of Defence Special Verification Service Moskou
14	Zuid-Afrika	Atomic Energy Corporation, Pelindaba
15	Verenigd Koninkrijk	AWE Blacknest, Chilton
16	Verenigde Staten van Amerika	McClellan Central Laboratories, Sacramento, CA

Tabel 3

Lijst van hydro-akoestische stations

	Voor het station verantwoordelijke Staat	Locatie	Breedtegraad	Lengtegraad	Soort
1	Australië	Cape Leeuwin, WA	34,4 Z	115,1 O	Hydrofoon
2	Canada	Koningin Charlotte Eilanden, B.C.	53,3 N	132,5 W	T-fase
3	Chili	Juan Fernández Eilanden	33,7 Z	78,8 W	Hydrofoon
4	Frankrijk	Crozet Eilanden	46,5 Z	52,2 O	Hydrofoon
5	Frankrijk	Guadeloupe	16,3 N	61,1 W	T-fase
6	Mexico	Clarión Eiland	18,2 N	114,6 W	T-fase
7	Portugal	Flores	39,3 N	31,3 W	T-fase
8	Verenigd Koninkrijk	BIOT/Chagos Archipelago	7,3 Z	72,4 O	Hydrofoon
9	Verenigd Koninkrijk	Tristan da Cunha	37,2 Z	12,5 W	T-fase
10	Verenigde Staten van Amerika	Ascension	8,0 Z	14,4 W	Hydrofoon
11	Verenigd Staten van Amerika	Wake	19,3 N	166,6 O	Hydrofoon

Tabel 4

Lijst van de infra-geluidstations

	Voor het station verantwoordelijke Staat	Locatie	Breedtegraad	Lengtegraad
1	Argentinië	Paso Flores	40,7 Z	70,6 W
2	Argentinië	Ushuaia	55,0 Z	68,0 W
3	Australië	Davis Base, Antarctique	68,4 Z	77,6 O
4	Australië	Narrogin, WA	32,9 Z	117,2 O
5	Australië	Hobart, TAS	42,1 Z	147,2 O
6	Australië	Cocos Eilanden	12,3 Z	97,0 O
7	Australië	Warramunga, NT	19,9 Z	134,3 O
8	Bolivia	La Paz	16,3 Z	68,1 W
9	Brazilië	Brasilia	15,6 Z	48,0 W
10	Canada	Lac du Bonnet, Man.	50,2 N	95,9 W
11	Kaapverdië	Kaapverdise Eilanden	16,0 N	24,0 W
12	Centraalafrikaanse Republiek	Bangui	5,2 N	18,4 O
13	Chili	Paaseiland	27,0 Z	109,2 W
14	Chili	Juan Fernández Eilanden	33,8 Z	80,7 W
15	China	Beijing	40,0 N	116,0 O
16	China	Kunming	25,0 N	102,8 O
17	Ivoorkust	Dimbokro	6,7 N	4,9 W
18	Denemarken	Dundas, Groenland	76,5 N	68,7 W
19	Djibouti	Djibouti	11,3 N	43,5 O
20	Ecuador	Galápagos Eilanden	0,0 N	91,7 W
21	Frankrijk	Îles Marquises	10,0 Z	140,0 W
22	Frankrijk	Port Laguerre, Nieuw-Caledonië	22,1 Z	166,3 O
23	Frankrijk	Kerguelen	49,2 Z	69,1 O
24	Frankrijk	Tahiti	17,6 Z	149,6 W
25	Frankrijk	Frans Guyana	5,2 N	52,7 W
26	Duitsland	Freyung	48,9 N	13,7 O
27	Duitsland	Georg von Neumayer, Antarctica	70,6 Z	8,4 W
28	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen	Nader vast te stellen
29	Islamitische Republiek Iran	Téhéran/Teheran	35,7 N	51,4 O
30	Japan	Tsukuba	36,0 N	140,1 O
31	Kazachstan	Aktyubinsk	50,4 N	58,0 O
32	Kenya	Kilimanbogo	1,3 Z	36,8 O
33	Madagascar	Antananarivo	18,8 Z	47,5 O
34	Mongolië	Javhlant	48,0 N	106,8 O
35	Namibië	Tsumeb	19,1 Z	17,4 O
36	Nieuw-Zeeland	Chatham Eilanden	44,0 Z	176,5 W
37	Noorwegen	Karasjok	69,5 N	25,5 O
38	Pakistan	Rahimyar Khan	28,2 N	70,3 O
39	Palau	Palaos/Palau	7,5 N	134,5 O
40	Papoea-Nieuw-Guinea	Rabaul	4,1 Z	152,1 O
41	Paraguay	Villa Florida	26,3 Z	57,3 W
42	Portugal	Açores/Azoren	37,8 N	25,5 W

	Voor het station verantwoordelijke Staat	Locatie	Breedtegraad	Lengtegraad
43	Russische Federatie	Doubna/Dubna	56,7 N	37,3 O
44	Russische Federatie	Petropavlovsk-Kamtchatsky	53,1 N	158,8 O
45	Russische Federatie	Oussouriïsk/ Ussuriysk	43,7 N	131,9 O
46	Russische Federatie	Zalesovo	53,9 N	84,8 O
47	Zuid-Afrika	Boshof	28,6 Z	25,4 O
48	Tunesië	Thala	35,6 N	8,7 O
49	Verenigd Koninkrijk	Tristan da Cunha	37,0 Z	12,3 W
50	Verenigd Koninkrijk	Ascension	8,0 Z	14,3 W
51	Verenigd Koninkrijk	Bermuda	32,0 N	64,5 W
52	Verenigd Koninkrijk	BIOT/Chagos Archipelago	5,0 Z	72,0 O
53	Verenigde Staten van Amerika	Eielson, AK	64,8 N	146,9 W
54	Verenigde Staten van Amerika	Siple station, Antarctica	75,5 Z	83,6 W
55	Verenigde Staten van Amerika	Windless Bight, Antarctica	77,5 Z	161,8 O
56	Verenigde Staten van Amerika	Newport, WA	48,3 N	117,1 W
57	Verenigde Staten van Amerika	Piñon Flat, CA	33,6 N	116,5 W
58	Verenigde Staten van Amerika	Midway Eilanden	28,1 N	177,2 W
59	Verenigde Staten van Amerika	Hawaii, HI	19,6 N	155,3 W
60	Verenigde Staten van Amerika	Wake	19,3 N	166,6 O

BIJLAGE 2 BIJ HET PROTOCOL

Lijst van parameters voor de karakterisering van de standaard van filtering van gebeurtenissen bij het Internationaal Datacentrum

1. De criteria voor de standaard van filtering van gebeurtenissen bij het Internationaal Datacentrum zijn gebaseerd op de standaard voor de karakterisering van parameters die worden vastgesteld tijdens de gecombineerde verwerking van gegevens afkomstig van alle bij het Internationaal Toezichtstelsysteem toegepaste technologieën. Ten behoeve van de standaard van filtering van gebeurtenissen maakt het Centrum gebruik van zowel op mondiaal niveau geldende criteria als van aanvullende criteria teneinde, waar mogelijk, rekening te houden met de regionale variaties.

2. Ten aanzien van de gebeurtenissen die door de seismologische component van het Internationaal Toezichtstelsysteem worden gedetecteerd, kunnen onder andere de volgende criteria worden gehanteerd :

- plaats waar de gebeurtenis zich voordoet;
- diepte waarop de gebeurtenis zich voordoet;
- verhouding tussen de magnitude van oppervlaktegolven en de magnitude van de volume golven;
- frequentie-inhoud van het signaal;
- spectrale verhouding van de fasen;
- spectrale modulatie;
- eerste beweging van de P-golf;
- haardmechanisme;
- relatieve excitatie van de seismische fasen;
- vergelijkende metingen met andere gebeurtenissen en groepen gebeurtenissen;
- regionale discriminanten, indien van toepassing.

3. Ten aanzien van de gebeurtenissen die door de hydro-akoestische component van het Internationaal Toezichtstelsysteem worden gedetecteerd, kunnen onder andere de volgende criteria worden gehanteerd :

- frequentie-inhoud van het signaal met inbegrip van de afsnijfrequentie, breedband-energie en gemiddelde centrale frequentie en bandbreedte;
- signaalduur afhankelijk van de frequentie;
- spectrale verhouding; en
- pulssignalen en pulsvertraging.

4. Ten aanzien van de gebeurtenissen die door de infra-geluidcomponent van het Internationaal Toezichtstelsysteem worden gedetecteerd, kunnen onder andere de volgende criteria worden gehanteerd :
- frequentie-inhoud van het signaal en dispersie;
 - signaalduur; en
 - piekamplitude.
5. Ten aanzien van de gebeurtenissen die door de radionuclide-component van het Internationaal Toezichtstelsysteem worden gedetecteerd, kunnen onder andere de volgende criteria worden gehanteerd :
- concentratie van natuurlijke en kunstmatige radionucliden in de achtergrondruis;
 - concentratie van specifieke splijtings- en activeringsproducten buiten reguliere waarneming; en
 - verhouding van een specifiek splijtings- en activeringsproduct tot een ander.

VERDRAG INZAKE EEN ALOMVATTEND VERBOD OP KERNPROEVEN, PROTOCOL EN BIJLAGEN 1 EN 2,
GEDAAN TE NEW YORK OP 24 SEPTEMBER 1996

GEBONDEN STATEN

Staten	Ondertekening	Bekrachtiging
Albanië	27 september 1996	
Algerije	15 oktober 1996	
Andorra	24 september 1996	
Angola	27 september 1996	
Antigua en Barbuda	16 april 1997	
Argentinië	24 september 1996	4 december 1998
Armenië	1 oktober 1996	
Asutralië	24 september 1996	9 juli 1998
Azerbeidzjan	28 juli 1997	2 februari 1999
Bahrein	24 september 1996	
Bangladesh	24 oktober 1996	
Belarus	24 september 1996	
België	24 september 1996	29 juni 1999
Benin	27 september 1996	
Bolivië	24 september 1996	
Bosnië-Herzegovina	24 september 1996	
Brazilië	24 september 1996	24 juli 1998
Brunei Darussalam	22 januari 1997	
Bulgarije	24 september 1996	
Burkina Faso	27 september 1996	
Burundi	24 september 1996	
Cambodja	26 september 1996	
Canada	24 september 1996	
Chili	24 september 1996	
China	24 september 1996	
Colombië	24 september 1996	
Comoren	12 december 1996	
Congo	11 februari 1997	
Congo (Rep. Dem.)	4 oktober 1996	
Cookeilanden	5 december 1997	
Costa Rica	24 september 1996	
Cyprus	24 september 1996	

Staten	Ondertekening	Bekrachtiging
Denemarken	24 september 1996	21 december 1998
Djibouti	21 oktober 1996	
Dominicaanse Rep.	3 oktober 1996	
Duitsland	24 september 1996	20 augustus 1998
Ecuador	24 september 1996	
Egypte	14 oktober 1996	
El Salvador	24 september 1996	11 september 1998
Equatoriaal Guinea	9 oktober 1996	
Estonia	20 november 1996	
Ethiopië	25 september 1996	
Fidji	24 september 1996	10 oktober 1996
Filippijnen	24 september 1996	
Finland	24 september 1996	15 januari 1999
Frankrijk	24 september 1996	6 april 1998
Gabon	7 oktober 1996	
Georgië	24 september 1996	
Ghana	3 oktober 1996	
Grenada	10 oktober 1996	19 augustus 1998
Griekenland	24 september 1996	21 april 1999
Guinea	3 oktober 1996	
Guinea-Bissau	11 april 1997	
Haiti	24 september 1996	
Heilige Stoel	24 september 1996	
Honduras	25 september 1996	
Hongarije	25 september 1996	
Ierland	24 september 1996	
IJsland	24 september 1996	
Indonesië	24 september 1996	
Iran (Islam. Rep.)	24 september 1996	
Israël	25 september 1996	
Italië	24 september 1996	1 februari 1999
Ivoorkust	25 september 1996	
Jamaïca	11 november 1996	
Japan	24 september 1996	8 juli 1997
Jemen	30 september 1996	
Jordanië	26 september 1996	25 augustus 1998
Kaapverdië	1 oktober 1996	
Kazachstan	30 september 1996	
Kenya	14 november 1996	
Koeweit	24 september 1996	
Korea Republiek	24 september 1996	
Kroatië	24 september 1996	
Kyrgyzstan	8 oktober 1996	
Laos (Dem. Volksrep.)	30 juli 1997	

Staten	Ondertekening	Bekrachtiging
Lesotho	30 september 1996	
Letland	24 september 1996	
Liberia	1 oktober 1996	
Liechtenstein	27 september 1996	
Litouwen	7 oktober 1996	
Luxemburg	24 september 1996	26 mei 1999
Macédoinë (voormalige Joegoslavische Rep.)	29 oktober 1998	
Madagascar	9 oktober 1996	
Malawi	9 oktober 1996	
Maldiven	1 oktober 1997	
Maleisië	23 juli 1998	
Mali	18 februari 1997	
Malta	24 september 1996	
Marokko	24 september 1996	
Marshalleilanden	24 september 1996	
Mauritanië	24 september 1996	
Mexico	24 september 1996	
Micronesië (Fed. Staten)	24 september 1996	25 juli 1997
Moldova (Rep.)	24 september 1997	
Monaco	1 oktober 1996	18 december 1998
Mongolië	1 oktober 1996	8 augustus 1997
Mozambique	26 september 1996	
Myanmar	25 november 1996	
Namibië	24 september 1996	
Nederland	24 september 1996	23 maart 1999
Nepal	8 oktober 1996	
Nicaragua	24 september 1996	
Nieuw-Zeeland	27 september 1996	19 maart 1999
Niger	24 september 1996	
Noorwegen	3 oktober 1996	
Oeganda	7 november 1996	
Oekraïne	27 september 1996	
Oezbekistan	3 oktober 1996	29 mei 1997
Oostenrijk	24 september 1996	13 maart 1998
Panama	24 september 1996	23 maart 1999
Papua-Nieuw-Guinea	25 september 1996	
Paraguay	25 september 1996	
Perou	25 september 1996	12 november 1997
Polen	24 september 1996	25 mei 1999
Portugal	24 september 1996	
Qatar	24 september 1996	3 maart 1997

Staten	Ondertekening	Bekrachtiging
Roumenië	24 september 1996	
Russische Fed.	24 september 1996	
Samoa	9 oktober 1996	
San-Marino	7 oktober 1996	
Sao-Tomé & Principe	26 september 1996	
Sénégal	26 september 1996	9 juni 1999
Seychellen	24 september 1996	
Singapour	14 januari 1999	
Saint-Lucia	4 oktober 1996	
Slovakije	30 september 1996	3 maart 1998
Slovenië	24 september 1996	
Solomoneilanden	3 oktober 1996	
Spanje	24 september 1996	31 juli 1998
Sri Lanka	24 oktober 1996	
Suriname	14 januari 1997	
Swaziland	24 september 1996	
Tadzjikistan	7 oktober 1996	10 juni 1998
Thailand	12 november 1996	
Togo	2 oktober 1996	
Tsjaad	8 oktober 1996	
Tsjechische Republiek	12 november 1996	11 september 1997
Tunesië	16 oktober 1996	
Turkije	24 september 1996	
Turkmenistan	24 september 1996	20 februari 1998
Uruguay	24 september 1996	
Vanuatu	24 september 1996	
Venezuela	3 oktober 1996	
Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland	24 september 1996	6 april 1998
Verenigde Arabische Emiraten	25 september 1996	
Verenigde Staten van Amerika	24 september 1996	
Vietnam	24 september 1996	
Zambia	3 december 1996	
Zuid-Afrika	24 september 1996	30 maart 1999
Zweden	24 september 1996	2 december 1998
Zwitserland	24 september 1996	